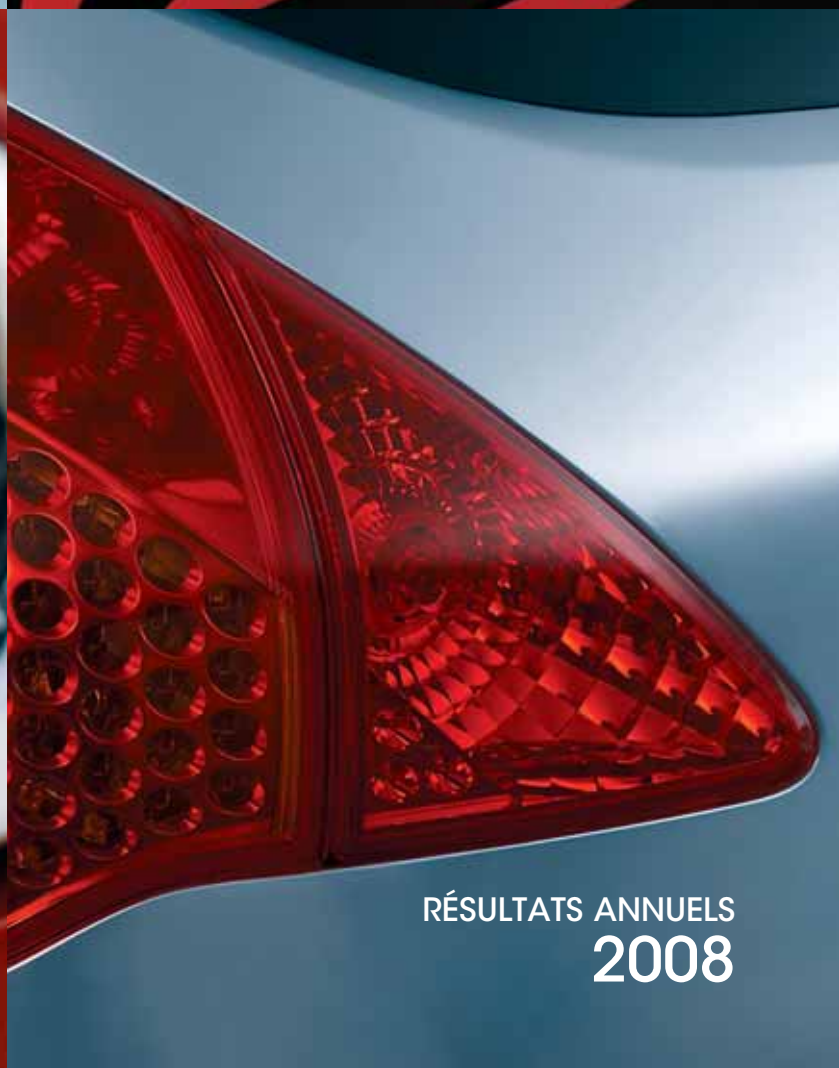


PSA PEUGEOT CITROËN



RÉSULTATS ANNUELS
2008

Résultats Annuels 2008

SOMMAIRE

1	RAPPORT DE GESTION	3
1.1	Activité automobile	4
1.2	Examen de la situation financière et du résultat	6
1.3	Trésorerie et capitaux	14
1.4	Informations sur le bilan et les ressources financières du Groupe	17
2	COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2008	19
2.1	Comptes de résultats consolidés	20
2.2	Bilans consolidés	22
2.3	Tableaux de flux de trésorerie consolidés	24
2.4	Variations des capitaux propres consolidés	26
2.5	Notes aux états financiers consolidés au 31 décembre 2008	27



RAPPORT DE GESTION

1.1	Activité automobile	4	1.3	Trésorerie et capitaux	14
1.1.1	Les faits marquants de l'activité automobile	4	1.3.1	Flux de trésorerie consolidés	14
1.1.2	Nos marchés	4	1.3.2	Flux de trésorerie des activités industrielles et commerciales	14
1.1.3	Nos modèles de véhicules	5	1.3.3	Trésorerie nette de clôture des activités de financement	16
1.2	Examen de la situation financière et du résultat	6	1.3.4	Liquidité et financement	16
1.2.1	Principes comptables	6	1.4	Informations sur le bilan et les ressources financières du Groupe	17
1.2.2	Modifications apportées aux comptes antérieurement publiés	7	1.4.1	Actif	17
1.2.3	Résultat opérationnel du Groupe pour l'exercice 2007 et l'exercice 2008	7	1.4.2	Provisions pour garantie	17
1.2.4	Autres éléments du compte de résultat	12	1.4.3	Engagements de retraites et assimilés	18
			1.4.4	Position financière nette consolidée et ratio d'endettement net	18
			1.4.5	Capitaux propres	18

1.1 Activité automobile

→ 1.1.1 Les faits marquants de l'activité automobile

- Décrochage important de l'ensemble des marchés mondiaux au 4^e trimestre.
- Baisse des ventes de véhicules et éléments détachés de 4,9 %, à 3 260 388 unités dans un marché mondial en baisse de 5,4 %.
- Maintien de la part de marché mondiale à 5 %.
- Maintien de la part de marché en Europe occidentale à 13,8 %.
- Succès des nouvelles Peugeot 308 et Citroën C5.
- Confirmation du leadership environnemental avec pour la 3^e année consécutive plus d'un million de véhicules vendus émettant moins de 140 g de CO₂/km.
- Renforcement du leadership sur le marché des véhicules utilitaires légers, avec une part de marché à 19,9 %.

En 2008, le marché automobile mondial a reculé de 5,4 % à 64 993 000 de voitures particulières et véhicules utilitaires légers. Au premier semestre, le marché automobile avait été marqué par un ralentissement des marchés d'Europe de l'Ouest et une croissance soutenue dans les zones à fort potentiel de développement. Dans la seconde partie de l'année, suite à la crise financière, les marchés ont fortement reculé avec un décrochage important au quatrième trimestre (- 21 % en Europe de l'Ouest, - 9 % dans les zones à fort potentiel de développement).

→ 1.1.2 Nos marchés

Europe de l'Ouest : maintien des positions avec une part de marché stable à 13,8 %.

Sur un marché européen VP + VUL en chute de 8,8 % sur l'année 2008, les immatriculations de PSA PEUGEOT CITROËN sont en recul de 8,6 % à 2 130 900 unités (1 125 700 Peugeot et 1 005 200 Citroën). Sur la période, la part de marché du Groupe s'établit à 13,8 %, performance identique à celle de 2007.

En France, le Groupe atteint une part de marché de 31,6 % avec 794 200 véhicules immatriculés (VP + VUL), soit une croissance de 1,9 % dans un marché en baisse de 0,6 %. La part de marché du Groupe progresse de 0,8 point sur l'ensemble de l'année.

En Allemagne, la part de marché de PSA PEUGEOT CITROËN s'établit à 5,7 % en hausse de 0,2 point. Dans un marché en baisse de 1,7 %, les immatriculations du Groupe sont en progression de 2,1 % à 189 500 unités.

En Espagne, dans un marché sinistré à - 29,8 %, les immatriculations de PSA PEUGEOT CITROËN s'établissent à 254 300 unités, en baisse de 30 %. La part de marché du Groupe ressort à 19,1 %, performance comparable à celle de 2007 où la part de marché était de 19,2 %.

Au Royaume-Uni, contraint par un taux de change livre/euro défavorable, le Groupe a poursuivi au second semestre sa politique visant à limiter l'impact négatif sur ses ventes. Dans un marché en baisse de 11,7 %, les immatriculations du Groupe sont en conséquence en baisse de 17,1 % à 237 200 unités. La part de marché s'établit à 9,8 % contre 10,4 % en 2007.

En Italie, les immatriculations du Groupe, 235 700 unités (- 12,5 %), suivent la baisse du marché (- 12,7 %).

Europe centrale et orientale : maintien de la part de marché à 7,2 %.

En 2008, dans un marché en baisse de 1 % (+ 16 % au premier semestre ; - 14,9 % au second semestre), les immatriculations du groupe PSA PEUGEOT CITROËN s'établissent à 191 000 unités, en baisse de 3,3 %. La part de marché est de 7,2 % sur l'année.

Amérique latine : poursuite de la croissance

En 2008, dans un contexte de faible croissance des marchés automobiles de + 2,0 % (S1 : + 14,4 % ; S2 : - 8,4 %), les immatriculations des marques Peugeot et Citroën ont augmenté de 5,4 %.

Le Groupe enregistre 259 000 immatriculations et affiche une part de marché en légère hausse à 5,4 %.

Au Mercosur, où les marchés progressent de 13 % (S1 : + 26,5 % ; S2 : + 1,7 %), les immatriculations des marques Peugeot et Citroën ont augmenté de 11,9 %. Le Groupe enregistre 232 700 immatriculations et affiche une part de marché stable à 7,2 %.

Au Brésil, dans un marché en hausse de 14,1 %, les immatriculations du Groupe progressent de 17,7 % à 151 000 unités. Sur l'année la part de marché atteint 5,6 %, soit + 0,2 point par rapport à 2007.

En Argentine, dans un marché en hausse de 7,8 %, les immatriculations du Groupe progressent de 2,5 % à 81 700 unités et sa part de marché s'établit à 14,2 %.

Chine : une année difficile

En 2008, dans un marché en croissance de 5,1 % (S1 : + 13,4 % ; S2 : - 2,6 %), Dongfeng Peugeot Citroën Automobile (DPCA) a immatriculé 178 100 véhicules, en baisse de 14,1 % par rapport à 2007. Au second semestre, le marché chinois a connu un retournement notamment dans le segment des véhicules de

gamme moyenne qui représente le cœur de l'offre de DPCA. Cependant, 2008 a été marquée par le lancement réussi de la nouvelle Citroën C-Elysée, qui a permis à la marque de doubler ses ventes sur ce segment de marché.

Russie : des ventes en forte croissance

En 2008, sur un marché porteur à + 13,6 % (S1 : + 32,9 % ; S2 : - 1,5 %) les immatriculations de PSA PEUGEOT CITROËN progressent de 67 % et s'établissent à 60 300 unités.

→ 1.1.3 Nos modèles de véhicules

Peugeot 107, 206, 207 et 1007

La Peugeot 207, lancée en avril 2006, a été vendue à 468 300 exemplaires. Troisième meilleure vente sur le marché européen, la 207 est aussi solide leader du segment B en Europe. Symbole de la performance de ce produit, la 207 CC a consolidé sa première place sur le marché européen des coupés cabriolets.

Avec 760 600 ventes mondiales, le couple 206 + 207 maintient un haut niveau de ventes et permet à Peugeot de se positionner comme le leader du segment des petites voitures en Europe.

La 107, dont les ventes ont atteint 106 500 unités, a pleinement tiré avantage de son positionnement attractif, tant en termes de coût à l'usage maîtrisé que de faible niveau d'émissions de CO₂. Dans un contexte de marché en forte baisse, ses ventes mondiales sont en progression de 2,1 %.

La Peugeot 1007 a été vendue à 11 000 unités, en net recul.

Peugeot 308 et 307

La Peugeot 308, qui a succédé à la 307 en septembre 2007 a totalisé 290 100 ventes. Sa gamme s'est enrichie d'une nouvelle silhouette, la 308 SW lancée en mai 2008. La part de marché de Peugeot a ainsi progressé de 0,3 point sur le segment du M1 en

Europe de l'ouest. La Peugeot 307 lancée en Chine au 1^{er} trimestre 2008 a été vendue dans le monde à 142 300 unités.

Peugeot 407, 607, 807 et 4007

Quatre autres gammes viennent compléter l'offre de la gamme Peugeot (407, 607, 807, 4007).

La Peugeot 407 restylée a été lancée pendant l'été. Elle a été vendue à 81 400 unités, en net repli, dans un contexte de marché marqué par la baisse importante des véhicules de son segment.

Les ventes de la Peugeot 607 ont atteint 3 900 unités. La Peugeot 4007, lancée en juillet 2007, a été vendue à 13 700 unités. La Peugeot 807 a été vendue à 13 500 unités.

Citroën C1, C2, C3

Les ventes de la gamme compacte de Citroën sont en recul de 11,7 % à 416 000 unités en 2008. Les ventes de Citroën C1 augmentent de 7,3 % à 106 700 unités. La Citroën C3 résiste bien

dans sa huitième année de vie, avec 242 100 ventes. Les ventes de la Citroën C2 ont atteint 67 100 unités.

Citroën C4 Picasso

Pour la première année pleine de commercialisation du visiospace C4 Picasso (5 places), la famille C4 Picasso (5 et 7 places) est le leader du segment des monospaces compacts en Europe occidentale, avec près de 188 000 ventes.

La Citroën Xsara Picasso, lancée en 2000, a montré une bonne résistance avec 76 000 exemplaires vendus. Ainsi, sur le segment des monospaces de gamme moyenne, la marque Citroën confirme sa position de leader européen du segment en 2008.

Citroën C4

La Citroën C4 (hors Picasso) a été vendue à 194 500 unités, en recul de 17,3 %. La gamme C4 a bénéficié du renfort de la C Quatre lancée en Chine au 3^e trimestre et des C4 tricorps lancées au Mercosur mi-2007 (C4 Pallas au Brésil et C4 Sedan

en Argentine). Restylée au second semestre, deux nouvelles motorisations équipent également la Citroën C4 et améliorent ses performances environnementales.

Citroën C5, C6, C8 et C-Crosser

La Citroën C5 a été vendue à 87 500 exemplaires. Commercialisée depuis avril pour la berline et depuis juin pour le Tourer, la Citroën C5 a dépassé ses objectifs de ventes dans un segment de marché en baisse.

Les ventes de la Citroën C6 ont atteint 2 800 unités. La Citroën C-Crosser, lancée en juillet 2007, a été vendue à 12 300 unités. La Citroën C8 a été vendue à 8 800 unités.

Véhicules utilitaires légers

Les lancements des Citroën Nemo et Peugeot Bipper en février et des nouveaux Citroën Berlingo et Peugeot Partner en mai ont permis au groupe PSA de renforcer son leadership en Europe de l'Ouest sur le marché des véhicules utilitaires légers, avec une part de marché en hausse de 1,3 point à 19,9 %.

Les ventes de véhicules utilitaires légers du Groupe progressent au total de 4,9 %, à 456 500 unités, dont 232 600 unités pour Peugeot (+ 6,2 %) et 223 900 unités pour Citroën (+ 3,6 %).

1.2 Examen de la situation financière et du résultat

Cette section doit être lue conjointement avec les Notes aux États financiers des comptes consolidés au 31 décembre 2008.

→ 1.2.1 Principes comptables

Veuillez vous reporter à la Note 1 – Principes comptables figurant dans les Notes aux États financiers consolidés au 31 décembre 2008.

→ 1.2.2 Modifications apportées aux comptes antérieurement publiés

PSA PEUGEOT CITROËN a révisé la présentation comptable de certains éléments relatifs aux chiffres précédemment publiés, afin de mieux refléter la réalité économique de ses transactions. Ces changements sont sans incidence sur le résultat opérationnel courant et sur le résultat net, mais ils ont pour conséquence notamment une baisse du chiffre d'affaires de la division Automobile et de ce fait, du chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

Pour plus de détail, veuillez vous reporter à la Note 2 – *Modifications apportées aux comptes antérieurement publiés* figurant dans les Notes aux États financiers consolidés au 31 décembre 2008.

→ 1.2.3 Résultat opérationnel du Groupe pour l'exercice 2007 et l'exercice 2008

i) Chiffre d'affaires du Groupe

Le tableau ci-après indique le chiffre d'affaires consolidé par activité pour les exercices 2007 et 2008.

(en millions d'euros)	2008	2007	%
Automobile	41 643	45 519	- 8,5 %
Faurecia	12 011	12 661	- 5,1 %
Gefco	3 536	3 554	- 0,5 %
Banque PSA Finance	2 088	1 999	4,5 %
Eliminations inter-activités et autres activités	(4 922)	(5 057)	- 2,6 %
TOTAL	54 356	58 676	- 7,4 %

Le tableau ci-après indique le chiffre d'affaires consolidé et sa répartition relative par zones géographiques.

En 2008, le Groupe a procédé à des modifications dans le périmètre de consolidation par zones géographiques. Veuillez vous reporter à la Note 4.2 – *Zones géographiques* figurant dans les Notes aux États financiers consolidés au 31 décembre 2008.

(en millions d'euros)	2008	2007
Chiffre d'affaires de PSA PEUGEOT CITROËN	54 356	58 676
Contribution nette au chiffre d'affaires de PSA PEUGEOT CITROËN		
Europe occidentale	76 %	78 %
Europe centrale et orientale	8 %	7 %
Amérique latine	7 %	6 %
Reste du monde	9 %	9 %
TOTAL	100 %	100 %

Sur l'ensemble de l'année 2008, le chiffre d'affaires du groupe PSA PEUGEOT CITROËN est en recul de 7,4 % à 54 356 millions d'euros par rapport à 58 676 millions d'euros en 2007. L'évolution du chiffre d'affaires a été contrastée sur l'année, avec une hausse

de 0,7 % sur les six premiers mois de l'année suivie d'un recul de 16 % au second semestre du fait de la généralisation de la baisse des marchés automobiles mondiaux.

ii) Résultat opérationnel courant du Groupe

Le tableau ci-après indique le résultat opérationnel courant par activité pour les exercices 2007 et 2008.

(en millions d'euros)	2008	2007	%
Automobile	(225)	858	- 126,2 %
Faurecia	91	121	- 24,8 %
Gefco	127	155	- 18,1 %
Banque PSA Finance	557	608	- 8,4 %
Eliminations inter-activités et autres activités	0	10	-
TOTAL	550	1 752	- 68,6 %

Le résultat opérationnel courant du Groupe pour 2008 s'établit à 550 millions d'euros, soit 1,0 % du chiffre d'affaires, à comparer à 1 752 millions d'euros et 3,0 % pour 2007. Cette baisse provient essentiellement de l'impact de la chute des marchés automobiles, les réductions de volumes de vente consécutives, ainsi que les frais fixes non absorbés pendant les programmes d'arrêt de production. Ces arrêts de productions ont été mis en place à la fin 2008 compte tenu de l'effondrement des marchés automobiles. Par ailleurs, le Groupe a poursuivi avec succès son programme CAP 2010, dont les économies générées ont atteint 1 414 millions d'euros en 2008.

Sur l'ensemble de l'année, l'évolution du résultat opérationnel courant a été contrastée entre le premier et le second semestre.

Au premier semestre, le résultat opérationnel courant du Groupe a été en forte progression de 32,4 % à 1 115 millions. La marge opérationnelle s'est située à 3,6 % du chiffre d'affaires consolidé, contre 2,7 % sur la même période de 2007. Les économies

générées par le programme CAP 2010 ont plus que compensé l'impact négatif du fort ralentissement de certains marchés automobiles européens, de la hausse des coûts des matières premières ainsi que de l'effet de change négatif, conséquence de la forte dépréciation de la livre sterling.

Le résultat opérationnel courant du second semestre a été fortement touché par le retournement des marchés automobiles mondiaux. Les économies réalisées grâce à CAP 2010 (532 millions d'euros sur la période) n'ont pas permis de neutraliser l'impact négatif de la baisse des volumes et des arrêts de production qui s'est élevé à 1 519 millions d'euros. L'impact négatif de la hausse des matières premières et la dépréciation de la livre sterling (701 millions d'euros sur la période) ont fortement contribué à une perte opérationnelle courante de 565 millions d'euros au second semestre 2008.

iii) Analyse du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant par division

(a) Activité automobile

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'automobile, à 41 643 millions d'euros, est en recul de 8,5 % par rapport à 2007. Le chiffre d'affaires véhicules neufs, à 31 640 millions d'euros contre 34 495 millions d'euros en 2007, est en recul de 8,3 % sous l'effet, principalement, de la variation (- 8,3 %) des volumes de ventes de véhicules montés hors Chine (l'activité Chine est consolidée par mise en équivalence), du mix géographique (- 0,2 %) et de l'effet change (- 1,1 %). Les effets de prix et de mix produit ont contribué positivement au chiffre d'affaires (respectivement 1,0 % et + 0,3 %).

En 2008, le Groupe a résisté à la forte chute des marchés automobiles, mais a évolué dans un environnement contrasté selon les pays.

La dégradation a été particulièrement hétérogène en Europe occidentale. Au premier trimestre, seul le marché espagnol montrait des signes de ralentissement, avant de chuter sur l'ensemble du premier semestre. Cette évolution a été suivie par l'Italie, le Royaume-Uni et dans une moindre mesure par l'Allemagne.

Le marché français a bénéficié de l'initiative bonus/malus lancée par le gouvernement en début d'année pour encourager l'achat des véhicules à faible consommation et émission de CO₂. Ainsi, la baisse constatée sur l'ensemble de l'année a été de moindre ampleur que sur les autres marchés européens.

Le marché d'Europe centrale et orientale a été marqué par un ralentissement tout au long de l'année, tandis que la Chine a connu une année difficile, avec un retournement au second semestre notamment dans le segment des véhicules de gamme moyenne, cœur de l'offre de Dongfeng Peugeot Citroën Automobile (DPCA).

Dans cet environnement économique très difficile, le Groupe a disposé de leviers importants. Peugeot 308 a connu une progression sur l'ensemble de l'année, et Citroën C5 a dépassé ses objectifs de ventes dans un segment de marché en baisse. La gamme de véhicules respectueux de l'environnement a permis à PSA PEUGEOT CITROËN de confirmer son leadership environnemental et a fortement contribué aux ventes du Groupe. Le leadership européen sur le marché des véhicules utilitaires légers a été renforcé par les lancements de nouveaux modèles.

Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant automobile à - 225 millions d'euros en 2008 et - 0,5 % du chiffre d'affaires est en baisse par rapport à 2007 (858 millions d'euros et 1,9 % du chiffre d'affaires). Il a été affecté par la forte détérioration des marchés ainsi que par la baisse de production mise en place en réaction à la dégradation de la conjoncture économique mondiale.

Les facteurs ayant contribué à la variation du résultat opérationnel courant de la division Automobile sont les suivants :

- la baisse des volumes de vente et de production pour l'essentiel a eu un impact négatif de 1 707 millions d'euros (- 188 millions d'euros au premier semestre et - 1 519 millions d'euros au second semestre). Le mix géographique est favorable. Le Mercosur et les autres Business Units ont eu un impact négatif de 141 millions d'euros. Les arrêts de production ont été initiés par le Groupe en réaction à la forte dégradation des marchés, afin de limiter les stocks de véhicules, principalement au sein des réseaux de distribution. Ces arrêts ont conduit à une sous-absorption des frais fixes ;
- la composante « réduction de coûts » du plan CAP 2010 a eu un effet positif de 1 414 millions d'euros sur le résultat opérationnel courant de 2008 par rapport à 2007, après un impact positif de 932 millions d'euros en 2007. Cet effet positif s'explique d'une part par la productivité industrielle (achats et production) qui permet 670 millions d'euros de réduction de coût, et par la baisse des dépenses de garantie et des frais de structure conduisant à un impact positif de 744 millions d'euros (275 millions d'euros en 2007). La réduction des frais de structure s'est confirmée en 2008 et a bénéficié d'une réduction des frais généraux et d'une poursuite de la réduction des effectifs du Groupe ;
- l'impact de « l'inflation et la R&D » pèse sur la variation du résultat opérationnel courant 2008 avec un effet négatif de 789 millions d'euros. Le principal effet provient de la hausse des matières premières qui a eu un impact négatif de 377 millions d'euros, tandis que l'impact de la hausse des rémunérations ressort à 52 millions d'euros contre 250 millions d'euros en 2007 justifiée par la diminution des provisions liées à la participation et à l'intéressement.

Les variations des cours des monnaies ont eu un effet négatif de 324 millions d'euros principalement dû à la dépréciation de la livre par rapport à l'euro.

(b) Faurecia

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé de Faurecia s'élève en 2008 à 12 011 millions d'euros en baisse de 5,1 % et de 3,4 % à taux de change constants. Hors ventes de monolithes, le chiffre d'affaires est de 10 535 millions d'euros en baisse de 3,7 % à taux de change constants. Les variations de change ont représenté un effet négatif de 1,2 %. Le recul du chiffre d'affaires, qui était hors monolithes et à données comparables en progression de 2,7 % au premier semestre et de 1,6 % à fin septembre 2008, est dû à un décrochage important de l'activité au quatrième trimestre 2008. La baisse à données comparables est ainsi de 20,9 % sur le dernier trimestre de l'exercice et de 10,6 % au second semestre.

Par principales zones géographiques, le chiffre d'affaires de l'exercice 2008 se répartit comme suit :

- en Europe, le chiffre d'affaires est de 8 935 millions d'euros (74,4 % du chiffre d'affaires total) en baisse à taux de change constant de 7,0 % et de 6,5 % hors monolithes. Le recul enregistré au second semestre est de 12,1 % avec une forte baisse au dernier trimestre de 22,8 % correspondant à un écart de chiffre d'affaires à données comparables de 516 millions d'euros. Ce recul a touché la totalité des clients de Faurecia ;
- en Amérique du Nord, le chiffre d'affaires de l'exercice 2008 s'élève à 1 778 millions d'euros (14,8 % du chiffre d'affaires total) et augmente de 2,9 % à taux de change constants (effet de change négatif de 7,2 %). Hors monolithes et à taux de change constants, la progression est de 3,9 %. Le maintien de l'activité en dépit d'un fort recul avec Chrysler est principalement lié à une quasi-absence de Faurecia sur les gros véhicules du marché américain et à un positionnement sur des véhicules qui ont correctement résisté avec notamment les Chevrolet Malibu et Cadillac CTS chez General Motors et la BMW X6 ;
- en Asie, le chiffre d'affaires de l'exercice 2008 est de 707 millions d'euros (5,9 % du chiffre d'affaires total) en hausse à taux de change constants de 1,2 % (effet de change négatif de 6,6 %) et de 3,4 % hors monolithes. Hors monolithes, la baisse à données comparables est de 5,7 % au second semestre et de 10,9 % au quatrième trimestre. Les ventes en Chine s'élèvent en 2008 à 452 millions d'euros en progression de 6,9 % hors monolithes et à taux de change constants. Le recul au quatrième trimestre est de 15,5 %. En Corée, le chiffre d'affaires de l'exercice 2008 est de 226 millions d'euros en baisse à taux de change constants de 7,6 % et de 5,9 % hors monolithes ;
- dans les autres pays, le chiffre d'affaires est de 590 millions d'euros en 2008. Il progresse de 21,1 % à données comparables hors monolithes sur l'exercice et est en léger retrait de 1,9 % au quatrième trimestre. Il comprend principalement le chiffre d'affaires réalisé en Amérique du sud qui s'élève en 2008 à 321 millions d'euros en croissance à taux de change constants de 16,4 % (effet de change négatif de 2,2 %) et de 16,8 % hors monolithes.

Par activité, le chiffre d'affaires du secteur des modules de l'intérieur s'élève à 8 309 millions d'euros en 2008 en recul de 3,7 % à taux de change constant (effet de change négatif de 1 %). Au second semestre et quatrième trimestre, les baisses sont respectivement de 10,6 % et 21,3 %.

Le chiffre d'affaires du secteur des Autres modules est en 2008 de 3 702 millions d'euros. Il recule de 6,0 % et de 2,8 % à taux de change constants (effet de change négatif de 3,2 %). Hors monolithes, le chiffre d'affaires est de 2 226 millions d'euros, en baisse de 3,6 % à taux de change constants (effet de change négatif de 1,8 %). Au second semestre et quatrième trimestre, les baisses hors monolithes et à taux de change constants sont respectivement de 10,4 % et 19,3 %.

Pour une information plus détaillée sur le Chiffre d'affaires de Faurecia veuillez vous reporter au rapport annuel de Faurecia disponible sur www.faurecia.fr.

Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant de Faurecia s'élève en 2008 à 91,2 millions d'euros et représente 0,8 % du chiffre d'affaires. Au premier semestre 2008, le résultat opérationnel courant a atteint 90,3 millions d'euros, en augmentation de 0,4 point de chiffre d'affaires par rapport au premier semestre 2007 ; au second semestre il était légèrement positif de 0,9 million d'euros à comparer à 58,3 millions d'euros au second semestre 2007. La baisse de 57,4 millions d'euros au second semestre par rapport à 2007 traduit principalement l'effet des baisses de volumes.

Concernant la marge variable sur coûts directs, l'effet des baisses de volume est estimé à 150 millions d'euros. Les coûts indirects ont pu être réduits mais dans une proportion moindre.

On notera une confirmation du redressement opérationnel de l'Amérique du Nord qui dégage un résultat opérationnel positif et en amélioration au quatrième trimestre.

En Europe, la baisse brutale des volumes n'a pu être compensée par une baisse équivalente des frais indirects.

Par secteur d'activité, le résultat opérationnel courant des modules de l'intérieur véhicule est en perte de 24,6 millions d'euros en 2008, soit 0,3 % du chiffre d'affaires, à comparer à une perte de 15,6 millions d'euros en 2007 et 0,2 % du chiffre d'affaires. Le secteur des autres modules, avec un résultat opérationnel courant de 115,8 millions d'euros en 2008 et 3,1 % du chiffre d'affaires, est en recul de 20,8 millions d'euros par rapport à 2007 (136,6 millions d'euros et 3,5 % du chiffre d'affaires).

Pour une information plus détaillée sur le Résultat opérationnel courant de Faurecia veuillez vous reporter au rapport annuel de Faurecia disponible sur www.faurecia.fr.

(c) Gefco

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de Gefco s'est élevé en 2008 à 3 536 millions d'euros, en recul de 0,5 % par rapport à 2007. Les ventes de Gefco

au groupe PSA PEUGEOT CITROËN sont stables à 2 171 millions d'euros. Les prestations vendues aux clients hors Groupe s'élèvent à 1 365 millions d'euros, en recul de 2,7 %.

Dans un contexte particulièrement difficile, Gefco a mis en œuvre, tout au long de l'année, les plans d'actions appropriés à la situation et guidés par les objectifs stratégiques de l'entreprise. À cet égard, l'année 2008 a été à la source de nouveaux progrès en termes de développement international, de diversification des activités et de développement de solutions à forte valeur ajoutée.

Résultat opérationnel courant

Dans un contexte de hausse du prix du pétrole sur les sept premiers mois et la chute du marché automobile, premier marché de Gefco, le résultat opérationnel courant de Gefco s'est établi à 127 millions d'euros, soit 3,6 % du chiffre d'affaires (4,4 % en 2007). Une meilleure maîtrise des coûts, ainsi que des plans d'actions rapides, ont permis à Gefco de compenser partiellement l'inflation des coûts.

(d) Banque PSA Finance

Chiffre d'affaires

L'année 2008 s'est déroulée dans un environnement de crise financière et de liquidité qui a conduit au tarissement des sources de financement et une pression accrue sur le coût de mobilisation des ressources financières. La prise d'ampleur de la crise économique a conduit à une forte dégradation de nombreux marchés automobiles avec pour conséquence, une baisse des volumes de vente.

Dans ce contexte, Banque PSA Finance est parvenue à maintenir ses résultats commerciaux à un niveau satisfaisant, et limiter les effets sur sa rentabilité de la hausse du coût du refinancement et de la montée des risques.

La part de marché de Banque PSA Finance a été portée de 26,1 % à 27,3 % en 2008, le taux de pénétration de la banque a ainsi atteint son plus haut niveau depuis la création de la banque et permis de limiter les effets de la crise sur son volume d'activité.

En baisse de 1 %, le volume des financements de véhicules neufs a atteint 653 545 unités en 2008 sur un marché en retrait de 5,5 % sur le périmètre d'intervention de la Banque.

Le volume des financements des véhicules d'occasion est en progression de 2,1 % par rapport à 2007. Cette croissance du financement des véhicules d'occasion a été réalisée grâce aux efforts conjoints de Banque PSA Finance, des deux marques du groupe PSA et des réseaux de distribution.

Au total, la production totale de financements à la clientèle finale a porté en 2008 sur 848 077 véhicules neufs et d'occasion, en léger retrait de 0,3 % sur 2007.

Les plus fortes progressions en Europe occidentale ont concerné l'Autriche (+ 11,4 %), l'Allemagne (+ 6,5 %), la Pologne (+ 17,5 %) et la Slovaquie (+ 30,7 %). En Espagne, en Italie et au Mexique dans un contexte de marchés automobiles sinistrés, les sociétés

financières de Banque PSA Finance supportent des baisses importantes de leurs volumes de financements.

En Argentine et au Brésil, le dynamisme commercial des deux marques du Groupe ainsi que le renforcement des actions conjointes ont permis une forte croissance sur ces marchés. Ainsi, les volumes de financement véhicules neufs au Brésil et en Argentine progressent respectivement de 45,8 % et 35,8 % des volumes marques en progression de 18 % et 2,5 %.

En montant, les financements consentis à la clientèle finale en 2008 s'établissent à 9 135 millions d'euros, contre 9 253 millions d'euros en 2007, en retrait de 1,3 %. Hors Europe de l'Ouest, la croissance des financements en valeur est de 27,1 %.

Les encours de crédit à la clientèle finale s'élèvent à 17 913 millions d'euros à fin décembre 2008, contre 17 850 millions d'euros à fin décembre 2007, en hausse de 0,3 %. La part hors d'Europe de l'ouest est en hausse de 22,1 % à 1 090 millions d'euros.

L'encours de financement aux réseaux de distribution s'établit à fin décembre 2008 à 4 370 millions d'euros, à comparer à 5 606 millions d'euros à fin décembre 2007 soit un retrait de 22 %. Cette baisse sensible des encours de crédit aux réseaux reflète les efforts importants entrepris par le groupe PSA PEUGEOT CITROËN dans la gestion des stocks.

Au total, l'encours de crédit de Banque PSA Finance est en retrait de 5 % pour s'établir à 22 283 millions d'euros au 31 décembre 2008, contre 23 456 millions d'euros à fin décembre 2007.

Le développement des ventes de prestations de services diffusées auprès de la clientèle reste au cœur de la stratégie de Banque PSA Finance. Les volumes d'assurance automobile vendus ont progressé de 14,3 % en raison de l'accroissement des ventes de solutions « packagées » intégrant à la fois financement et services.

(en millions d'euros)	31 décembre 2008	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Encours de crédit (y compris encours titrisés)			
• à la clientèle finale	17 913	17 850	17 249
• aux réseaux de distribution	4 370	5 606	5 650
TOTAL BANQUE PSA FINANCE	22 283	23 456	22 899
Encours de crédit (y compris encours titrisés)			
• Europe occidentale	20 761	22 150	21 998
• Hors Europe occidentale	1 494	1 306	901
TOTAL BANQUE PSA FINANCE *	22 283	23 456	22 899

* Hors réévaluation des portefeuilles couverts en taux.

Le chiffre d'affaires de Banque PSA Finance s'établit en 2008 à 2 088 millions d'euros, stable par rapport à 2007 (1 999 millions d'euros). Il correspond aux produits bruts d'intérêt sur ses créances et inclut également les produits financiers générés par la réserve de liquidité permanente constituée dans le bilan de Banque PSA Finance dans le cadre de sa stratégie de financement.

Le produit net bancaire, à 976 millions d'euros contre 981 millions d'euros en 2007, est en très léger retrait (0,5 %), pénalisé en 2008 par des variations de *fair value* de - 11,7 millions d'euros comparé à - 0,8 millions d'euros en 2007. Retraité de cet impact, le produit net bancaire de Banque PSA Finance serait en légère progression sur 2008.

Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant de Banque PSA Finance s'élève à 557 millions d'euros, à comparer à 608 millions d'euros en 2007.

De 2007 à 2008 :

- La hausse de l'encours moyen de crédit (+ 2,0 % à 23 548 millions d'euros) a eu un impact de 29 millions d'euros.
- Les marges sur encours moyen se sont légèrement dégradées, du fait de la hausse des taux d'intérêt sur les marchés financiers

et de l'impact de cette hausse sur les coûts de refinancement de la banque. Cette hausse des coûts de refinancement sur la nouvelle production a été suivie par une politique active de gestion de marges tout au long de 2008. D'autre part, la politique de couverture a atténué cet impact par l'exercice des *swaptions* qui avaient été acquises pour plafonner le coût de refinancement de la banque sur les nouvelles opérations du premier semestre 2008.

- La hausse des frais opérationnels a été limitée à 3,1 millions d'euros, soit une progression de 0,41 % par rapport à l'année précédente, inférieure à la progression des encours nets moyens (2 %).
- Le coût du risque courant est ressorti en 2008 à 114 millions d'euros, soit 0,48 % des encours nets moyens, niveau supérieur à celui enregistré en 2007 (51 millions d'euros). Cet écart sur le coût du risque trouve son origine dans trois principales causes :
 - un accroissement du risque sur les concessionnaires de 9 millions d'euros ;
 - une hausse du coût du risque sur la clientèle finale de 26 millions d'euros (principalement en Espagne) ;

- un retrait de 16 millions d'euros des éléments exceptionnels positifs impactant le coût du risque (13,5 millions d'euros au titre de 2007 contre 27 millions d'euros en 2007).

Banque PSA Finance, dans ce contexte mouvementé de crise économique, a renforcé son dispositif de recouvrement sur les pays d'Europe du sud en particulier, ainsi que sur la Grande Bretagne. Spécialisation des acteurs, centralisation des flux, gestion proactive des impayés sont les axes renforcés par la Banque.

Parallèlement, la politique de sélection des risques est régulièrement revue pour tenir compte des évolutions rapides du contexte économique et financier.

2008 s'achève sur un renforcement des positions commerciales, une stabilité du produit net bancaire et un maintien du coût du risque inférieur à 0,5 % des encours nets moyens.

Pour une information plus détaillée sur Banque PSA Finance, veuillez vous reporter au Rapport annuel de Banque PSA Finance disponible sur le site www.banquepsafinance.com

→ 1.2.4 Autres éléments du compte de résultat

Résultat opérationnel

Les charges opérationnelles non courantes s'établissent à 917 millions d'euros à comparer à une charge de 632 millions d'euros en 2007. Fin 2008, le Groupe a annoncé des plans d'action visant à contrer l'impact de l'effondrement du marché automobile. Ainsi, des nouveaux plans de départ ont été mis en œuvre, sous la forme d'un programme de départs volontaires dans l'activité automobile et un plan de restructuration chez Faurecia. Les charges relatives à ces plans s'élèvent à 512 millions d'euros. La forte dégradation du marché automobile a également entraîné la

dépréciation de certains véhicules et de l'activité Intérieur Véhicule de Faurecia, pour un montant total de 405 millions d'euros.

Pour plus de détail, veuillez vous reporter à la Note 9 – *Produits et charges opérationnels non courants* figurant dans les Notes aux États financiers consolidés au 31 décembre 2008.

Dans ce contexte, le résultat opérationnel s'établit à - 367 millions d'euros sur l'ensemble de l'année 2008 par rapport à 1 120 millions d'euros en 2007.

(en millions d'euros)	2008	2007
Automobile	(685)	510
Faurecia	(353)	(105)
Gefco	127	113
Banque PSA Finance	556	608
Autres activités et holding	(12)	(6)
TOTAL PSA PEUGEOT CITROËN	(367)	1120

Résultat Financier

Le résultat financier, correspondant au solde des produits sur prêts, titres de placement et trésorerie, des charges de financement et des produits et charges à caractère financiers, représente pour 2008 une charge de 286 millions d'euros, à comparer à une charge de 40 millions d'euros en 2007. Cette augmentation importante s'explique par :

- l'utilisation de liquidité entraînant une réduction des placements de trésorerie au second semestre ;
- l'augmentation des coûts de financement suite à l'élargissement des spreads dans un contexte de crise de liquidité sur les marchés financiers ;

- l'augmentation de la dette de Faurecia ;
- la variation de la part inefficace des instruments financiers (cf. Note 12 des Notes aux États financiers consolidés).

Par rapport à 2007, le rendement attendu pour 2008 sur les actifs financiers sur engagements sociaux est en diminution, de sorte que ce rendement ne compense plus complètement la charge de l'actualisation financière sur ces mêmes engagements.

Pour plus de détail, veuillez vous reporter aux *Notes 10, 11 et 12* figurant dans les Notes aux États financiers consolidés au 31 décembre 2008.

Impôts sur les résultats

Le montant de l'impôt courant ressort à 293 millions d'euros du fait que le Groupe est en situation de payer l'impôt au Brésil, ainsi qu'au titre des résultats de Banque PSA Finance. Les pertes enregistrées au niveau du Groupe ont conduit à constater un produit d'impôt différé de 389 millions d'euros.

Pour plus de détail, veuillez vous référer à la *Note 13* dans les Notes aux États financiers consolidés au 31 décembre 2008.

Résultat net des sociétés mises en équivalence

Le résultat net des sociétés mises en équivalence pour l'exercice 2008 est un produit de 57 millions d'euros à comparer à un produit de 48 millions d'euros en 2007. Les sociétés mises en équivalence comprennent pour l'essentiel, d'une part, Dongfeng Peugeot Citroën Automobile (DPCA), d'autre part, les coopérations avec d'autres constructeurs automobiles lorsqu'elles font l'objet d'une structure juridique spécifique, ce qui est le cas pour les coopérations avec Fiat, Toyota et Renault.

Après une prise en compte des retraitements et écritures de consolidation, la contribution de Dongfeng Peugeot Citroën Automobile (DPCA) aux résultats du Groupe est positive de 8 millions d'euros, à comparer à une contribution positive de 31 millions d'euros en 2007. Dans un contexte de guerre des prix, DPCA a enregistré en 2008 une baisse de ses ventes, à 179 100 unités contre 207 300 en 2007. La détérioration du marché au dernier trimestre de 2008 a conduit à des arrêts de la production durant la période. Le chiffre d'affaires de DPCA toutes activités

s'est ainsi établi à 15 357 millions de yuans, contre 19 248 millions de yuans en 2007, en baisse de 20 % sur l'exercice précédent. Le résultat opérationnel courant de DPCA s'établit pour 2008 à - 573 millions de yuans hors subvention gouvernementale, soit - 3,7 % du chiffre d'affaires à comparer à un résultat opérationnel courant de 463 millions de yuans en 2007.

Hors exploitation, l'appréciation du yuan a permis d'enregistrer un écart de change (profit) de 447 millions de yuans sur dettes en dollars et en euros, à comparer à 226 millions de yuans en 2007.

Le résultat net social de DPCA est un profit net de 102 millions de yuans à comparer à un profit net de 706 millions de yuans en 2007.

Pour plus de détail sur le résultat net des sociétés mises en équivalence, veuillez vous référer à la *Note 17* dans les Notes aux États financiers consolidés au 31 décembre 2008.

Résultat net consolidé

Le résultat net consolidé est une perte de 500 millions d'euros en 2008 à comparer à un profit de 826 millions d'euros à fin 2007.

Résultat net consolidé – part du Groupe

Le résultat net consolidé, part du Groupe, ressort à - 343 millions d'euros en 2008 à comparer à 885 millions d'euros à fin 2007.

Résultat net par action

Par action, le résultat net, part du Groupe, s'élève à - 1,51 euros, à comparer à 3,88 euros à fin 2007.

1.3 Trésorerie et capitaux

→ 1.3.1 Flux de trésorerie consolidés

Pour une information détaillée, veuillez vous référer au tableau de *Flux de trésorerie consolidés* dans les *Notes aux États financiers consolidés* au 31 décembre 2008.

→ 1.3.2 Flux de trésorerie des activités industrielles et commerciales

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie des activités industrielles et commerciales aux 31 décembre 2007 et 2008 :

	Activités industrielles et commerciales	
(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2008
Résultat net consolidé	405	(858)
Marge brute d'autofinancement	3 515	2 380
Variation des actifs et passifs d'exploitation	920	(2 924)
Flux liés à l'exploitation	4 435	(544)
Flux liés aux investissements	(2 833)	(3 221)
Flux des opérations financières	(745)	695
Augmentation (diminution) de la trésorerie	835	(3 126)
TRÉSORERIE NETTE DE CLÔTURE	5 143	2 017

i) Flux d'exploitation des activités industrielles et commerciales

La marge brute d'autofinancement des activités industrielles et commerciales s'établit à 2 380 millions d'euros en 2008, essentiellement générés au premier semestre de l'exercice, contre 3 515 millions d'euros en 2007. La génération de marge brute d'autofinancement a été très limitée au second semestre en raison de l'effondrement des marchés automobiles qui s'est traduit par un résultat opérationnel négatif. Le besoin en fonds de roulement des activités industrielles et commerciales a fortement augmenté en 2008 (+ 2 924 millions d'euros), après une réduction de 920 millions d'euros en 2007. Cette évolution négative du besoin en fonds de roulement s'explique par deux facteurs : d'un

côté le niveau trop élevé des stocks de véhicules neufs au regard de la situation dégradée des marchés automobiles mondiaux ; de l'autre, l'impact des arrêts de production dans le Groupe fin 2008, qui ont entraîné une baisse des commandes fournisseurs et donc une augmentation du besoin en fonds de roulement pour couvrir le crédit fournisseurs.

En conséquence, les flux liés à l'exploitation des activités industrielles et commerciales présentent un solde négatif de 544 millions d'euros pour 2008.

Le tableau ci-dessous illustre les niveaux de stock de voitures neuves du Groupe et du réseau indépendant :

(en milliers d'unités)	31/12/2006	31/12/2007	30/06/2008	31/12/2008
Groupe	287	275	366	367
Réseau indépendant	333	329	301	261
TOTAL	620	604	667	628

Des actions immédiates ont été mises en place au niveau de l'outil industriel du Groupe pour réduire les stocks, dont le niveau avait augmenté au cours du premier semestre. Ces mesures, qui ont notamment consisté à réduire massivement la production, ont certes eu un impact négatif sur la marge opérationnelle courante et le besoin en fonds de roulement du Groupe, mais se sont révélées relativement efficaces pour faire baisser les stocks.

En outre, des efforts particuliers ont été consentis pour maintenir les stocks au sein du Groupe afin d'éviter d'accentuer la pression sur les concessionnaires – ce qui a par ailleurs permis de réduire les besoins de liquidités du Groupe affectées au financement du réseau indépendant.

ii) Flux d'investissement des activités industrielles et commerciales

Les flux liés aux investissements des activités industrielles et commerciales s'établissent en 2008 à 3 221 millions d'euros, à comparer à 2 833 millions d'euros en 2007. Cette augmentation s'explique par l'accélération du rythme de développement produit

et l'augmentation globale des investissements corporels. Les investissements corporels s'élèvent à 3 149 millions d'euros, dont 1 065 millions d'euros de dépenses de développement capitalisées (voir Note 8 des Notes aux États financiers consolidés).

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2008
Automobile	2 306	2 696
Faurecia	464	474
Gefco	55	50
Autres activités	8	1
TOTAL	2 833	3 221

Le tableau ci-dessous détaille les dépenses de développement capitalisées :

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2008
Automobile	595	921
Faurecia	159	144
TOTAL	754	1 065

Les dépenses de développement brutes ont progressé de 12 % en 2008 afin d'accompagner la dynamique de lancement des nouveaux modèles. L'augmentation des dépenses de développement capitalisées reflète les gains de productivité

obtenus grâce au programme CAP 2010, puisque 44 % des projets de développement ont réuni les conditions d'activation de ces coûts, contre 36 % en 2007.

iii) Flux des opérations financières des activités industrielles et commerciales

Les flux liés aux opérations financières des activités industrielles et commerciales s'établissent à + 695 millions d'euros contre - 745 millions d'euros en 2007. Les dividendes versés s'élèvent à 342 millions d'euros pour 2008, à comparer à 309 millions d'euros en 2007, le dividende par action étant passé de 1,35 euro en 2006

à 1,50 euro en 2007. La variation des actifs et passifs financiers des activités industrielles et commerciales est positive de 929 millions d'euros pour refléter l'évolution des marchés financiers, contre - 559 millions d'euros en 2007.

iv) Trésorerie nette de clôture des activités industrielles et commerciales

L'utilisation de trésorerie des activités industrielles et commerciales au 31 décembre 2008 s'établit à 3 126 millions d'euros, contre une génération de trésorerie de 835 millions d'euros en 2007.

La trésorerie nette de clôture s'élève à 2 017 millions d'euros, contre 5 143 millions d'euros en 2007.

→ 1.3.3 Trésorerie nette de clôture des activités de financement

Banque PSA Finance a enregistré une augmentation de la trésorerie générée par les activités opérationnelles en 2008, à 590 millions d'euros, contre 512 millions d'euros en 2007, grâce notamment, au bénéfice consolidé enregistré sur l'exercice.

Banque PSA Finance a amélioré sa position financière nette de 337 millions d'euros, pour clore l'exercice avec 1 280 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie.

→ 1.3.4 Liquidité et financement

i) Activités industrielles et commerciales

Les activités industrielles et commerciales du Groupe présentent une trésorerie de clôture sensiblement inférieure à celle de l'exercice 2007. L'augmentation des besoins en fonds de roulement au second semestre a entraîné une diminution de la trésorerie, qui s'établit à 1 135 millions d'euros, à comparer à 4 115 millions d'euros au 31 décembre 2007.

Au 31 décembre 2008, les activités industrielles et commerciales disposaient de 2 400 millions d'euros de lignes de crédit confirmées non tirées à échéance 2011.

Compte tenu de l'environnement économique actuel, le Groupe anticipe des besoins de refinancement d'environ 4 milliards pour 2009 pour l'ensemble de ses activités industrielles et commerciales. Différentes possibilités sont d'ores et déjà à l'étude avec des chances raisonnables de réalisation, parmi lesquelles :

- ouverture de nouveaux crédits bancaires syndiqués à moyen terme ;
- obtention d'un soutien financier de l'état sous forme d'emprunt à long terme.

ii) Banque PSA Finance

Le financement de Banque PSA Finance était assuré au 31 décembre 2008 à 40 % par des crédits bancaires, 39 % sur les marchés de capitaux et 21 % par la titrisation.

En ce qui concerne les crédits bancaires, l'année 2008 a été marquée par un recours accru à ses banques pour compenser la défaillance des possibilités d'émissions obligataires. Les principales d'entre elles ont largement assumé des renouvellements de lignes bilatérales confirmées à moyen terme et la poursuite régulière de tirages sur les lignes de crédit interbancaire à court terme.

Le recours aux émissions à moyen terme dans le cadre du programme EMTN de Banque PSA Finance a été peu élevé durant l'année 2008 du fait de la fermeture du marché pendant de longs mois, notamment pour les émetteurs financiers, et au « *flight to quality* » qui l'a caractérisé au fur et à mesure des mauvaises nouvelles entourant la crise financière. Ces émissions ont porté sur 1 034 millions d'euros. L'encours d'émissions obligataires de Banque PSA Finance a ainsi été réduit de 7 780 millions d'euros au 31 décembre 2007 à 5 118 millions d'euros 31 décembre 2008.

La baisse de la part des marchés de capitaux à long terme a été partiellement compensée par une nouvelle opération de titrisation sur le portefeuille de ventes à crédit en Allemagne placée dans le marché en juillet 2008 pour 1 000 millions d'euros. Les titrisations de Banque PSA Finance n'ont pas été structurellement impactées par la crise, ni sur le plan d'une dégradation du risque des actifs sous-jacents, ni sur le plan de la mise en évidence de faiblesses au niveau de la structuration.

Enfin, le dispositif de financement de Banque PSA Finance a été complété au dernier trimestre par un concours de 446 millions d'euros, avec une maturité de deux ans pour l'essentiel, consenti par la Société de Financement de l'Économie Française, en contrepartie de remise en garantie de prêts à la consommation et de prêts à nos concessionnaires en France.

Sécurité de la liquidité

Dans un contexte de crise financière, Banque PSA Finance a recherché le compromis le plus juste entre le surcoût du financement entraîné par l'élargissement des « *spreads* » de crédit et la sécurité de sa liquidité.

La gestion prudente de liquidité de Banque PSA Finance a permis de faire face au tarissement des sources de refinancement dû à la crise financière, sans nuire dans une trop large proportion à la liquidité de Banque PSA Finance et sans lui faire supporter de coût additionnel significatif lié à l'augmentation considérable des marges de crédit.

La couverture de risque de liquidité à terme de la banque reste solide. La part des financements tirés à durée initiale de douze mois et plus représente 75 % des financements au 31 décembre 2008 contre 68 % au 31 décembre 2007.

Les refinancements sont mis en place avec des maturités qui couvrent largement les échéances du portefeuille de crédit détail.

Au-delà des financements tirés, Banque PSA Finance dispose de lignes de crédit syndiquées d'un montant de 6 000 millions d'euros, réparties en trois échéances de 2 000 millions d'euros de maturités respectives juillet 2010, juin 2012 et juin 2014. Ces lignes de crédit ont été conclues auprès de deux syndicats de banques, constitués d'établissements bancaires de tout premier plan. Ces lignes de backups syndiquées n'ont pas été tirées.

Au total, le dispositif en place permet d'assurer durant plus de six mois le financement de la production des activités détail et réseaux sur la base d'encours constants.

Les réserves de liquidité, constituées d'actifs de trésorerie disponibles à tout moment, ont été réduites en fin d'année du fait du renouvellement plus difficile des ressources à court terme, mais ont été maintenues au-delà d'un milliard d'euros : elles s'élèvent à 1 140 millions d'euros au 31 décembre 2008.

Pour financer sa nouvelle production d'environ 5 milliards d'euros Banque PSA Finance dispose de différentes solutions dont la probabilité de mise en œuvre n'apparaît pas remise en cause par le contexte financier actuel :

- renouvellement des lignes de crédit bancaire venant à échéance ;
- programmes de titrisation sur les créances détail de certains pays, notamment dans le cadre des appels d'offres de banques centrales ;
- recours éventuel au marché de capitaux longs.

(Pour une information détaillée veuillez vous reporter au rapport annuel de Banque PSA Finance disponible sur le site www.banquepsafinance.com).

1.4 Informations sur le bilan et les ressources financières du Groupe

→ 1.4.1 Actif

Le total de l'actif s'élève à 61 720 millions d'euros au 31 décembre 2008, contre 68 975 millions d'euros à fin 2007. L'écart s'explique par :

- l'augmentation des stocks, passés de 6 913 millions d'euros à 7 757 millions d'euros (voir Note 23 des Notes aux États financiers consolidés) ;

- la diminution de la trésorerie, de 5 979 millions d'euros à 3 230 millions d'euros (voir Note 27 des Notes aux États financiers consolidés) ;
- la réduction des prêts et créances de Banque PSA Finance (voir Note 21 des Notes aux États financiers consolidés) ;
- la diminution des investissements à court terme de Banque PSA Finance (voir Note 22 des Notes aux États financiers consolidés).

→ 1.4.2 Provisions pour garantie

L'amélioration constante de la qualité des nouveaux modèles du Groupe permet de revoir à la baisse la provision pour garantie. Au 31 décembre 2008, la provision pour garantie s'élevait à 939 millions d'euros, en baisse par rapport aux 1 246 millions d'euros provisionnés en 2007. Cette réduction provient des

reprises de provisions devenues sans objet et du moindre besoin de nouvelles provisions pour garantie sur les ventes de voitures neuves (voir Note 29.2. des Notes aux États financiers consolidés).

→ 1.4.3 Engagements de retraites et assimilés

Le déficit du Groupe lié aux engagements de retraites a peu augmenté, passant de - 745 millions d'euros au 31 décembre 2007 à - 819 millions d'euros en 2008, (voir Note 30.1. D des

Notes aux États financiers consolidés). Les provisions liées aux engagements de retraite ont diminué de - 885 millions d'euros en 2007 à - 699 millions d'euros au 31 décembre 2008.

→ 1.4.4 Position financière nette consolidée et ratio d'endettement net

Les passifs financiers courants et non courants des activités industrielles et commerciales sont restés globalement stables, à 6 184 millions d'euros contre 6 244 millions d'euros au 31 décembre 2007 (voir Note 31 des Notes aux États financiers consolidés).

La position financière nette des activités industrielles et commerciales au 31 décembre 2008 est négative, à - 2 906 millions

d'euros, à comparer à une position financière nette positive de + 1 404 millions d'euros à fin 2007 (voir Note 38.1. des Notes aux États financiers consolidés).

Le ratio d'endettement net à la fin 2008 s'est située à 21%.

→ 1.4.5 Capitaux propres

À 13 277 millions d'euros au 31 décembre 2008, les capitaux propres du Groupe sont à un niveau inférieur à celui atteint à fin 2007, compte tenu du résultat net négatif part du Groupe de - 500 millions d'euros, et des dividendes versés au cours de l'exercice pour un montant de - 342 millions d'euros sur les résultats 2007 (voir Note 28 des Notes aux États financiers consolidés).

Au 31 décembre 2008, le capital social se compose de 234 048 798 actions d'une valeur nominale d'un euro. Le différentiel par rapport au nombre d'actions en circulation à fin 2007 provient de l'annulation de 231 500 actions en juillet 2008. Le Groupe détient 7 188 214 titres d'autocontrôle, qui lui permettent de couvrir ses besoins au titre des plans d'attribution de stock-options. En 2008, le Groupe a racheté 1 345 000 actions pour couvrir le plan de stock-option 2008 (voir Note 28.3 et 28.4. des Notes aux États financiers consolidés).

2

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2008

2.1	Comptes de résultats consolidés	20
2.2	Bilans consolidés	22
2.3	Tableaux de flux de trésorerie consolidés	24
2.4	Variations des capitaux propres consolidés	26
2.5	Notes aux états financiers consolidés au 31 décembre 2008	27

2.1 Comptes de résultats consolidés

	2008			
	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	TOTAL
<i>(en millions d'euros)</i>				
Chiffre d'affaires (Note 5)	52 705	2 088	(437)	54 356
Coûts des biens et services vendus	(44 146)	(1 211)	437	(44 920)
Frais généraux et commerciaux	(6 521)	(320)	-	(6 841)
Frais d'études, de recherche et de développement (Note 8)	(2 045)	-	-	(2 045)
Résultat opérationnel courant	(7)	557	-	550
Produits et (charges) opérationnels non courants (Note 9)	(916)	(1)	-	(917)
Résultat opérationnel	(923)	556	-	(367)
Produits sur prêts, titres de placement et trésorerie (Note 10)	247	-	-	247
Charges de financement (Note 11)	(343)	-	-	(343)
Produits et (charges) à caractère financier (Note 12)	(189)	(1)	-	(190)
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	(1 208)	555	-	(653)
Impôts courants	(156)	(137)	-	(293)
Impôts différés	449	(60)	-	389
Impôts sur les résultats (Note 13)	293	(197)	-	96
Résultat net des sociétés mises en équivalence (Note 17)	57	-	-	57
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ	(858)	358	-	(500)
<i>Dont part du Groupe</i>	(699)	356	-	(343)
<i>Dont part des minoritaires</i>	(159)	2	-	(157)
<i>(en euros)</i>				
Résultat net par action de 1 euro (Note 14)				(1,51)
Résultat net dilué par action de 1 euro (Note 14)				(1,51)

Les Notes figurant aux pages 27 à 126 font partie intégrante des états financiers consolidés.

2007				2006			
Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	TOTAL	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	TOTAL
57 132	1 999	(455)	58 676	53 789	1 761	(365)	55 185
(46 909)	(1 064)	455	(47 518)	(44 002)	(833)	365	(44 470)
(7 007)	(327)	-	(7 334)	(7 255)	(324)	-	(7 579)
(2 072)	-	-	(2 072)	(2 017)	-	-	(2 017)
1 144	608	-	1 752	515	604	-	1 119
(632)	-	-	(632)	(808)	-	-	(808)
512	608	-	1 120	(293)	604	-	311
283	-	-	283	178	-	-	178
(306)	-	-	(306)	(234)	-	-	(234)
(16)	(1)	-	(17)	(48)	(1)	-	(49)
473	607	-	1 080	(397)	603	-	206
(218)	(149)	-	(367)	(101)	(178)	-	(279)
102	(37)	-	65	150	(27)	-	123
(116)	(186)	-	(302)	49	(205)	-	(156)
48	-	-	48	20	-	-	20
405	421	-	826	(328)	398	-	70
467	418	-	885	(211)	394	-	183
(62)	3	-	(59)	(117)	4	-	(113)
			3,88				0,80
			3,86				0,80

2.2 Bilans consolidés

Actif	31 décembre 2008			
	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	TOTAL
<i>(en millions d'euros)</i>				
Écarts d'acquisition (Note 15)	1 237	75	-	1 312
Immobilisations incorporelles (Note 15)	4 061	96	-	4 157
Immobilisations corporelles (Note 16)	14 064	41	-	14 105
Titres mis en équivalence (Note 17)	732	14	-	746
Titres de participation (Note 18)	48	13	-	61
Autres actifs financiers non courants (Note 19)	848	46	(25)	869
Autres actifs non courants (Note 20)	152	1	-	153
Actifs d'impôts différés (Note 13)	468	75	-	543
Total des actifs non courants	21 610	361	(25)	21 946
Actifs d'exploitation				
Prêts et créances des activités de financement (Note 21)	-	22 495	(136)	22 359
Titres de placement des activités de financement (Note 22)	-	1 182	-	1 182
Stocks (Note 23)	7 757	-	-	7 757
Clients des activités industrielles et commerciales (Note 24)	2 001	-	(146)	1 855
Impôts courants (Note 13)	189	35	(17)	207
Autres débiteurs (Note 25)	1 897	1 028	(256)	2 669
	11 844	24 740	(555)	36 029
Actifs financiers courants (Note 26)	515	-	-	515
Trésorerie et équivalents de trésorerie (Note 27)	2 040	1 280	(90)	3 230
Total des actifs courants	14 399	26 020	(645)	39 774
TOTAL ACTIF	36 009	26 381	(670)	61 720

Passif	31 décembre 2008			
	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	TOTAL
<i>(en millions d'euros)</i>				
Capitaux propres (Note 28)				
Capital social				234
Titres d'autocontrôle				(303)
Réserves et résultats nets – Part du Groupe				13 212
Intérêts minoritaires				134
Total des capitaux propres				13 277
Passifs financiers non courants (Note 31)	4 491	-	-	4 491
Autres passifs non courants (Note 32)	2 793	-	-	2 793
Provisions non courantes (Note 29)	876	24	-	900
Passifs d'impôts différés (Note 13)	1 321	450	-	1 771
Total des passifs non courants	9 481	474	-	9 955
Passifs d'exploitation				
Dettes des activités de financement (Note 33)	-	21 864	(118)	21 746
Provisions courantes (Note 29)	2 053	27	-	2 080
Fournisseurs d'exploitation et comptes associés	8 428	-	(11)	8 417
Impôts courants (Note 13)	76	27	(17)	86
Autres créanciers (Note 34)	3 795	1 070	(399)	4 466
	14 352	22 988	(545)	36 795
Passifs financiers courants (Note 31)	1 818	-	(125)	1 693
Total des passifs courants	16 170	22 988	(670)	38 488
TOTAL PASSIF				61 720

Les Notes figurant aux pages 27 à 126 font partie intégrante des états financiers consolidés.

31 décembre 2007				31 décembre 2006			
Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	TOTAL	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	TOTAL
1 488	75	-	1 563	1 488	75	-	1 563
3 885	94	-	3 979	3 947	87	-	4 034
14 652	44	-	14 696	15 221	47	-	15 268
725	12	-	737	687	12	-	699
47	3	-	50	53	-	-	53
1 121	47	-	1 168	1 321	47	-	1 368
126	1	-	127	96	1	-	97
428	37	-	465	499	36	-	535
22 472	313	-	22 785	23 312	305	-	23 617
-	23 393	(170)	23 223	-	22 802	(99)	22 703
-	3 310	-	3 310	-	2 818	-	2 818
6 913	-	-	6 913	6 826	-	-	6 826
2 857	-	(157)	2 700	3 043	-	(193)	2 850
169	37	(44)	162	210	29	(26)	213
1 782	772	(134)	2 420	1 719	617	(68)	2 268
11 721	27 512	(505)	38 728	11 798	26 266	(386)	37 678
1 483	-	-	1 483	1 132	-	-	1 132
5 185	943	(149)	5 979	6 339	620	(292)	6 667
18 389	28 455	(654)	46 190	19 269	26 886	(678)	45 477
40 861	28 768	(654)	68 975	42 581	27 191	(678)	69 094

31 décembre 2007				31 décembre 2006			
Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	TOTAL	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	TOTAL
			234				235
			(271)				(261)
			14 282				13 744
			310				388
			14 555				14 106
4 294	-	-	4 294	4 125	-	-	4 125
2 886	1	-	2 887	2 759	-	-	2 759
1 109	23	-	1 132	1 383	23	-	1 406
1 689	364	-	2 053	1 854	329	-	2 183
9 978	388	-	10 366	10 121	352	-	10 473
-	24 670	(148)	24 522	-	23 259	(215)	23 044
2 132	29	-	2 161	1 747	38	-	1 785
10 600	-	(29)	10 571	10 481	-	(25)	10 456
158	55	(44)	169	152	43	(26)	169
4 241	732	(292)	4 681	4 075	847	(261)	4 661
17 131	25 486	(513)	42 104	16 455	24 187	(527)	40 115
2 091	-	(141)	1 950	4 551	-	(151)	4 400
19 222	25 486	(654)	44 054	21 006	24 187	(678)	44 515
			68 975				69 094

2.3 Tableaux de flux de trésorerie consolidés

	2008			
	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	TOTAL
<i>(en millions d'euros)</i>				
Résultat net consolidé	(858)	358	-	(500)
Élimination des résultats sans effet sur la trésorerie :				
• Dotations aux amortissements et pertes de valeur	3 664	15	-	3 679
• Dotations nettes aux provisions non courantes	(136)	1	-	(135)
• Variation des impôts différés	(447)	63	-	(384)
• Résultats sur cessions et autres	124	-	-	124
Résultats nets des sociétés mises en équivalence, nets des dividendes reçus	(37)	-	-	(37)
Réévaluation par capitaux propres et couverture sur endettement	70	-	-	70
Marge brute d'autofinancement	2 380	437	-	2 817
Variations des actifs et passifs d'exploitation (Note 35.2)	(2 924)	153	16	(2 755)
Flux liés à l'exploitation	(544)	590	16	62
Cessions de sociétés consolidées	-	-	-	-
Cessions de titres de participation	-	-	-	-
Acquisitions de sociétés consolidées	(2)	-	-	(2)
Acquisitions de titres de participation	(25)	(12)	-	(37)
Cessions d'immobilisations corporelles	69	10	-	79
Cessions d'immobilisations incorporelles	9	-	-	9
Investissements en immobilisations corporelles	(2 080)	(14)	-	(2 094)
Investissements en immobilisations incorporelles	(1 069)	(11)	-	(1 080)
Variation des fournisseurs d'immobilisations	(1)	-	-	(1)
Autres	(122)	5	-	(117)
Flux liés aux investissements	(3 221)	(22)	-	(3 243)
Dividendes versés :				
• Aux actionnaires de Peugeot S.A.	(342)	-	-	(342)
• Intragroupe	168	(168)	-	-
• Aux minoritaires des filiales intégrées	(17)	(2)	-	(19)
(Acquisitions) Cessions de titres d'autocontrôle	(43)	-	-	(43)
Variations des autres actifs et passifs financiers (Note 35.4)	929	-	42	971
Autres	-	3	-	3
Flux des opérations financières	695	(167)	42	570
Mouvements de conversion	(56)	(64)	1	(119)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	(3 126)	337	59	(2 730)
Trésorerie nette au début de l'exercice	5 143	943	(149)	5 937
TRÉSORERIE NETTE DE CLÔTURE (NOTE 35.1)	2 017	1 280	(90)	3 207

Les Notes figurant aux pages 27 à 126 font partie intégrante des états financiers consolidés.

2007				2006			
Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	TOTAL	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	TOTAL
405	421	-	826	(328)	398	-	70
3 559	14	-	3 573	3 686	12	-	3 698
(227)	1	-	(226)	(148)	(1)	-	(149)
(114)	38	-	(76)	(139)	29	-	(110)
(94)	-	-	(94)	(54)	2	-	(52)
(46)	-	-	(46)	(17)	-	-	(17)
32	1	-	33	11	4	-	15
3 515	475	-	3 990	3 011	444	-	3 455
920	37	134	1 091	424	(234)	(37)	153
4 435	512	134	5 081	3 435	210	(37)	3 608
-	-	-	-	2	-	-	2
11	-	-	11	-	-	-	-
-	-	-	-	(1)	-	-	(1)
(7)	(3)	-	(10)	(19)	(13)	-	(32)
148	9	-	157	155	6	-	161
8	-	-	8	3	-	-	3
(1 924)	(13)	-	(1 937)	(2 520)	(11)	-	(2 531)
(789)	(14)	-	(803)	(937)	(16)	-	(953)
(132)	-	-	(132)	(101)	-	-	(101)
(148)	1	-	(147)	(54)	-	-	(54)
(2 833)	(20)	-	(2 853)	(3 472)	(34)	-	(3 506)
(309)	-	-	(309)	(309)	-	-	(309)
157	(157)	-	-	161	(161)	-	-
(11)	-	-	(11)	(6)	(32)	-	(38)
(23)	-	-	(23)	(39)	-	-	(39)
(559)	-	8	(551)	205	-	(23)	182
-	-	-	-	-	-	-	-
(745)	(157)	8	(894)	12	(193)	(23)	(204)
(22)	(12)	1	(33)	45	2	(2)	45
835	323	143	1 301	20	(15)	(62)	(57)
4 308	620	(292)	4 636	4 288	635	(230)	4 693
5 143	943	(149)	5 937	4 308	620	(292)	4 636

2.4 Variations des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Capitaux propres	Intérêts minori- taires	Capital social	Titres d'auto- contrôle	Réserves et résultats nets – Part du Groupe	Résultats accumulés – Part du Groupe	Écarts d'évaluation – Part du Groupe		
							Couvertures des flux futurs	Titres « disponibles à la vente »	Conversion
Au 31 décembre 2005	14 446	542	235	(220)	13 889	13 527	5	174	183
Résultat net de l'exercice	70	(113)	-	-	183	183	-	-	-
Évaluations reprises en résultat	(25)	-	-	-	(25)	-	(6)	(19)	-
Évaluations directes par capitaux propres	(14)	(6)	-	-	(8)	2	33	64	(107)
Valorisation des options d'achat d'actions	12	-	-	-	12	12	-	-	-
Résultat global de l'exercice *					162				
Variations de périmètre	3	3	-	-	-	-	-	-	-
Titres d'autocontrôle (Note 28.4)	(39)	-	-	(41)	2	2	-	-	-
Dividendes versés (1,35 euro par action de 1 euro)	(347)	(38)	-	-	(309)	(309)	-	-	-
Au 31 décembre 2006	14 106	388	235	(261)	13 744	13 417	32	219	76
Résultat net de l'exercice	826	(59)	-	-	885	885	-	-	-
Évaluations reprises en résultat	(22)	-	-	-	(22)	-	(22)	-	-
Évaluations directes par capitaux propres	(14)	1	-	-	(15)	(7)	33	(31)	(10)
Valorisation des options d'achat d'actions	12	1	-	-	11	11	-	-	-
Résultat global de l'exercice *					859				
Variations de périmètre	(10)	(10)	-	-	-	-	-	-	-
Titres d'autocontrôle (Note 28.4)	(23)	-	(1)	(10)	(12)	(12)	-	-	-
Dividendes versés (1,35 euro par action de 1 euro)	(320)	(11)	-	-	(309)	(309)	-	-	-
Au 31 décembre 2007	14 555	310	234	(271)	14 282	13 985	43	188	66
Résultat net de l'exercice	(500)	(157)	-	-	(343)	(343)	-	-	-
Évaluations reprises en résultat	(60)	-	-	-	(60)	-	(60)	-	-
Évaluations directes par capitaux propres	(337)	(7)	-	-	(330)	-	34	(148)	(216)
Valorisation des options d'achat d'actions	17	1	-	-	16	16	-	-	-
Résultat global de l'exercice *					(717)				
Variations de périmètre	6	6	-	-	-	-	-	-	-
Titres d'autocontrôle (Note 28.4)	(43)	-	-	(32)	(11)	(11)	-	-	-
Dividendes versés (1,50 euro par action de 1 euro)	(361)	(19)	-	-	(342)	(342)	-	-	-
AU 31 DÉCEMBRE 2008	13 277	134	234	(303)	13 212	13 305	17	40	(150)

* Le résultat global regroupe toutes les variations de capitaux propres résultant de transactions avec les tiers non-actionnaires.

Les Notes figurant aux pages 27 à 126 font partie intégrante des états financiers consolidés.

2.5 Notes aux états financiers consolidés au 31 décembre 2008

GÉNÉRALITÉS	28	Note 23 Stocks	66
Note 1 Principes comptables	28	Note 24 Clients des activités industrielles et commerciales	66
Note 2 Modifications apportées aux comptes antérieurement publiés	36	Note 25 Autres débiteurs	67
Note 3 Périmètre de consolidation	38	Note 26 Actifs financiers courants	67
Note 4 Information sectorielle	38	Note 27 Trésorerie et équivalents de trésorerie	68
COMPTES DE RÉSULTATS	42	BILANS - PASSIF	69
Note 5 Chiffre d'affaires	42	Note 28 Capitaux propres	69
Note 6 Coûts opérationnels courants par destination	43	Note 29 Provisions courantes et non courantes	74
Note 7 Coûts opérationnels courants par nature	43	Note 30 Engagements de retraites et assimilés	75
Note 8 Frais d'études, de recherche et de développement	44	Note 31 Passifs financiers courants et non courants des activités industrielles et commerciales	80
Note 9 Produits et charges opérationnels non courants	44	Note 32 Autres passifs non courants	83
Note 10 Produits sur prêts, titres de placement et trésorerie	48	Note 33 Dettes des activités de financement	84
Note 11 Charges de financement	48		
Note 12 Produits et charges à caractère financier	49	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	85
Note 13 Impôts sur les résultats	49	Note 34 Autres créanciers	85
Note 14 Résultat net par action	52	Note 35 Notes annexes aux tableaux de flux de trésorerie consolidés	86
		Note 36 Instruments financiers	88
BILANS - ACTIF	52	Note 37 Gestion des risques de marché	92
Note 15 Écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles	52	Note 38 Position financière nette des activités industrielles et commerciales	107
Note 16 Immobilisations corporelles	54	Note 39 Rentabilité des capitaux employés	108
Note 17 Titres mis en équivalence	56	Note 40 Engagements donnés hors bilan et passifs éventuels	109
Note 18 Titres de participation	60	Note 41 Transactions avec les parties liées	111
Note 19 Autres actifs financiers non courants	61	Note 42 Rémunération des dirigeants	112
Note 20 Autres actifs non courants	62	Note 43 Événement postérieur à la clôture	113
Note 21 Prêts et créances des activités de financement	63	Note 44 Honoraires des Commissaires aux Comptes	113
Note 22 Titres de placement des activités de financement	65	Note 45 Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2008	114

Les comptes consolidés de l'exercice 2008 y compris les Notes aux états financiers ont été arrêtés par le Directoire de Peugeot S.A. le 5 février 2009.

Note 1 Principes comptables

Les comptes consolidés du groupe PSA PEUGEOT CITROËN sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union européenne ⁽¹⁾.

Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standard), ainsi que leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Nouveaux textes d'application obligatoire

Au 31 décembre 2008, seul le nouveau texte suivant est d'application obligatoire dans l'Union européenne :

- Amendement aux normes IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et IFRS 7 « instruments financiers : informations à fournir » qui permet le reclassement des instruments financiers sous certaines conditions restrictives.

Le Groupe n'a pas utilisé ces possibilités de reclassements au 31 décembre 2008.

Textes appliqués par anticipation

Le Groupe avait déjà appliqué par anticipation au 31 décembre 2007, la norme IFRS 8 « secteurs opérationnels » applicable obligatoirement au 1^{er} janvier 2009 et adoptée par l'Union européenne dès novembre 2007.

Cette norme exige la publication de l'information sectorielle correspondant aux indicateurs suivis en interne par la direction pour évaluer la performance du Groupe. Les secteurs d'activité répondant aux critères de la nouvelle norme sont les mêmes que ceux déterminés auparavant selon IAS 14 – Information sectorielle. L'information est donnée dans la Note 4, avec les données comparatives ajustées suite aux modifications décrites en Note 2. La révision des segments opérationnels n'a pas eu d'effet sur le niveau d'allocation des écarts d'acquisition dans le cadre des tests de perte de valeur.

Nouveaux textes non appliqués par anticipation

Le Groupe n'a anticipé au 31 décembre 2008 aucun des textes suivants adoptés par l'Union européenne à la date d'arrêt et dont

l'application est obligatoire au plus tôt pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009 :

- *IAS 23 : amendement de la norme sur les coûts d'emprunts.* Ces derniers devront être intégrés obligatoirement au coût des actifs qualifiés (qui nécessitent une période longue avant de pouvoir être utilisés). Cette modification est d'application prospective ce qui générera en 2009 une amélioration du résultat financier et du résultat net puis une dégradation progressive du résultat opérationnel courant au fur et à mesure de l'amortissement de cette composante financière activée. Le Groupe n'attend pas d'effet significatif sur 2009 ;
- *IAS 1 révisée – présentation des états financiers :* cette norme requiert notamment une présentation du résultat global sous la forme d'un seul état, ou sous la forme de deux états distincts. Le Groupe a choisi de maintenir le libellé actuel de ses états financiers et de présenter l'état de résultat global sous deux sections en maintenant le compte de résultat tel qu'il existe aujourd'hui ;
- *plan d'amélioration annuel 2008 des normes IFRS :* en mai 2008, l'IASB a publié 35 amendements relatifs à 20 normes avec une application généralement prévue pour le 1^{er} janvier 2009. Il s'agit d'amendements qui seront sans impact significatif sur les états financiers du Groupe et qui portent principalement sur :
 - les reprises de dépréciations constatées sur des participations dans les entreprises associées mises en équivalence, y compris sur le goodwill intégré à cette valeur d'équivalence,
 - l'obligation de fournir des informations identiques à celles requises concernant la détermination de la valeur d'utilité, lorsque la juste valeur nette des coûts de vente est retenue et déterminée par une technique d'actualisation des flux de trésorerie futurs.

Le Groupe ne sera pas concerné par les autres textes adoptés par l'Union européenne.

1.1. Consolidation

Le nom générique PSA PEUGEOT CITROËN est utilisé pour désigner l'ensemble du Groupe constitué par la société mère Peugeot S.A. et toutes ses filiales.

(1) Le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne peut être consulté sur le site internet de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission)

Peugeot S.A. et les sociétés dans lesquelles elle exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont intégrées globalement.

Les sociétés dans lesquelles Peugeot S.A. exerce directement ou indirectement un contrôle conjoint ou une influence notable sont mises en équivalence.

Sont consolidées les sociétés qui dépassent l'un des seuils suivant :

- chiffre d'affaires supérieur à 50 millions d'euros ;
- total du bilan supérieur à 20 millions d'euros ;
- endettement total supérieur à 5 millions d'euros.

Les titres des sociétés ne remplissant pas ces critères sont inscrits en titres de participation conformément aux principes généraux décrits en Note 1.14. B (a). La consolidation de l'ensemble de ces sociétés n'aurait pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

Toutes les transactions significatives réalisées entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes sont éliminés.

1.2. Conversion des états financiers des filiales étrangères

A. Cas général

La devise fonctionnelle du Groupe est l'euro qui est également retenu comme devise de présentation des comptes consolidés. Les filiales ont très généralement pour devise de fonctionnement leur monnaie locale, dans laquelle est libellé l'essentiel de leurs transactions. Leur bilan est converti au taux de clôture ; leur compte de résultat est converti mois par mois au taux moyen de chaque mois. Les différences résultant de la conversion des états financiers de ces filiales sont enregistrées en écart de conversion inclus dans les capitaux propres consolidés. Les écarts d'acquisition sur ces filiales sont comptabilisés dans leur monnaie de fonctionnement.

B. Cas particuliers

Certaines filiales, hors zone Euro, réalisent l'essentiel de leurs transactions en euro, qui est alors reconnu comme leur devise de fonctionnement. Les éléments non monétaires sont convertis au cours historique et les éléments monétaires au cours de clôture. Les différences résultant de la conversion des états financiers de ces filiales sont enregistrées immédiatement en résultat.

1.3. Opérations en devises

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères ». En application de cette norme, les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties par la filiale dans sa monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction.

Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au cours de clôture à chaque arrêté comptable. Les écarts de réévaluation correspondants sont enregistrés au compte de résultat :

- en résultat opérationnel courant pour les transactions commerciales de toutes les sociétés et pour les opérations de financement du groupe Banque PSA Finance ;
- en produits sur prêts et placements ou en charges de financement pour les transactions financières réalisées par les sociétés industrielles et commerciales.

Les instruments dérivés sont évalués et comptabilisés conformément aux principes généraux décrits en Note 1.14. D. En conséquence, les instruments dérivés affectés à la couverture du risque de change d'opérations en devises sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur à chaque fin de période.

L'écart de réévaluation constaté est comptabilisé :

- en résultat opérationnel courant pour les transactions commerciales réalisées par toutes les sociétés et pour les opérations de financement du groupe Banque PSA Finance ;
- en produits sur prêts et placements ou en charges de financement pour les transactions financières réalisées par les sociétés industrielles et commerciales ;
- directement en capitaux propres pour les transactions futures (pour la part efficace des couvertures). Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris en résultat à la date de réalisation des opérations couvertes. La variation de valeur de la part inefficace des couvertures de flux futurs est comptabilisée, en résultat, en Produits (et charges) à caractère financier.

1.4. Utilisations d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers en accord avec les principes comptables IFRS, requiert de la part de la Direction, la prise en compte d'estimations et d'hypothèses pour la détermination des montants comptabilisés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que de certaines informations données en Notes annexes sur les actifs et passifs éventuels.

Les estimations et hypothèses retenues sont celles que la Direction considère comme les plus pertinentes et réalisables dans l'environnement du Groupe et en fonction des retours d'expérience disponibles.

Compte tenu du caractère incertain inhérent à ces modes de valorisation, les montants définitifs peuvent s'avérer différents de ceux initialement estimés.

Pour limiter ces incertitudes, les estimations et hypothèses font l'objet de revues périodiques ; les modifications apportées sont immédiatement comptabilisées.

L'utilisation d'estimations et hypothèses revêt une importance particulière sur les thèmes suivants :

- engagements de retraites ;
- provisions (notamment pour garantie des véhicules neufs, restructuration et litiges) ;
- valeur recouvrable des actifs incorporels et corporels ainsi que leur durée d'utilité ;
- valeur recouvrable des créances de financement des ventes, des stocks et autres créances ;
- juste valeur des instruments financiers dérivés ;
- actifs d'impôts différés ;
- programmes d'incitation aux ventes.

1.5. Chiffre d'affaires

A. Activités industrielles et commerciales

(a) Division automobile

Le chiffre d'affaires des activités industrielles et commerciales comprend les ventes de biens et services, constituées en particulier par les ventes et locations de véhicules.

Conformément à la norme IAS 18 « Produits des activités ordinaires », les ventes de véhicules neufs sont comptabilisées en chiffre d'affaires à la date de transfert des risques et avantages liés à la propriété ; celle-ci correspond généralement à la date de leur mise à disposition à des concessionnaires indépendants ou à celle de la livraison pour les ventes directes à la clientèle finale.

Les refacturations de charges effectuées dans le cadre d'opérations pour lesquelles le Groupe est considéré comme un simple intermédiaire ne sont pas reconnues en chiffre d'affaires. Il en est de même des ventes de matières premières, pièces et organes mécaniques aux sous-traitants et destinés à être rachetés sans marge.

Lorsque les ventes de véhicules neufs sont assorties d'une option de reprise à un prix convenu (contrats de ventes avec clause de rachat), elles ne sont pas enregistrées en chiffre d'affaires lors de la livraison des véhicules, mais comptabilisées comme des locations, dès lors qu'il est probable que cette option sera exercée. Ce principe s'applique :

- quelle que soit la durée de la garantie de rachat accordée ;
- que ces ventes soient réalisées directement avec la clientèle finale ou financées par Banque PSA Finance et ses filiales.

La différence entre le prix de vente du véhicule neuf et le prix de rachat convenu est reconnue linéairement comme un loyer sur la durée du contrat. Le véhicule objet du contrat est immobilisé pour son coût de revient, et amorti linéairement sur la durée du contrat, sous déduction de sa valeur résiduelle, correspondant à sa valeur de revente estimée comme véhicule d'occasion. L'éventuel bénéfice complémentaire de cession finale est constaté sur la période sur laquelle intervient la vente du véhicule d'occasion. Si la marge nette globale est une perte, elle est provisionnée dès la conclusion du contrat avec clause de rachat.

(b) Division équipement automobile

Dans la division équipement automobile, des études sont engagées et des outillages spécifiques sont fabriqués ou achetés en vue de produire des pièces ou des modules pour un programme dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client.

Les conditions de reconnaissance des produits des activités ordinaires définies par IAS 18 ne sont pas réunies lorsque les études et les outillages sont payés au fur et à mesure des livraisons de pièces, sans garantie du client sur le financement intégral des dépenses réalisées. Dans ce cas, les études et les outillages ne peuvent pas être considérés comme vendus. Les études sont comptabilisées en immobilisations incorporelles (voir Note 1.11.A) et les outillages en immobilisations corporelles (voir Note 1.12.A).

En cas de paiement garanti contractuellement par le client, les coûts encourus pour les études et les outillages sont enregistrés en stocks et travaux en cours. Le chiffre d'affaires est constaté au rythme des étapes techniques validées par le client.

B. Activités de financement

Les sociétés de financement du Groupe ont pour activité le financement des réseaux commerciaux et de la clientèle finale de l'activité automobile. Les financements sont réalisés sous la forme de crédits classiques ou d'opérations de crédit-bail, de locations avec option d'achat ou de locations longue durée. Ces financements sont traités comme des crédits financiers et figurent au bilan pour un montant correspondant à l'engagement financier net du groupe Banque PSA Finance (voir Note 1.14.A). Les revenus financiers dégagés sur ces financements des ventes sont comptabilisés sur la durée des crédits selon une méthode actuarielle qui permet de constater un taux d'intérêt constant sur la période.

1.6. Programmes d'incitation aux ventes

Les coûts des programmes, décidés ou à venir, sont déduits des résultats sur la période de l'enregistrement des ventes. Ils sont provisionnés sur la base de l'historique des trois derniers mois, pays par pays. Ceux d'entre eux dont le montant variable est lié au chiffre d'affaires sont enregistrés en diminution de celui-ci.

Le Groupe réalise certaines opérations promotionnelles sous forme de bonifications d'intérêts sur des crédits accordés à des conditions inférieures aux conditions habituelles du marché. La charge correspondante est constatée lors de la vente.

1.7. Frais généraux et commerciaux

Les frais généraux et commerciaux comprennent uniquement les frais généraux de structure, les moyens commerciaux indirects et la garantie.

Garantie

Une provision est constituée pour couvrir le coût estimé de la garantie des véhicules et des pièces de rechange au moment de leur vente aux réseaux indépendants ou à la clientèle finale. Les produits résultant de la vente aux clients de contrats d'extension de garantie ou d'entretien sont reconnus sur la durée de la prestation fournie.

1.8. Frais d'étude, de recherche et de développement

Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de recherche sont comptabilisés en charges et les frais de développement sont obligatoirement immobilisés lorsqu'ils remplissent certaines conditions décrites en Note 1.11.A.

En application de cette norme, tous les frais de recherche, ainsi que les frais d'étude et de développement autres que ceux décrits en Note 1.11. A, sont enregistrés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

1.9. Résultat opérationnel courant et résultat opérationnel

Le Groupe utilise le résultat opérationnel courant, précédemment dénommé « marge opérationnelle », comme principal indicateur de performance. Le résultat opérationnel courant correspond au résultat net avant prise en compte :

- des autres produits et charges opérationnels non courants, qui comprennent principalement l'effet :
 - des frais de rationalisation et départs anticipés,
 - des pertes et profits et variations de provisions couvrant des événements très exceptionnels ;
- du résultat financier qui comprend :
 - des produits sur prêts et placements de trésorerie, y compris leurs effets de couverture de taux et de change,
 - des charges de financement, y compris leurs effets de couverture de taux et de change,
 - des autres produits et charges à caractère financier ;
- des impôts courants et différés ;
- du résultat net des sociétés mises en équivalence.

Le résultat opérationnel correspond au résultat net avant prise en compte :

- du résultat financier ;
- des impôts courants et différés ;
- du résultat net des sociétés mises en équivalence.

1.10. Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des sociétés consolidées et la part du Groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, conformément à la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises ». Ils font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. Les écarts d'acquisition sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie, qui correspondent à des ensembles d'actifs engendrant conjointement des flux de trésorerie indépendants. Dans les cas où un écart d'acquisition se rattache en outre à une zone géographique distincte, un test de perte de valeur est réalisé à ce niveau de détail plus fin. Les modalités des tests de perte de valeur des Unités Génératrices de Trésorerie sont détaillées dans la Note 1.13. En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite en résultat de l'exercice.

Les écarts d'acquisition se rapportant à l'acquisition de sociétés mises en équivalence sont inclus dans la valeur des « Titres mis en équivalence ». Ils sont testés par le biais du test de valeur effectué sur les titres.

1.11. Immobilisations incorporelles

A. Frais d'étude et de développement

Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès que l'entreprise peut notamment démontrer :

- son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise ; et
- que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

(a) Division automobile

Les frais de développement des véhicules et organes mécaniques (moteurs et boîtes de vitesses), supportés entre le jalon d'engagement du projet (correspondant au choix du style pour les véhicules), et le passage en production de présérie en ligne, sont enregistrés en immobilisations incorporelles. Ces frais sont amortis à partir de l'accord de fabrication en série sur leur durée d'utilité plafonnée à sept ans pour les véhicules et sur dix ans pour les organes. Les dépenses immobilisées incluent notamment le coût des personnels affectés aux projets, le coût des prototypes et les prestations externes facturées au titre du projet considéré. Ces dépenses excluent tous les coûts indirects imputables aux activités de recherche et développement notamment les loyers, les amortissements des bâtiments et les coûts d'utilisation des systèmes informatiques. Par ailleurs, les dépenses immobilisées incluent la part des dépenses de développement supportée par le Groupe dans le cadre des coopérations (l'autre part étant facturée aux partenaires). Toutes les dépenses de développement facturées au Groupe par ses partenaires de coopérations sont aussi immobilisées. À compter de 2007, l'ensemble des coûts de développement organes destinés à répondre aux nouvelles normes antipollution sont suivis par projet et sont également immobilisés.

(b) Division équipement automobile

Des études sont engagées pour chaque programme dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client. Les études sont parfois payées au fur et à mesure des livraisons de pièces, sans garantie du client sur le financement intégral des dépenses réalisées. Dans ce cas, les coûts encourus entre l'acceptation par le client de la proposition commerciale et la mise en production série des pièces ou modules en question, sont enregistrés en immobilisations incorporelles. Ces coûts sont amortis au rythme des livraisons de pièces au client, avec un minimum cumulé chaque année correspondant à un amortissement linéaire sur cinq ans. En cas de paiement garanti contractuellement par le client, les coûts encourus sont enregistrés en stocks et travaux en cours.

Les autres frais de développement et d'étude sont enregistrés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus (voir Note 1.8).

B. Autres immobilisations incorporelles produites ou acquises

Les coûts de développement des logiciels informatiques à usage interne, pour la part relative aux coûts internes ou externes affectés directement à la création ou à l'amélioration des performances, sont portés à l'actif du bilan lorsqu'il est probable que ces dépenses généreront des avantages économiques futurs. Ces coûts sont amortis linéairement sur la durée d'utilité estimée des logiciels, qui varie de quatre à douze ans. Les autres coûts d'acquisition et de développement des logiciels sont immédiatement portés en charges.

Les autres immobilisations incorporelles (brevets et marques essentiellement) sont amorties sur le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilité prévue, sans excéder vingt ans.

1.12. Immobilisations corporelles

A. Valeur brute

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation.

Les dépenses immobilisées incluent la part d'outillages spécifiques supportée par le Groupe dans le cadre des coopérations nette des refacturations aux partenaires. Toutes les dépenses d'outillages spécifiques facturées au Groupe par ses partenaires sont également immobilisées.

Le coût des emprunts est exclu du coût des immobilisations.

Les subventions d'équipement sont enregistrées en déduction de la valeur brute des immobilisations au titre desquelles elles ont été reçues.

Les frais d'entretien sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus.

Les immobilisations données en location comprennent les véhicules loués à des particuliers par les sociétés de location du Groupe et les véhicules vendus avec clause de rachat retraités selon les principes énoncés en Note 1.5.A.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, telles que définies par la norme IAS 17 « Contrats de location », sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements futurs ou la valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers. Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrits ci-dessous.

B. Amortissement

(a) Cas général

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base du coût d'acquisition ou de production, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. Sauf cas particuliers, notamment celui des véhicules donnés en location par le Groupe, les valeurs résiduelles sont nulles. La durée d'amortissement des différentes catégories d'immobilisations est fondée sur leurs durées d'utilité estimées, dont les principales sont les suivantes :

(en années)

Constructions	20 - 30
Matériels et outillages	4 - 16
Matériels informatiques	3 - 4
Matériels de transport et de manutention	4 - 7
Agencements et installations	10 - 20

(b) Outillages spécifiques

Dans la division automobile, ils sont amortis sur la durée de vie estimée des modèles correspondants, qui est généralement plus courte que la durée de vie technique des matériels concernés, en raison de la cadence de remplacement des modèles.

Dans la division équipement automobile, ils sont amortis au rythme des livraisons de pièces au client avec un minimum cumulé chaque année correspondant à un amortissement linéaire sur trois ans.

Les durées d'utilité sont revues périodiquement, notamment dans le cas de décisions d'arrêt de fabrication d'un véhicule ou d'un organe mécanique.

1.13. Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, examinés à chaque clôture. Ce test consiste le plus souvent à estimer la valeur d'utilité de ces immobilisations. Il est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, catégorie limitée pour le Groupe aux écarts d'acquisition.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Les UGT sont des ensembles d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. La valeur d'utilité de ces unités est déterminée par référence à des flux futurs de trésorerie nets, actualisés. Lorsque cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est enregistrée en résultat de l'exercice ; elle est imputée en priorité sur les écarts d'acquisition.

La division automobile regroupe des UGT Véhicules correspondant chacune à un modèle de véhicule. Les immobilisations qui sont rattachées à une UGT Véhicule comprennent les outillages et autres moyens industriels spécifiques servant à la fabrication d'un modèle et les frais de développement immobilisés liés à ce modèle (voir Note 1.11. A). Les UGT Véhicules et tous les autres actifs immobilisés (y compris les écarts d'acquisition) constituent l'UGT Division Automobile.

Dans la division équipement automobile, une UGT correspond à un programme. Chaque UGT Programme inclut les immobilisations incorporelles (correspondant aux coûts de développement) et corporelles affectables à un contrat client. Les UGT ainsi définies sont regroupées en activités (Sièges d'automobile, Intérieur véhicule, Systèmes d'échappement, Bloc avant) auxquelles sont attribués les actifs de support et les écarts d'acquisition qui les concernent.

Au sein du groupe Banque PSA Finance, les actifs immobilisés exploités dans un pays considéré constituent un ensemble homogène d'actifs (UGT).

Pour les sociétés du groupe Gefco, les actifs corporels et incorporels sont alloués à deux UGT : Automotive et Intégration Logistique.

1.14. Actifs et passifs financiers

A. Définitions

Les actifs financiers définis par la norme IAS 39 comprennent des prêts et créances, des titres disponibles à la vente, des titres de transaction et des actifs comptabilisés selon l'option juste valeur. Ils sont inscrits au bilan dans les postes suivants : les titres de participation (Note 18), les autres actifs financiers non courants (Note 19), les prêts et créances des activités de financement (Note 21), les titres de placement des activités de financement (Note 22), les clients des activités industrielles et commerciales (Note 24), les actifs financiers courants (Note 26), et la trésorerie (Note 27).

Le Groupe n'utilise pas la catégorie d'actifs « détenus jusqu'à l'échéance ».

Les passifs financiers définis par la norme IAS 39 comprennent les emprunts comptabilisés au coût amorti et des passifs financiers comptabilisés selon l'option juste valeur. Ils sont inscrits au bilan dans les postes suivants : les passifs financiers courants et

non courants (Note 31), les dettes des activités de financement (Note 33) et les fournisseurs.

La ventilation des actifs et passifs financiers entre courants et non courants est déterminée par leur échéance à la date d'arrêté : inférieure ou supérieure à un an.

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définis par la norme IAS 39. Cette norme a été adoptée en partie seulement par l'Union européenne. Cependant, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN n'est pas concerné par les dispositions de la norme IAS 39 relatives à la comptabilité de couverture de juste valeur d'un portefeuille de taux d'intérêt qui ont été rejetées par l'Union européenne.

B. Évaluation et comptabilisation des actifs financiers

(a) Titres de participation

Ils représentent les intérêts du Groupe dans le capital de sociétés qui ne sont ni consolidées, ni mises en équivalence. Ils sont maintenus au bilan à leur coût d'acquisition que le Groupe estime représenter leur juste valeur, en l'absence d'un marché actif. En cas de baisse durable de leur valeur d'utilité, une perte de valeur est constatée. La valeur d'utilité est déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque société. Les critères généralement retenus sont la quote-part des capitaux propres et les perspectives de rentabilité.

(b) Prêts et créances

Ils incluent les créances rattachées à des participations, les prêts « aides à la construction », les autres prêts et créances. Ces instruments sont comptabilisés au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE). Leur valeur au bilan comprend le capital restant dû, et la part non amortie des coûts d'acquisition, surcotes ou décotes. Ils font l'objet de tests de valeur recouvrable, effectués dès l'apparition d'indices indiquant que celle-ci pourrait être inférieure à la valeur au bilan de ces actifs, et au minimum à chaque arrêté comptable. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

(c) Titres de placement

Ils sont, suivant leur nature, classés en titres « disponibles à la vente » ou en titres « comptabilisés selon l'option juste valeur ».

(C1) TITRES DE PLACEMENT « DISPONIBLES À LA VENTE »

Ils correspondent à des actions cotées sur les marchés financiers que le Groupe a l'intention de conserver durablement ou cessibles à court terme. Ces titres sont évalués à leur valeur de marché que le Groupe estime représenter leur juste valeur. Les variations de valeur sont généralement enregistrées directement en contrepartie des capitaux propres. Seule la contrepartie des pertes de valeurs jugées durables est enregistrée au compte de résultat.

(C2) TITRES DE PLACEMENT « COMPTABILISÉS SELON L'OPTION DE JUSTE VALEUR »

Ces titres sont :

- des titres à revenu fixe faisant l'objet d'une couverture par des swaps de taux ; ou
- des titres à revenus variables sans couverture.

Les variations de leur juste valeur sont comptabilisées en résultat de la période et compensées par les variations symétriques de juste valeur des swaps associés.

(d) Prêts et créances des activités de financement

Ils correspondent aux encours de crédit nets accordés par Banque PSA Finance à sa clientèle. De ce fait, au-delà du capital restant dû majoré des créances rattachées, les encours de crédit incluent, hors effet de l'application de la comptabilité de couverture :

- les commissions versées aux prescripteurs ainsi que les charges administratives directes externes engagées pour mettre en place ces crédits qui augmentent les encours de crédit ;
- les participations reçues des marques qui viennent minorer les encours de crédit ;
- les frais de dossiers restant à étaler qui viennent minorer les encours de crédit ;
- les dépôts de garantie reçus lors de la mise en place de contrats de crédit-bail, qui viennent minorer l'encours financé.

Les intérêts comptabilisés correspondent au rendement actuariel retiré des flux de trésorerie à recouvrer, évalués au taux d'intérêt effectif (TIE).

De manière générale, les encours de crédit font l'objet de couverture du risque de taux. L'application de la comptabilité de couverture entraîne la réévaluation à la juste valeur de la partie couverte des encours. La variation de cette juste valeur est enregistrée au compte de résultat, où elle est compensée par la variation symétrique de juste valeur des instruments financiers de couverture, dans la limite de leur efficacité (voir 1.14. D Instruments dérivés).

Les encours de crédit font l'objet de tests de perte de valeur dès l'apparition d'un indicateur révélateur de risque, c'est-à-dire dès le premier impayé. La perte de valeur est évaluée par comparaison de la valeur nette comptable de la créance avec les flux de recouvrement estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif du crédit.

Pour les encours de crédits à la clientèle finale :

- une perte de valeur est constatée sur les encours sains dès le premier jour d'impayé ; elle est appréciée en fonction de la probabilité de passage de l'encours restant dû en créances douteuses et du taux de pertes moyennes actualisées ;
- la perte de valeur sur les encours douteux est évaluée en fonction d'un taux de pertes moyennes actualisé, sur la base duquel sont calculées les provisions sur créances douteuses et douteuses compromises.

Pour les autres encours de crédits (essentiellement aux réseaux de distribution), en cas de risques avérés, les pertes de valeur sont calculées au cas par cas.

(e) Trésorerie

Elle comprend les liquidités en comptes courants bancaires, les parts d'OPCVM de trésorerie et de titres de créances négociables, qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêt. Tous ses composants sont évalués à leur juste valeur.

C. Évaluation et comptabilisation des passifs financiers**(a) Passifs financiers comptabilisés au coût amorti**

Les emprunts et autres passifs financiers sont généralement évalués au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Ceux couverts par des swaps de taux d'intérêt font l'objet d'une comptabilité de couverture de juste valeur, c'est-à-dire qu'ils font l'objet d'une réévaluation partielle sur la part couverte, liée à l'évolution des taux d'intérêts. Les variations de valeur sont comptabilisées en résultat de la période et compensées par les variations symétriques des swaps.

(b) Passifs financiers « comptabilisés selon l'option de juste valeur »

De façon exceptionnelle, l'option de comptabilisation des passifs financiers à la juste valeur est exercée dans la mesure où elle rend plus claire la présentation des états financiers ; c'est-à-dire quand elle permet de comptabiliser de façon symétrique la variation de valeur des dettes et celle des dérivés qui en couvrent économiquement le risque de taux. Dans ce cas, la valeur de ces dettes prend en compte le coût du risque propre à l'émetteur.

D. Évaluation et comptabilisation des instruments dérivés**(a) Cas général**

Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur. Sauf exception détaillée ci-dessous, la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en contrepartie du compte de résultat.

(b) Instruments de couverture

Les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture, soit dans une relation de juste valeur, soit des flux futurs de trésorerie :

- une couverture de juste valeur permet de couvrir le risque de variation de valeur de tout élément d'actif ou de passif, du fait de l'évolution des taux d'intérêt ou de change ;
- une couverture de flux futurs de trésorerie permet de couvrir les variations de valeur des flux futurs de trésorerie attachés à des actifs ou passifs existants ou futurs.

La comptabilité de couverture est applicable si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à sa date de mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure.

L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes :

- pour les couvertures de juste valeur d'actifs ou de passifs existants, la partie couverte de ces éléments est évaluée au bilan à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur est enregistrée en contrepartie du compte de résultat, où elle est compensée par les variations symétriques de juste valeur des instruments financiers de couverture, dans la mesure de leur efficacité ;
- pour les couvertures de flux futurs de trésorerie, la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en contrepartie des capitaux propres, la variation de juste valeur de la partie couverte de l'élément n'étant pas enregistrée au bilan. La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée en résultat. Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des éléments couverts. La part efficace des variations de juste valeur des couvertures d'achats de matières premières n'impacte pas le coût d'entrée des stocks de matières premières.

1.15. Stocks

Conformément à la norme IAS 2 « Stocks », les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du « premier entré, premier sorti ». Il incorpore, sur la base d'un niveau d'activité normal, les charges directes et indirectes de production.

Les coûts d'emprunt ne sont pas inclus dans le coût des stocks.

Au sein de la division équipement automobile, dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client, des études sont engagées et des outillages spécifiques sont fabriqués ou achetés en vue de produire des pièces ou des modules pour un programme. En cas de paiement garanti contractuellement par le client, les coûts encourus pour les études et les outillages sont enregistrés en stocks et travaux en cours et le chiffre d'affaires est constaté au rythme des étapes techniques validées par le client.

1.16. Créances commerciales

Les créances des sociétés industrielles et commerciales font l'objet d'une provision pour dépréciation dans la mesure où le Groupe estime être en risque de ne pas recouvrer ces créances. Les indices de perte de valeur probable qui conduisent le Groupe à s'interroger sur ce point sont : l'existence de litiges non résolus, l'ancienneté des créances ou les difficultés financières importantes du débiteur.

1.17. Impôts différés

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont évalués sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales. Les passifs d'impôts différés sont systématiquement comptabilisés ; les actifs d'impôts différés ne sont reconnus que s'ils ont une chance raisonnable de se réaliser.

Pour ce qui est des participations dans les filiales ou les sociétés mises en équivalence, un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toute différence temporaire entre la valeur comptable des titres et leur valeur fiscale sauf :

- si le Groupe est en mesure de contrôler la date à laquelle la différence temporaire s'inversera ; et
- qu'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

En application de ce principe :

- pour les sociétés intégrées globalement, un passif d'impôt est reconnu seulement à hauteur des impôts de distribution sur les dividendes que le Groupe a prévu de faire verser par ses filiales l'année suivante ;
- pour les sociétés mises en équivalence, un passif d'impôt de distribution est reconnu sur toutes les différences entre la valeur comptable et la valeur fiscale des titres ;
- les gains d'impôts courants générés par des provisions ou cessions internes ne sont pas annulés par des passifs d'impôts différés, sauf si la différence est temporaire, notamment dans le cas où la cession de la filiale concernée est envisagée.

1.18. Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation à la clôture à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution.

Les effets d'actualisation sont comptabilisés uniquement lorsqu'ils sont significatifs.

1.19. Engagements de retraites et assimilés

Les salariés du Groupe perçoivent, en complément des allocations de retraite conformes aux législations en vigueur dans les pays où sont implantées les sociétés qui les emploient, des suppléments de retraite et des indemnités de départ à la retraite (Note 30.1). Le Groupe offre ces avantages à travers, soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations ; la charge

qui correspond à ces cotisations est prise en compte de résultat de l'exercice.

Conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », dans le cadre des régimes de prestations définies, les engagements de retraites et assimilés sont évalués par des actuaires indépendants, suivant la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée.

Ces calculs intègrent principalement :

- une hypothèse de date de départ à la retraite ;
- un taux d'actualisation financière ;
- un taux d'inflation ;
- des hypothèses d'augmentation de salaires et de taux de rotation du personnel.

Ces évaluations sont effectuées tous les ans pour les principaux régimes, et tous les trois ans pour les autres régimes, sauf lorsque des modifications d'hypothèses ou de fortes modifications de données démographiques nécessitent des chiffrages à une fréquence plus rapprochée.

Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime. Ces écarts sont reconnus en résultat suivant la méthode du corridor : ils sont étalés sur la durée résiduelle de vie active des bénéficiaires, pour leur part excédant le plus grand de 10 % des engagements ou de 10 % de la juste valeur des actifs du régime à la date de clôture.

Les fonds externes sont appelés à couvrir la totalité des engagements de retraite y compris la partie non reconnue du fait de l'étalement des écarts actuariels. Ainsi, il se peut que les actifs financiers excèdent les engagements comptabilisés, générant un actif en « Autres valeurs immobilisées ». La reconnaissance de cet actif est cependant limitée au cumul des pertes actuarielles nettes et du coût des services passés non comptabilisés.

Les autres engagements sociaux et assimilés qui font l'objet d'une provision sont :

- pour les filiales françaises et étrangères, le versement de primes liées à l'ancienneté (Note 30.2) ;
- pour certaines filiales implantées aux États-Unis d'Amérique, la couverture des frais médicaux (Note 30.3).

1.20. Plans de souscription et d'achat d'actions à prix unitaire convenu

Des options d'achat et de souscription d'actions sont accordées aux dirigeants et à certains salariés du Groupe dans le cadre de plans dénoués en instruments de capitaux propres. Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options sont évaluées à la date d'octroi, soit à la date de décision du Directoire approuvant l'ouverture du plan. Le Groupe utilise pour les valoriser le modèle mathématique Black & Scholes. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.

La valeur des options est notamment fonction de leur durée de vie attendue, que le Groupe estime correspondre à leur durée de vie moyenne, soit six ans. Cette valeur est enregistrée en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date de maturité (période d'acquisition des droits) avec une contrepartie directe en capitaux propres.

Conformément à la norme IFRS 2, seuls les plans accordés après le 7 novembre 2002 et dont les droits n'étaient pas acquis le 1^{er} janvier 2005 sont évalués et comptabilisés en charges de personnel. En conséquence, les plans antérieurs au 7 novembre 2002 ne sont ni évalués, ni comptabilisés.

1.21. Titres d'autocontrôle

Tous les titres d'autocontrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

Note 2

Modifications apportées aux comptes antérieurement publiés

Afin de mieux refléter la réalité économique de ses transactions, le Groupe a révisé la présentation comptable de certains éléments relatifs au chiffre d'affaires, ce qui a pour conséquence une baisse du chiffre d'affaires de la division automobile et de ce fait du chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

- Les ventes aux sous-traitants de matières premières, de pièces et d'organes mécaniques destinés à être rachetés sans marge ne sont plus comptabilisées en chiffre d'affaires. Elles sont

enregistrées en réduction des coûts des biens et services vendus ;

- Les refacturations à l'identique de biens ou de services achetés à l'origine pour le compte de tiers, antérieurement comptabilisées dans le chiffre d'affaires, sont présentées en minoration directe des charges correspondantes ;
- Les opérations promotionnelles accordées hors facture à la clientèle, antérieurement présentées en frais généraux et commerciaux, sont désormais comptabilisées en réduction du chiffre d'affaires.

Par ailleurs, dans le but de se rapprocher des pratiques observées auprès d'autres émetteurs du secteur automobile, le Groupe a également revu le contenu du poste « frais généraux et commerciaux » qui, dorénavant, comprend uniquement les moyens commerciaux indirects, les charges de garantie et les

frais généraux de structure. En conséquence de cette nouvelle définition, les « frais généraux et commerciaux » ont été réduits de 562 millions d'euros en 2007 et de 445 millions d'euros en 2006, en contrepartie des « coûts des biens et services vendus ».

L'incidence de l'ensemble de ces reclassements est récapitulée ci-dessous :

(en millions d'euros)	31/12/2007 publié en février 2008		Reclassements	31/12/2007 corrigé publié en février 2009	
	Activités industrielles et commerciales	Total Groupe		Activités industrielles et commerciales	Total Groupe
Chiffre d'affaires	59 069	60 613	(1 937)	57 132	58 676
Coût des biens et services vendus	(47 826)	(48 435)	917	(46 909)	(47 518)
Frais généraux et commerciaux	(8 027)	(8 354)	1 020	(7 007)	(7 334)
Frais d'études, de recherche et de développement	(2 072)	(2 072)	-	(2 072)	(2 072)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	1 144	1 752	-	1 144	1 752
Marge opérationnelle consolidée (en % du chiffre d'affaires)		2,9 %			3,0 %

(en millions d'euros)	31/12/2006 publié en février 2008		Reclassements	31/12/2006 corrigé publié en février 2009	
	Activités industrielles et commerciales	Total Groupe		Activités industrielles et commerciales	Total Groupe
Chiffre d'affaires	55 198	56 594	(1 409)	53 789	55 185
Coût des biens et services vendus	(44 758)	(45 226)	756	(44 002)	(44 470)
Frais généraux et commerciaux	(7 908)	(8 232)	653	(7 255)	(7 579)
Frais d'études, de recherche et de développement	(2 017)	(2 017)	-	(2 017)	(2 017)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	515	1 119	-	515	1 119
Marge opérationnelle consolidée (en % du chiffre d'affaires)		2,0 %			2,0 %

Le chiffre d'affaires net total de la division automobile s'élève après reclassements à 45 519 millions d'euros pour 2007 et 43 157 millions d'euros pour 2006 contre respectivement 47 456 et 44 566 millions d'euros publiés. La marge opérationnelle de la

division automobile ressort, après reclassements, à 1,9 % pour 2007 (contre 1,8 % publiés) et demeure inchangée à 0,6 % pour 2006.

Note 3 Périmètre de consolidation

3.1. Nombre de sociétés consolidées

A. Ventilation à la clôture

	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Intégration globale			
Sociétés industrielles et commerciales	287	290	288
Sociétés de financement	37	36	34
	324	326	322
Mise en équivalence			
Sociétés industrielles et commerciales	37	37	33
Sociétés de financement	1	1	1
	38	38	34
NOMBRE DE SOCIÉTÉS À LA CLÔTURE	362	364	356

B. Évolution durant l'exercice

	2008
Nombre de sociétés à l'ouverture	364
Nouvelles sociétés :	
• Automobile	2
• Équipementiers	4
• Transporteurs	2
• Autres sociétés industrielles et commerciales	1
• Sociétés de financement	4
Sociétés cédées et déconsolidées	(3)
Sociétés absorbées et autres	(12)
NOMBRE DE SOCIÉTÉS À LA CLÔTURE	362

3.2. Évolution significative du périmètre en 2008

Aucune évolution significative du périmètre de consolidation n'est intervenue au cours de l'exercice 2008.

Note 4 Information sectorielle

En application d'IFRS 8 « Secteurs opérationnels », les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par la direction pour l'évaluation de la performance des différents secteurs. Les informations publiées ci-dessous issues du reporting interne sont établies en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne. Le résultat sectoriel de référence est le résultat opérationnel courant.

4.1. Secteurs d'activité

Le Groupe est géré en cinq secteurs principaux :

- la division automobile qui regroupe principalement les activités de conception, de fabrication et de commercialisation des voitures particulières et véhicules utilitaires de marque Peugeot et de marque Citroën ;

- la division équipement automobile, constituée du groupe Faurecia spécialisé dans les métiers des pièces d'intérieur véhicule, des sièges d'automobiles, des blocs avant et des systèmes d'échappement ;
- la division transport et logistique, constituée du groupe Gefco spécialisé dans la logistique et le transport de véhicules et de marchandises ;
- la division activités de financement, qui correspond au groupe Banque PSA Finance, assure le financement des ventes aux clients des marques Peugeot et Citroën ainsi que celui de leurs réseaux de distribution ;
- les autres activités du Groupe incluent notamment celle de la société Peugeot S.A., tête de groupe, et de Peugeot Motocycles.

Chacune des colonnes du tableau ci-dessous, reprend les chiffres propres de chaque secteur, compris comme une entité indépendante. Faurecia et Banque PSA Finance établissant des comptes consolidés publiés, la présentation du résultat de leur secteur va jusqu'au résultat net. Pour les autres secteurs, du fait d'une gestion commune de la trésorerie et de l'impôt dans certains pays, seuls le résultat opérationnel et le résultat des mises en équivalence sont présentés pour chaque secteur. La colonne « Éliminations et réconciliations » regroupe les éliminations internes au Groupe, ainsi que les montants non affectés par secteur permettant de réconcilier les données sectorielles avec les états financiers du Groupe.

Toutes les relations commerciales interactives sont établies sur une base de marché, à des termes et conditions identiques à ceux prévalant pour des fournitures de biens et services à des clients extérieurs au Groupe.

(en millions d'euros)	2008						TOTAL
	Automobile	Équipement automobile	Transport et logistique	Financement	Autres activités	Éliminations et réconciliations	
Chiffre d'affaires net							
• de l'activité (hors Groupe)	41 621	9 532	1 365	1 651	187	-	54 356
• ventes interactives (groupe)	22	2 479	2 171	437	89	(5 198)	-
TOTAL	41 643	12 011	3 536	2 088	276	(5 198)	54 356
Résultat opérationnel courant	(225)	91	127	557	3	(3)	550
Frais de rationalisation ⁽¹⁾	(335)	(166)	(1)	-	(10)	-	(512)
Pertes de valeur des UGT	(138)	(265)	-	-	(2)	-	(405)
Autres produits et (charges) opérationnels non courants	13	(13)	1	(1)	-	-	-
Résultat opérationnel	(685)	(353)	127	556	(9)	(3)	(367)
Produits sur prêts, titres de placements et trésorerie		15		-		232	247
Charges de financement		(129)		-		(214)	(343)
Produits et (charges) à caractère financier		(81)		(1)		(108)	(190)
Résultat financier		(195)		(1)		(90)	(286)
Impôts sur les résultats		(29)		(197)		322	96
Résultat net des sociétés mises en équivalence	53	8	(2)	-	(2)	-	57
Résultat net consolidé		(569)		358			(500)
Actifs sectoriels	28 610	5 185	1 053	26 381	(1 218)	(1 579)	58 432
dont titres mis en équivalence	686	40	1	14	5	-	746
Passifs sectoriels	(17 186)	(2 940)	(730)	(23 462)	490	1 569	(42 259)
Capitaux employés (Note 39.1.)	11 424	2 245	323	2 919	(728)	(10)	16 173
Investissements (hors ventes avec clause de rachat)	2 620	483	45	25	1	-	3 174
Dotations aux amortissements	(2 656)	(465)	(56)	(15)	-	-	(3 192)

(1) Les frais de rationalisation des secteurs « Automobile » et « Équipement automobile » comprennent respectivement 79 millions d'euros et 3 millions d'euros de dépréciations d'actifs.

En 2008, du fait d'une réorganisation interne, les activités de conception de biens d'équipements industriels ont été transférées du secteur « Autres activités » au secteur « Automobile ». Ce changement n'a aucune incidence significative sur les données chiffrées de la division Automobile.

(en millions d'euros)	2007						TOTAL
	Automobile	Équipement automobile	Transport et logistique	Financement	Autres activités	Éliminations et réconciliations	
Chiffre d'affaires net							
• de l'activité (hors Groupe)	45 471	10 028	1 403	1 544	230	-	58 676
• ventes interactivités (Groupe)	48	2 633	2 151	455	266	(5 553)	-
TOTAL	45 519	12 661	3 554	1 999	496	(5 553)	58 676
Résultat opérationnel courant	858	121	155	608	10	-	1 752
Frais de rationalisation	(229)	(105)	(42)	-	(4)	-	(380)
Pertes de valeur des UGT	(216)	(61)	-	-	(12)	-	(289)
Autres produits et (charges) opérationnels non courants	97	(60)	-	-	-	-	37
Résultat opérationnel	510	(105)	113	608	(6)	-	1 120
Produits sur prêts, titres de placements et trésorerie		16		-		267	283
Charges de financement		(121)		-		(185)	(306)
Produits et (charges) à caractère financier		(10)		(1)		(6)	(17)
Résultat financier		(115)		(1)		76	(40)
Impôts sur les résultats		(13)		(186)		(103)	(302)
Résultat net des sociétés mises en équivalence	46	2	-	-	-	-	48
Résultat net consolidé		(231)		421			826
Actifs sectoriels	27 544	6 228	1 203	28 768	(560)	(1 847)	61 336
dont titres mis en équivalence	677	45	3	12	-	-	737
Passifs sectoriels	(20 040)	(3 415)	(844)	(25 874)	141	1 855	(48 177)
Capitaux employés (Note 39.1)	7 504	2 813	359	2 894	(419)	8	13 159
Investissements (hors ventes avec clause de rachat)	2 182	472	53	27	6	-	2 740
Dotations aux amortissements	(2 728)	(479)	(55)	(14)	(8)	-	(3 284)

(en millions d'euros)	2006						TOTAL
	Automobile	Équipement automobile	Transport et logistique	Financement	Autres activités	Éliminations et réconciliations	
Chiffre d'affaires net							
• de l'activité (hors Groupe)	43 035	9 199	1 272	1 396	283	-	55 185
• ventes interactivités (Groupe)	122	2 450	1 973	365	370	(5 280)	-
TOTAL	43 157	11 649	3 245	1 761	653	(5 280)	55 185
Résultat opérationnel courant	267	69	151	604	17	11	1 119
Frais de rationalisation ⁽¹⁾	(245)	(169)	(6)	-	(9)	-	(429)
Pertes de valeur des UGT	(194)	(234)	-	-	(41)	-	(469)
Autres produits et (charges) opérationnels non courants	64	17	9	-	-	-	90
Résultat opérationnel	(108)	(317)	154	604	(33)	11	311
Produits sur prêts, titres de placements et trésorerie		11		-		167	178
Charges de financement		(86)		-		(148)	(234)
Produits et (charges) à caractère financier		(15)		(1)		(33)	(49)
Résultat financier		(90)		(1)		(14)	(105)
Impôts sur les résultats		(35)		(205)		84	(156)
Résultat net des sociétés mises en équivalence	16	4	-	-	-	-	20
Résultat net consolidé		(438)		398			70
Actifs sectoriels	27 710	6 462	1 160	27 191	(155)	(1 850)	60 518
dont titres mis en équivalence	644	40	3	12	-	-	699
Passifs sectoriels	(19 612)	(3 337)	(790)	(24 539)	(100)	1 991	(46 387)
Capitaux employés (Note 39.1)	8 098	3 125	370	2 652	(255)	141	14 131
Investissements (hors ventes avec clause de rachat)	2 852	515	70	27	20	-	3 484
Dotations aux amortissements	(2 547)	(530)	(54)	(12)	(15)	-	(3 158)

(1) Les frais de rationalisation de la Division Automobile comprennent 71 millions de pertes de valeur liés à la cessation d'activité du site de Ryton.

4.2. Rapprochement avec le bilan consolidé

(en millions d'euros)	2008	2007	2006
Actifs sectoriels à la clôture	58 432	61 336	60 518
Autres actifs financiers non courants ⁽¹⁾	823	1 121	1 321
Actifs financiers courants	515	1 483	1 132
Trésorerie et équivalents de trésorerie ⁽¹⁾	1 950	5 035	6 123
Actifs au bilan consolidé	61 720	68 975	69 094
Passifs sectoriels à la clôture	42 259	48 177	46 387
Capitaux propres	13 277	14 555	14 106
Passifs financiers non courants	4 491	4 294	4 125
Passifs financiers courants ⁽¹⁾	1 693	1 949	4 476
Passifs au bilan consolidé	61 720	68 975	69 094

(1) Y compris éliminations.

4.3. Zones géographiques

Les postes ci-dessous sont ventilés : pour le chiffre d'affaires par zone de commercialisation à la clientèle, pour les investissements et les actifs par zone d'implantation des sociétés consolidées.

Conformément à la norme IFRS 8, les actifs non courants à présenter par zone géographique sont les actifs non courants autres que les instruments financiers, les actifs d'impôts différés et les excédents versés sur engagements de retraite.

<i>(en millions d'euros)</i>	2008				TOTAL
	Europe Occidentale	Europe Centrale et Orientale	Amérique latine	Reste du monde	
Chiffre d'affaires	41 429	4 314	3 617	4 996	54 356
Actifs non courants hors impôts et financiers	16 332	1 028	707	346	18 413

Depuis 2008, le chiffre d'affaires de la Turquie, classé jusqu'à présent en « Reste du monde », est désormais présenté en « Europe Centrale et Orientale ». Ce changement conduit à augmenter le

chiffre d'affaires « Europe Centrale et Orientale » 2007 et 2006 de respectivement 579 et 377 millions d'euros.

<i>(en millions d'euros)</i>	2007				TOTAL
	Europe Occidentale	Europe Centrale et Orientale	Amérique latine	Reste du monde	
Chiffre d'affaires	45 821	4 047	3 377	5 431	58 676
Actifs non courants hors impôts et financiers	16 807	1 066	610	316	18 799

<i>(en millions d'euros)</i>	2006				TOTAL
	Europe Occidentale	Europe Centrale et Orientale	Amérique latine	Reste du monde	
Chiffre d'affaires	43 805	3 159	2 760	5 461	55 185
Actifs non courants hors impôts et financiers	17 493	1 054	483	366	19 396

Note 5 Chiffre d'affaires

<i>(en millions d'euros)</i>	2008	2007	2006
Ventes de biens	49 969	53 815	50 643
Prestations de services	2 736	3 317	3 146
Activités de financement	1 651	1 544	1 396
TOTAL	54 356	58 676	55 185

Note 6 Coûts opérationnels courants par destination

(en millions d'euros)	2008	2007	2006
Coûts des biens et services vendus	(44 920)	(47 518)	(44 470)
Frais généraux et commerciaux	(6 841)	(7 334)	(7 579)
Frais d'études, de recherche et de développement	(2 045)	(2 072)	(2 017)
TOTAL	(53 806)	(56 924)	(54 066)

Note 7 Coûts opérationnels courants par nature

Conformément à IAS 1, les charges liées aux avantages au personnel et les dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles sont explicitées ci-dessous. Les autres

coûts opérationnels courants sont suivis par division de façon appropriée à chacune d'elle et ne permettent pas une présentation homogène par nature au niveau Groupe.

7.1. Frais de personnel

Les frais de personnel inscrit à l'effectif des sociétés du Groupe se ventilent comme suit :

(en millions d'euros)	2008	2007	2006
Automobile	(5 904)	(6 225)	(6 147)
Équipement automobile	(2 059)	(2 104)	(2 104)
Transport et logistique	(406)	(413)	(390)
Financement	(123)	(126)	(123)
Autres activités	(106)	(131)	(120)
TOTAL	(8 598)	(8 999)	(8 884)

Le détail des charges liées aux plans d'option d'achat d'actions est donné en Note 28.3. D, celui des charges de retraites en Note 30.1. F.

7.2. Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

Les amortissements inclus dans le résultat opérationnel courant concernent les actifs suivants :

(en millions d'euros)	2008	2007	2006
Frais de développement	(738)	(752)	(704)
Autres immobilisations incorporelles	(61)	(60)	(70)
Outillages spécifiques	(786)	(811)	(748)
Autres immobilisations corporelles	(1 607)	(1 661)	(1 636)
TOTAL	(3 192)	(3 284)	(3 158)

La dotation aux amortissements enregistrée est affectée par l'effet de la réduction des durées d'utilité estimées de certains actifs. Ce changement d'estimation a entraîné un accroissement de la

charge d'amortissement de l'exercice 2008 de 76 millions d'euros par comparaison au plan d'amortissement antérieurement pris en compte (132 millions d'euros pour l'exercice 2007).

Note 8 Frais d'études, de recherche et de développement

(en millions d'euros)	2008	2007	2006
Total des dépenses engagées	(2 372)	(2 074)	(2 195)
Frais de développement activés (Note 15.1)	1 065	754	882
Frais non activés	(1 307)	(1 320)	(1 313)
Amortissement des frais de développement activés (Note 15.1)	(738)	(752)	(704)
TOTAL	(2 045)	(2 072)	(2 017)

Les pertes de valeurs sur frais de développement activés sont indiquées en Note 9.

Note 9 Produits et charges opérationnels non courants

(en millions d'euros)	2008	2007	2006
Perte de valeur des UGT de la division Automobile (Note 9.1.)	(138)	(216)	(194)
Perte de valeur des UGT et autres dépréciations du groupe Faurecia (Note 9.2.)	(268)	(65)	(234)
Provisions pour risques et charges du groupe Faurecia	(2)	(56)	-
Perte de valeur des UGT des autres secteurs (Note 9.3.)	(2)	(12)	(41)
Frais de rationalisation des structures (Note 9.4.)	(512)	(380)	(429)
Résultat de cession de biens immobiliers (Note 9.5.)	7	95	93
Autres	(2)	2	(3)
TOTAL	(917)	(632)	(808)

9.1. Perte de valeur des UGT de la division Automobile

Conformément au principe énoncé en Note 1.13., la valeur comptable de chaque UGT Véhicule et de l'UGT globale division Automobile a fait l'objet d'une comparaison avec sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est définie comme égale à la somme des flux futurs de trésorerie actualisés, calculés à partir des données issues du Plan à Moyen Terme (PMT 2009-2012) et du plan stratégique à dix ans pour les véhicules en développement. La sensibilité aux hypothèses de volume a été appréciée en tenant compte d'une possible diminution du marché automobile européen de l'ordre de 20 % dans le contexte actuel de crise économique. Pour les deux UGT dépréciées, le test prend en compte les dernières estimations de volumes attendus.

En 2008, l'actualisation des flux de trésorerie a été réalisée en utilisant un coût moyen du capital après impôts de 8 % déterminé en 2008 en suivant la méthode mise en œuvre en 2006 par un expert indépendant. Ce taux repose sur des taux de marché et une prime de risque de 5 % en ligne avec les données historiques. Le

taux d'actualisation ainsi déterminé est identique à celui pratiqué en 2007 et 2006.

En 2006, ces tests avaient conduit à déprécier les actifs immobilisés de deux UGT Véhicules, à hauteur de 194 millions d'euros. Cette dépréciation était essentiellement due à la baisse des volumes constatée sur ces modèles. Les pertes de valeur ont été imputées en priorité sur les frais de développement activés (108 millions d'euros), puis sur les outillages spécifiques au prorata des valeurs nettes comptables (86 millions d'euros).

En 2007, la baisse des volumes constatés sur ces deux UGT a conduit à renouveler leurs tests de valeur et à déprécier intégralement les immobilisations corporelles de ces deux UGT pour 216 millions d'euros complémentaires.

En 2008, les tests effectués ont conduit à déprécier les actifs immobilisés de deux nouvelles UGT Véhicules, à hauteur de 136 millions d'euros. Cette dépréciation est essentiellement due à la baisse des volumes constatée sur ces modèles. Les pertes de

valeur ont été imputées en priorité sur les frais de développement activés (113 millions d'euros), puis sur les outillages spécifiques au prorata des valeurs nettes comptables (23 millions d'euros). Au 31 décembre 2008, la valeur nette comptable des actifs spécifiques non dépréciés de ces deux UGT véhicules s'élève à 112 millions d'euros. Par ailleurs, une dépréciation de 2 millions d'euros a été constatée sur des investissements complémentaires effectués en 2008 relatifs aux UGT dont les actifs ont été intégralement dépréciés en 2007.

Sur ces deux UGT dont les actifs ont été dépréciés en 2008, une baisse de volume supplémentaire de 10 % par rapport aux prévisions retenues aboutirait à constater une dépréciation complémentaire de 44 millions d'euros. Pour l'ensemble des autres UGT, le Groupe a également réalisé des tests de sensibilité aux hypothèses clés sur la base de l'augmentation de 0,5 % du taux d'actualisation, de la diminution des marges de 300 euros par véhicule et d'une baisse de volumes adaptée à chaque UGT. La baisse de valeur d'utilité consécutive à ces variations d'hypothèses ne remettrait pas en cause la valorisation des actifs au bilan.

9.2. Perte de valeur des UGT et autres dépréciations du groupe Faurecia

A. UGT au sein de Faurecia

Conformément au principe énoncé en Note 1.13., la valeur comptable de chaque groupe d'actifs a fait l'objet d'une comparaison avec le montant le plus élevé de la valeur de marché et la valeur d'utilité définie comme égale à la somme des flux futurs de trésorerie actualisés, issus des dernières prévisions, pour chacun des groupes d'unités génératrices de trésorerie (Plan à Moyen Terme établi pour la période 2008-2012, révisé en fin d'année 2008). Ce PMT prévoit ainsi un recul des volumes en 2009 principalement sur les UGT Sièges et Intérieur Véhicule et anticipe une reprise de la croissance au cours du second semestre 2009.

La principale hypothèse affectant la valeur d'utilité est le niveau de résultat opérationnel courant notamment dans la valeur terminale. La marge 2012 ressort à 2,8 % après prise en compte de la dégradation de l'environnement économique.

L'extrapolation des prévisions de la dernière année du plan à moyen terme (2012), projetée à l'infini, est déterminée en appliquant un taux de croissance de 1,5 % apprécié en fonction des prévisions d'évolution du marché automobile par les analystes. Ce taux est identique à celui retenu pour la réalisation du test de l'exercice précédent.

Un expert indépendant a été consulté pour déterminer le coût moyen pondéré du capital utilisable pour actualiser les flux de trésorerie futurs. Le calcul spécifique qu'il a établi a pris en compte

pour la détermination des paramètres de marché un échantillon de 11 sociétés du secteur des équipementiers automobiles (7 sociétés européennes et 4 sociétés américaines). Compte tenu de ces paramètres et d'une prime de risque de marché comprise entre 5 % et 5,5 %, le coût moyen du capital après impôts utilisé comme taux pour actualiser les flux futurs a été fixé à 8,6 % (8,3 % en 2007 et 7,9 % 2006).

En 2006, les tests de valeur de l'activité Intérieur Véhicule avaient conduit à constater des dépréciations de 198 millions d'euros (dont 125 millions d'euros sur l'écart d'acquisition).

En 2007, les tests de valeur avaient conduit à constater une dépréciation de 61 millions d'euros des actifs immobilisés. Aucune dépréciation n'avait été constatée sur les écarts d'acquisition.

En 2008, l'ajustement de la valeur d'utilité de l'activité Intérieur Véhicule, lié à la dégradation conjoncturelle du marché automobile en Europe et aux États-Unis, conduit à constater pour cette activité une dépréciation intégrale des écarts d'acquisition résiduels qui s'élèvent à 248 millions d'euros. Par ailleurs, les autres actifs immobilisés ont été dépréciés de 20 millions d'euros.

La sensibilité du résultat du test aux variations des hypothèses retenues pour la détermination fin 2008 de la valeur d'utilité des groupes d'actifs portant le principal écart d'acquisition est reflétée dans le tableau ci-dessous :

(en millions d'euros)	Marge du test ⁽¹⁾	Taux d'actualisation des flux de trésorerie + 0,5 %	Taux de croissance à l'infini - 0,5 %	Taux de résultat opérationnel courant de la valeur terminale - 0,5 %
Sièges d'automobiles	350	(109)	(92)	(212)
Systèmes d'échappement	655	(67)	(55)	(124)
Bloc-Avant	128	(20)	(16)	(49)

(1) Marge du test = valeur d'utilité - valeur nette comptable

Les baisses des valeurs d'utilité qui seraient consécutives aux simulations ci-dessus prises isolément ne remettraient pas en cause la valorisation des écarts d'acquisition au bilan.

B. UGT Faurecia chez PSA PEUGEOT CITROËN

Le goodwill Faurecia a été testé à partir de la quote-part du groupe PSA PEUGEOT CITROËN dans la somme des flux futurs de trésorerie actualisés des activités de Faurecia. Cette dernière est supérieure à ce goodwill et ne nécessite pas de dépréciation.

La sensibilité du résultat du test aux variations des hypothèses retenues pour la détermination fin 2008 de la valeur d'utilité du goodwill Faurecia est reflétée dans le tableau ci-dessous :

(en millions d'euros)	Marge du test ⁽¹⁾	Taux d'actualisation des flux de trésorerie + 0,5 %	Taux de croissance à l'infini - 0,5 %	Taux de résultat opérationnel courant de la valeur terminale - 0,5 %
	619	(165)	(137)	(365)

(1) Marge du test = valeur d'utilité – valeur nette comptable

Les baisses des valeurs d'utilité qui seraient consécutives aux simulations ci-dessus prises isolément ne remettraient pas en cause la valorisation des écarts d'acquisition au bilan.

9.3. Perte de valeur des UGT des autres secteurs

Les actifs de la société Peugeot Motocycles ont également fait l'objet d'une dépréciation en 2008 suite à de nouvelles estimations sur les activités de la société. La dépréciation comptabilisée sur 2008 s'élève à 2 millions d'euros affectée uniquement à des immobilisations corporelles.

issus des dernières prévisions à moyen terme 2009-2012 de l'entreprise projetées à l'infini avec un taux de croissance nul. L'actualisation des flux de trésorerie a été réalisée en utilisant un coût moyen pondéré du capital après impôts de 9,7 %, identique à celui utilisé en 2007 et en 2006.

Les tests ont été réalisés en utilisant une valeur d'utilité définie comme égale à la somme des flux futurs de trésorerie actualisés,

9.4. Frais de rationalisation des structures

A. Ventilation par nature

(en millions d'euros)	2008	2007	2006
Départs anticipés de certains salariés ⁽¹⁾	(4)	1	(5)
Coûts de réduction d'effectifs	(397)	(379)	(347)
Coûts d'arrêt de production et autres coûts de fermeture	(111)	(2)	(77)
TOTAL	(512)	(380)	(429)

(1) Départs anticipés de certains salariés relatifs aux accords d'entreprise signés en 1999 pour la division Automobile et en 2001 pour la division Équipement automobile. Les effectifs concernés à la clôture de l'exercice 2008 sont de 2 561 personnes dont 128 au titre du groupe Faurecia.

B. Ventilation par secteur

(en millions d'euros)	2008	2007	2006
Automobile	(335)	(229)	(245)
Équipement automobile	(166)	(105)	(169)
Transport et logistique	(1)	(42)	(6)
Financement	-	-	-
Autres activités	(10)	(4)	(9)
TOTAL	(512)	(380)	(429)

Division Automobile

Les frais de rationalisation de la division Automobile s'élèvent à 335 millions d'euros et s'expliquent principalement par les éléments ci-après :

En France :

Le 9 mai 2007, la direction a présenté au Comité Central d'Entreprise le dispositif mis en place pour l'adaptation des effectifs à la situation économique du groupe. Ce dispositif a représenté une charge nette estimée de 211 millions d'euros en 2007 pour un effectif de 6 217 personnes. Au 31 décembre 2008, une actualisation des coûts et des effectifs (52 personnes supplémentaires) s'est traduite par la comptabilisation d'une charge complémentaire de 38 millions d'euros.

Le 15 janvier 2008, un nouveau dispositif d'adaptation des effectifs a été présenté au Comité Central d'Entreprise. Il consiste à ne pas remplacer les départs en retraite et les départs volontaires et à aider les salariés qui souhaitent recourir aux mesures de mobilité interne ou externe. Au 31 décembre 2008, le Groupe a constaté au titre de cette opération une charge nette estimée de 9 millions d'euros pour 297 départs volontaires.

Le 2 décembre 2008, dans un contexte de crise financière et industrielle, un nouveau dispositif d'adaptation des effectifs a été présenté au Comité Central d'Entreprise. Il consiste, sur la base du volontariat, à accélérer des départs qui auraient eu lieu dans les mois ou les années futures. Au 31 décembre 2008, le Groupe a constaté au titre de cette opération une charge nette estimée de 105 millions d'euros pour 3 630 départs volontaires.

Les coûts relatifs à ces trois plans tiennent compte d'une réduction des engagements de retraite de 42 millions d'euros (71 millions d'euros en 2007, liés au plan 2007).

En Europe :

Le coût des réductions d'effectif dans les autres pays d'Europe s'élève à 71 millions d'euros.

Par ailleurs, les dépréciations d'actifs et autres coûts de fermeture français et européens s'élèvent à 106 millions d'euros sur l'année 2008.

En 2006, les frais de rationalisation incluaient 237 millions d'euros liés à la cessation d'activité du site PSA PEUGEOT CITROËN de Ryton (Royaume-Uni).

Division Équipement automobile (groupe Faurecia)

Les frais de rationalisation du groupe Faurecia s'élèvent à 165 millions d'euros. Ils comprennent des coûts de restructuration pour 162 millions d'euros et des dotations aux provisions pour dépréciation d'immobilisations pour 3 millions d'euros. Les coûts de restructuration concernent 5 146 personnes pour 2008 et concernent principalement la France.

Ils s'élevaient à 105 millions d'euros en 2007 et à 169 millions d'euros en 2006.

Division Transport et Logistique

En 2007, les coûts de restructuration de Gefco en Allemagne s'élevaient à 40 millions d'euros et concernaient 430 personnes.

Autres activités

Le 2 octobre 2008, la direction de Peugeot Motocycles a présenté au Comité Central d'Entreprise un projet de redéploiement des emplois et des compétences. Le dispositif est ouvert depuis le 3 novembre 2008 et pour une durée de six mois. Au 31 décembre 2008, le Groupe a constaté au titre de cette opération une charge nette estimée de 6 millions d'euros pour un effectif de 200 personnes.

C. Effectifs concernés par les plans de réduction d'effectifs

(en nombre de personnes)	2008	2007	2006
France	6 471	6 812	1 820
Royaume-Uni	230	101	2 266
Allemagne	1 186	853	617
Autres pays d'Europe	2 280	1 130	363
Autres pays hors Europe	1 105	422	88
TOTAL	11 272	9 318	5 154

9.5. Résultat de cession de biens immobiliers

Il n'y a pas eu de cession significative au cours de l'année 2008.

En 2007, le résultat de cession de biens immobiliers intégrait une plus-value de 85 millions d'euros sur la vente d'un terrain à Ryton (Royaume-Uni).

En 2006, le résultat de cession de biens immobiliers intégrait une plus-value de 80 millions d'euros sur les ventes d'un terrain à Coventry (Royaume-Uni), et de deux terrains à Madrid (Espagne).

Note 10 Produits sur prêts, titres de placement et trésorerie

Les produits financiers sur prêts correspondent aux intérêts courus déterminés selon la méthode définie en Note 1.14. B (b).

(en millions d'euros)	2008	2007	2006
Produits financiers sur prêts	13	10	11
Produits financiers sur trésorerie	253	275	167
Réévaluation des titres de placement « comptabilisés selon l'option juste valeur »	(20)	1	(2)
Résultat sur instruments de taux associés aux placements	1	(3)	2
TOTAL	247	283	178

Note 11 Charges de financement

(en millions d'euros)	2008	2007	2006
Frais financiers sur autres emprunts	(218)	(205)	(158)
Frais financiers sur découverts bancaires	(72)	(65)	(60)
Frais financiers sur location financement	(20)	(17)	(14)
Résultat de change sur opérations financières	(16)	5	3
Résultat des couvertures sur emprunts ⁽¹⁾	(1)	(7)	11
Autres	(16)	(17)	(16)
TOTAL	(343)	(306)	(234)

(1) Le résultat des couvertures sur emprunts correspond à la réévaluation des emprunts liés à la variation des taux d'intérêts et à la réévaluation des instruments de couverture tels que définis en Note 1.14. C (a).

Note 12 Produits et charges à caractère financier

(en millions d'euros)	2008	2007	2006
Effet de l'actualisation sur engagements sociaux	(197)	(197)	(186)
Rendement attendu des actifs financiers sur engagements sociaux	169	190	188
Variation de la part inefficace des instruments financiers ⁽¹⁾	(120)	(1)	(43)
Autres produits et frais financiers	(42)	(9)	(8)
TOTAL	(190)	(17)	(49)

(1) En 2008, la variation de la part inefficace des instruments financiers concerne Faurecia à hauteur de - 62 millions d'euros dont - 38 millions d'euros relatifs aux couvertures de change et - 24 millions d'euros relatifs aux couvertures de taux. La charge liée au change inclut pour - 22 millions d'euros une variation de valeur intrinsèque d'instruments optionnels qui contribuent économiquement à la couverture du risque de change sur les transactions futures, mais qui n'ont pas pu être qualifiés de couverture selon les règles définies par la norme IAS 39. En conséquence, cette perte potentielle n'a pu être imputée sur les capitaux propres et a dû être reconnue en résultat dès 2008.

La baisse de valeur des instruments de taux d'intérêt correspond principalement à la variation de valeur intrinsèque d'instruments qui économiquement correspondaient à des instruments de couverture de taux, mais ne pouvaient pas être qualifiés de couverture au regard de la norme IAS 39 au 31 décembre 2007. Cette baisse de valeur sur 2008 a pour contrepartie un encaissement de différentiels de taux d'intérêt pour 20 millions d'euros en résultat financier.

Note 13 Impôts sur les résultats

13.1. Évolution des postes de bilan

(en millions d'euros)	2008					
	Ouverture	Charge	Capitaux propres	Règlements	Conversion et autres	Clôture
Impôts courants						
Actif	162					207
Passif	(169)					(86)
	(7)	(293)	-	418	3	121
Impôts différés						
Actif	465					543
Passif	(2 053)					(1 771)
	(1 588)	389	8	-	(37)	(1 228)

(en millions d'euros)	2007					
	Ouverture	Charge	Capitaux propres	Règlements	Conversion et autres	Clôture
Impôts courants						
Actif	213					162
Passif	(169)					(169)
	44	(367)	-	327	(11)	(7)
Impôts différés						
Actif	535					465
Passif	(2 183)					(2 053)
	(1 648)	65	(8)	-	3	(1 588)

(en millions d'euros)	2006					Clôture
	Ouverture	Charge	Capitaux propres	Règlements	Conversion et autres	
Impôts courants						
Actif	156					213
Passif	(137)					(169)
	19	(279)	-	300	4	44
Impôts différés						
Actif	610					535
Passif	(2 367)					(2 183)
	(1 757)	123	2	-	(16)	(1 648)

13.2. Charge d'impôts sur les résultats des sociétés intégrées

(en millions d'euros)	2008	2007	2006
Impôts courants			
Impôts sur les bénéfices	(288)	(363)	(276)
Impôts sur distributions intragroupe effectuées	(5)	(4)	(3)
Impôts différés			
Impôts différés de l'exercice	528	179	342
Actifs sur déficits non reconnus et pertes de valeur	(139)	(114)	(219)
TOTAL	96	(302)	(156)

A. Impôts courants

La charge d'impôts courants est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

Le 1^{er} janvier 2005, la société Peugeot S.A. a renouvelé son option pour le régime d'intégration fiscale de droit commun prévu à l'article 223 A du Code général des impôts pour elle-même et les filiales françaises contrôlées au moins à 95 %.

Par ailleurs, le Groupe applique les régimes nationaux optionnels d'intégration ou de consolidation fiscale. Outre la France, les pays concernés pour Faurecia sont l'Allemagne, l'Espagne, les États-Unis, la Grande-Bretagne et le Portugal. Pour les autres activités, les pays concernés sont l'Allemagne, l'Espagne, la Grande-Bretagne et l'Italie.

B. Impôts différés

Les impôts différés sont déterminés selon la méthode comptable précisée en Note 1.17.

La loi sur le financement de la Sécurité sociale n° 99-1140 du 29 décembre 1999 a instauré un complément d'imposition égal à 3,3 % de l'impôt de base dû ; pour les sociétés françaises le taux légal d'imposition se trouve ainsi majoré de 1,1 %.

Le taux de base de l'impôt sur les sociétés en France est de 33,33 %.

13.3. Réconciliation entre l'impôt au taux légal en France et l'impôt du compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	2008	2007	2006
Résultat avant impôt des sociétés consolidées par intégration globale	(653)	1 080	206
Taux d'impôt légal en France pour l'exercice	34,4 %	34,4 %	34,4 %
Impôt théorique calculé au taux d'impôt légal en France pour l'exercice	225	(372)	(71)
Différences permanentes	(68)	30	(49)
Résultat taxable à taux réduit	39	46	52
Crédits d'impôts	29	42	76
Différences de taux à l'étranger et autres	10	66	55
Actifs sur déficits non reconnus et pertes de valeur	(139)	(114)	(219)
IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	96	(302)	(156)
Taux effectif d'impôt groupe	- 14,7 %	- 28,0 %	- 75,7 %

Depuis 2007, les crédits d'impôt recherche ayant le caractère de subvention sont classés en résultat opérationnel courant.

Les différences permanentes intègrent en 2008 et en 2006, l'effet négatif de la perte de valeur sur écart d'acquisition des UGT du groupe Faurecia, qui est sans effet d'impôt. En 2007, elles

comprennent l'effet positif du régime d'imposition applicable à la cession du terrain de Ryton (Grande-Bretagne).

Les actifs sur déficits non reconnus et pertes de valeur concernent essentiellement le groupe Faurecia.

13.4. Impôts différés actifs et passifs

(en millions d'euros)	2008	2007	2006
• Crédits d'impôts			
Crédits d'impôts avant compensation	10	10	21
Crédits d'impôts du groupe d'intégration fiscale France compensés ⁽²⁾	(9)	(9)	(9)
Total crédits d'impôts	1	1	12
• Impôts différés actifs sur déficits			
Valeur brute avant compensation	1 475	858	621
Dépréciations d'actifs	(90)	(75)	(83)
Actifs sur déficits non reconnus à l'origine	(606)	(535)	(486)
Déficit du groupe d'intégration fiscale France compensé ⁽²⁾	(715)	(209)	-
Total impôts différés actifs sur déficits	64	39	52
• Autres impôts différés actifs	478	425	471
IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS	543	465	535
Impôts différés passifs avant compensation ⁽¹⁾	(2 495)	(2 271)	(2 192)
Actifs d'impôts différés sur déficits et crédits d'impôts compensés dans le groupe d'intégration fiscale France ⁽²⁾	724	218	9
IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIFS	(1 771)	(2 053)	(2 183)

(1) Avant compensation des actifs d'impôt différés sur déficit et crédits d'impôt du groupe d'intégration fiscale France

(2) Conformément aux principes internationaux généralement admis, les relations entre les entités du Groupe implantées dans les différents pays sont régies par le principe de pleine concurrence tel que défini par l'OCDE dans son rapport du 25 juin 1995 « Principes applicables en matière de prix de transfert ». Dans ce cadre, les prix de transfert au sein du Groupe sont déterminés par application combinée des méthodes du prix de revente (resale minus), du prix de revient majoré (cost plus) et de la méthode transactionnelle de marge nette (TNMM).

La compensation consiste à présenter au bilan une position nette d'impôt différé au sein du groupe d'intégration fiscale France, les impôts différés actifs étant couverts par les impôts différés passifs.

Note 14 Résultat net par action

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice.

Le nombre moyen d'actions en circulation est calculé compte tenu des différentes évolutions du capital social, corrigées des détentions par le Groupe de ses propres actions. Il est par ailleurs donné après effet dilutif de la levée des options d'achat d'actions, calculé suivant la méthode du « rachat d'actions ». Cet effet est le suivant sur le nombre d'actions :

	2008	2007	2006
Nombre moyen d'actions de 1 euro en circulation	227 614 235	228 349 123	228 662 232
Effet dilutif des options d'achat suivant la méthode du « rachat d'actions » (Note 28.2)	-	861 186	399 015
NOMBRE MOYEN D' ACTIONS APRÈS DILUTION	227 614 235	229 210 309	229 061 247

Le résultat net par action figure en bas de page des comptes de résultats consolidés.

Compte tenu des caractéristiques des plans (Note 28.3) et du cours moyen de l'action Peugeot S.A., aucun des plans n'est dilutif en 2008.

	2008	2007	2006
Plans dilutifs concernés	néant	1999 à 2006	1999 à 2003

Note 15 Écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles

15.1. Évolutions de la valeur nette comptable

(en millions d'euros)	2008			
	Écarts d'acquisition	Frais de développement	Logiciels et autres	Immobilisations incorporelles
Valeur brute				
À l'ouverture de l'exercice	1 826	7 312	1 451	8 763
Acquisitions et augmentations	-	1 065	63	1 128
Sorties	-	(43)	(19)	(62)
Changement de périmètre et autres	-	(20)	5	(15)
Écart de conversion	(3)	(21)	(3)	(24)
À la clôture de l'exercice	1 823	8 293	1 497	9 790
Amortissements et pertes de valeur				
À l'ouverture de l'exercice	(263)	(3 697)	(1 087)	(4 784)
Dotations	N/A	(738)	(61)	(799)
Pertes de valeur	(248)	(116)	-	(116)
Sorties	N/A	39	15	54
Changement de périmètre et autres	-	7	(2)	5
Écart de conversion	-	5	2	7
À la clôture de l'exercice	(511)	(4 500)	(1 133)	(5 633)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	1 563	3 615	364	3 979
VALEUR NETTE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	1 312	3 793	364	4 157

	2007			
<i>(en millions d'euros)</i>	Écarts d'acquisition	Frais de développement	Logiciels et autres	Immobilisations incorporelles
Valeur brute				
À l'ouverture de l'exercice	1 826	6 651	1 382	8 033
Acquisitions et augmentations	-	754	65	819
Sorties	-	(51)	(8)	(59)
Changement de périmètre et autres	11	(26)	14	(12)
Écart de conversion	(11)	(16)	(2)	(18)
À la clôture de l'exercice	1 826	7 312	1 451	8 763
Amortissements et pertes de valeur				
À l'ouverture de l'exercice	(263)	(2 979)	(1 020)	(3 999)
Dotations	N/A	(752)	(60)	(812)
Pertes de valeur	-	(37)	-	(37)
Sorties	N/A	51	2	53
Changement de périmètre et autres	-	11	(11)	-
Écart de conversion	-	9	2	11
À la clôture de l'exercice	(263)	(3 697)	(1 087)	(4 784)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	1 563	3 672	362	4 034
VALEUR NETTE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	1 563	3 615	364	3 979

	2006			
<i>(en millions d'euros)</i>	Écarts d'acquisition	Frais de développement	Logiciels et autres	Immobilisations incorporelles
Valeur brute				
À l'ouverture de l'exercice	1 827	5 824	1 265	7 089
Acquisitions et augmentations	-	882	102	984
Sorties	-	(8)	(8)	(16)
Changement de périmètre et autres	-	(34)	27	(7)
Écart de conversion	(1)	(13)	(4)	(17)
À la clôture de l'exercice	1 826	6 651	1 382	8 033
Amortissements et pertes de valeur				
À l'ouverture de l'exercice	(138)	(2 173)	(952)	(3 125)
Dotations	N/A	(704)	(70)	(774)
Pertes de valeur	(125)	(131)	-	(131)
Sorties	N/A	9	4	13
Changement de périmètre et autres	-	17	(4)	13
Écart de conversion	-	3	2	5
À la clôture de l'exercice	(263)	(2 979)	(1 020)	(3 999)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	1 689	3 651	313	3 964
VALEUR NETTE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	1 563	3 672	362	4 034

15.2. Détail des écarts d'acquisition à la clôture de l'exercice

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Valeur nette			
Faurecia	187	187	187
Activités de Faurecia :			
• Sièges d'automobiles	793	793	793
• Intérieur véhicule	-	247	239
• Bloc Avant	96	96	96
• Systèmes d'échappement	151	153	161
Peugeot Automotiv Pazarlama AS (Popas)	10	12	12
Crédipar	75	75	75
TOTAL	1 312	1 563	1 563

Les tests de perte de valeur sont commentés en Note 9.

Note 16 Immobilisations corporelles

(en millions d'euros)	2008						TOTAL
	Terrains et constructions	Matériel et outillages	Véhicules donnés en location ⁽²⁾	Matériel de transport et de maintenance	Agencements, installations et autres	Encours	
Valeur brute							
À l'ouverture de l'exercice	6 682	26 047	2 923	362	980	1 377	38 371
Acquisitions et augmentations ⁽¹⁾	237	1 685	-	27	33	189	2 171
Sorties	(99)	(846)	-	(30)	(50)	-	(1 025)
Changement de périmètre et autres	85	216	(115)	(25)	(18)	(276)	(133)
Écart de conversion	(95)	(197)	-	(4)	(8)	(45)	(349)
À la clôture de l'exercice	6 810	26 905	2 808	330	937	1 245	39 035
Amortissements et pertes de valeur							
À l'ouverture de l'exercice	(3 340)	(19 057)	(342)	(266)	(670)	-	(23 675)
Dotations	(281)	(1 949)	(87)	(24)	(52)	-	(2 393)
Pertes de valeur	(34)	(89)	-	-	-	-	(123)
Sorties	73	815	-	18	46	-	952
Changement de périmètre et autres	(15)	(11)	71	26	21	-	92
Écart de conversion	36	155	18	2	6	-	217
À la clôture de l'exercice	(3 561)	(20 136)	(340)	(244)	(649)	-	(24 930)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	3 342	6 990	2 581	96	310	1 377	14 696
VALEUR NETTE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	3 249	6 769	2 468	86	288	1 245	14 105

(en millions d'euros)	2007						
	Terrains et constructions	Matériel et outillages	Véhicules donnés en location ⁽²⁾	Matériel de transport et de manutention	Agencements, installations et autres	Encours	TOTAL
Valeur brute							
À l'ouverture de l'exercice	6 501	25 292	2 736	366	981	1 421	37 297
Acquisitions et augmentations ⁽¹⁾	240	1 451	-	22	37	238	1 988
Sorties	(102)	(863)	-	(27)	(46)	-	(1 038)
Changement de périmètre et autres	62	186	187	1	12	(270)	178
Écart de conversion	(19)	(19)	-	-	(4)	(12)	(54)
À la clôture de l'exercice	6 682	26 047	2 923	362	980	1 377	38 371
Amortissements et pertes de valeur							
À l'ouverture de l'exercice	(3 159)	(17 653)	(312)	(256)	(649)	-	(22 029)
Dotations	(261)	(2 037)	(76)	(26)	(72)	-	(2 472)
Pertes de valeur	(18)	(234)	-	-	-	-	(252)
Sorties	90	831	-	16	44	-	981
Changement de périmètre et autres	(4)	20	41	-	4	-	61
Écart de conversion	12	16	5	-	3	-	36
À la clôture de l'exercice	(3 340)	(19 057)	(342)	(266)	(670)	-	(23 675)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	3 342	7 639	2 424	110	332	1 421	15 268
VALEUR NETTE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	3 342	6 990	2 581	96	310	1 377	14 696

(en millions d'euros)	2006						
	Terrains et constructions	Matériel et outillages	Véhicules donnés en location ⁽²⁾	Matériel de transport et de manutention	Agencements, installations et autres	Encours	TOTAL
Valeur brute							
À l'ouverture de l'exercice	6 098	23 457	2 309	377	963	2 393	35 597
Acquisitions et augmentations ⁽¹⁾	529	2 767	-	29	83	(763)	2 645
Sorties	(115)	(1 063)	-	(33)	(20)	-	(1 231)
Changement de périmètre et autres	8	210	427	(6)	(39)	(223)	377
Écart de conversion	(19)	(79)	-	(1)	(6)	14	(91)
À la clôture de l'exercice	6 501	25 292	2 736	366	981	1 421	37 297
Amortissements et pertes de valeur							
À l'ouverture de l'exercice	(2 914)	(16 568)	(297)	(254)	(607)	-	(20 640)
Dotations	(297)	(1 930)	(47)	(26)	(84)	-	(2 384)
Pertes de valeur	(31)	(253)	-	-	-	-	(284)
Sorties	85	1 038	-	24	16	-	1 163
Changement de périmètre et autres	(9)	21	32	-	22	-	66
Écart de conversion	7	39	-	-	4	-	50
À la clôture de l'exercice	(3 159)	(17 653)	(312)	(256)	(649)	-	(22 029)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	3 184	6 889	2 012	123	356	2 393	14 957
VALEUR NETTE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	3 342	7 639	2 424	110	332	1 421	15 268

(1) Y compris immobilisations corporelles acquises en location financement.

(2) Le mouvement « Autres » du poste « Véhicules donnés en location » comprend les variations nettes de l'exercice (acquisitions diminuées des sorties), dans la mesure où pour l'essentiel ces mouvements n'engendrent pas de mouvement de trésorerie.

Les véhicules donnés en location comprennent les véhicules loués à des particuliers par les sociétés de location du groupe, et les véhicules vendus avec clause de rachat retraités selon les principes énoncés en Note 1.5. A.

Ils se ventilent comme suit :

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Véhicules sous clause de rachat	2 210	2 297	2 174
Véhicules donnés en location courte durée	258	284	250
TOTAL VALEUR NETTE	2 468	2 581	2 424

Note 17 Titres mis en équivalence

Les sociétés mises en équivalence sont très généralement des sociétés industrielles et commerciales qui ont pour objet de produire soit des pièces et équipements destinés à la construction automobile soit des véhicules complets.

17.1. Évolution de la valeur d'équivalence

(en millions d'euros)	2008	2007	2006
À l'ouverture de l'exercice	737	699	699
Dividendes et transferts de résultat	(20)	(2)	(3)
Quote-part du résultat net	57	48	20
Entrées en consolidation :			
• Dongfeng Peugeot Citroën Automobile Finance Company	-	-	12
• Jinan Qingqi Peugeot Motorcycles Co Ltd	7	-	-
• Sociétés du groupe Faurecia	-	3	3
Augmentation/(Diminution) de capital	(68)	-	1
Sorties	7	-	(3)
Écart de conversion	26	(11)	(30)
À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	746	737	699
Dont écart d'acquisition Dongfeng Peugeot Citroën Automobile	62	56	59

17.2. Quote-part des capitaux propres des sociétés mises en équivalence

(en millions d'euros)	Dernier % de détention	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Coopération avec Renault				
Française de Mécanique	50 %	21	22	49
Société de Transmissions Automatiques	20 %	3	3	3
Coopération avec Fiat				
Sevelnord	50 %	88	73	62
Gisevel	50 %	22	18	15
Sevelind	50 %	19	19	16
Sevel SpA	50 %	94	95	86
Coopération avec Toyota				
Toyota Peugeot Citroën Automobiles	50 %	85	137	118
Coopération avec Dongfeng				
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile (1)	50 %	347	303	288
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile Finance Company	25 %	14	12	12
Autres				
Autres hors Faurecia		13	10	10
Sociétés du groupe Faurecia		40	45	40
TOTAL		746	737	699

(1) Y compris 62 millions d'euros d'écart d'acquisition Dongfeng Peugeot Citroën Automobile.

17.3. Quote-part des résultats nets des sociétés mises en équivalence

(en millions d'euros)	Dernier % de détention	2008	2007	2006
Coopération avec Renault				
Française de Mécanique	50 %	(2)	(27)	(9)
Société de Transmissions Automatiques	20 %	-	-	-
Coopération avec Fiat				
Sevelnord	50 %	15	11	-
Gisevel	50 %	4	3	3
Sevelind	50 %	(1)	3	10
Sevel SpA	50 %	(1)	9	(21)
Coopération avec Toyota				
Toyota Peugeot Citroën Automobiles	50 %	29	14	13
Coopération avec Dongfeng				
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile	50 %	8	31	18
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile Finance Company	25 %	-	-	-
Autres				
Autres hors Faurecia		(3)	1	2
Sociétés du groupe Faurecia		8	3	4
TOTAL		57	48	20

17.4. Quote-part des éléments financiers caractéristiques des sociétés mises en équivalence

A. Information globale

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Capitaux employés			
Immobilisations corporelles	1 575	1 502	1 577
Besoin en fonds de roulement	(83)	(33)	(28)
Autres capitaux employés ⁽¹⁾	97	66	97
TOTAL	1 589	1 535	1 646
Investissements en immobilisations corporelles	379	215	408
Position financière nette			
Dettes à long et moyen terme	(300)	(409)	(625)
Autres éléments financiers	(543)	(389)	(322)
TOTAL	(843)	(798)	(947)

(1) Les principaux postes de bilan compris dans les autres capitaux employés au 31 décembre 2008 concernent des immobilisations incorporelles pour 160 millions d'euros et des provisions pour 96 millions d'euros.

B. Détail par société des éléments significatifs

(a) Capitaux employés

(en millions d'euros)	Dernier % de détention	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Coopération avec Renault				
Française de Mécanique	50 %	109	99	141
Société de Transmissions Automatiques	20 %	9	6	9
Coopération avec Fiat				
Sevelnord	50 %	112	157	164
Gisevel	50 %	24	24	25
Sevelind	50 %	18	18	14
Sevel SpA	50 %	340	367	366
Coopération avec Toyota				
Toyota Peugeot Citroën Automobiles	50 %	209	222	234
Coopération avec Dongfeng				
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile	50 %	728	594	628
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile Finance Company	25 %	14	12	12
Autres				
Autres hors Faurecia		4	(3)	2
Sociétés du groupe Faurecia		22	39	51
TOTAL		1 589	1 535	1 646

La hausse des capitaux employés provient à hauteur de 274 millions d'euros des investissements réalisés en 2008 chez Dongfeng Peugeot Citroën Automobile.

(b) Position financière nette

<i>(en millions d'euros)</i>	Dernier % de détention	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Coopération avec Renault				
Française de Mécanique	50 %	(88)	(77)	(92)
Société de Transmissions Automatiques	20 %	(6)	(3)	(6)
Coopération avec Fiat				
Sevelnord	50 %	(24)	(84)	(102)
Gisevel	50 %	(2)	(6)	(10)
Sevelind	50 %	1	1	2
Sevel SpA	50 %	(246)	(272)	(280)
Coopération avec Toyota				
Toyota Peugeot Citroën Automobiles	50 %	(124)	(85)	(116)
Coopération avec Dongfeng				
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile	50 %	(381)	(291)	(340)
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile Finance Company	25 %	-	-	-
Autres				
Autres hors Faurecia		9	13	8
Sociétés du groupe Faurecia		18	6	(11)
TOTAL		(843)	(798)	(947)

Note 18 Titres de participation

Les principes de comptabilisation et d'évaluation sont définis en Note 1.14. B (a).

18.1. Détail

(en millions d'euros)	Dernier % de détention	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Football Club de Sochaux Montbéliard	100 %	14	14	14
Peugeot Citroën Automotive China (consolidée à compter du 01/01/2007)	100 %	-	-	2
Peugeot Automobile Nigeria ⁽¹⁾	10 %	2	2	8
Citroën Romania (consolidée à compter du 01/01/2008)	100 %	-	4	-
Concessionnaires non consolidés		13	12	12
Gefco Hong Kong (consolidée à compter du 01/01/2007)	100 %	-	-	2
Granat	100 %	13	-	-
Jinan Qingqi Peugeot Motorcycles Co Ltd (consolidée à compter du 01/1/2008)	50 %	-	7	7
Banque PSA Finance Financiranje (consolidée à compter du 01/1/2008)	100 %	-	3	-
PSA Assurance SAS	100 %	9	-	-
Portefeuille du groupe Faurecia		2	2	1
Autres titres		8	6	7
TOTAL		61	50	53

(1) En janvier 2007, le Groupe a cédé 30 % du capital de la société Peugeot Automobile Nigeria, et conserve 10 % de participation.

18.2. Évolution

(en millions d'euros)	2008	2007	2006
Valeur brute			
À l'ouverture de l'exercice	67	78	88
Acquisitions et augmentations	37	10	31
Cessions	-	(11)	(1)
Changement de périmètre et autres	(17)	(9)	(40)
Écart de conversion	-	(1)	-
À la clôture de l'exercice	87	67	78
Provisions			
À l'ouverture de l'exercice	(17)	(25)	(42)
Dotations	(12)	(1)	(6)
Cessions	-	5	1
Changement de périmètre et autres	3	3	22
Écart de conversion	-	1	-
À la clôture de l'exercice	(26)	(17)	(25)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	50	53	46
VALEUR NETTE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	61	50	53

Note 19 Autres actifs financiers non courants

Les principes de comptabilisation et d'évaluation sont définis en Note 1.14. B (b) pour les prêts et créances, en Note 1.14. B (c1) pour les titres de placement « disponibles à la vente », en Note 1.14. B (c2) pour les titres de placement « comptabilisés selon l'option juste valeur », et en Note 1.14. D pour les instruments dérivés.

(en millions d'euros)	2008				
	Prêts et créances	Titres de placement		Instruments dérivés	TOTAL
		« disponibles à la vente »	« comptabilisés selon option juste valeur »		
Valeur brute					
À l'ouverture de l'exercice	227	254	724	59	1 264
Acquisitions et augmentations	18	-	43	-	61
Cessions	-	-	(97)	-	(97)
Revalorisations	-	(150)	(27)	164	(13)
Transferts en actifs financiers courants ⁽¹⁾	(14)	-	(224)	-	(238)
Conversion et variation de périmètre	-	-	(3)	-	(3)
À la clôture de l'exercice	231	104	416	223	974
Provisions					
À l'ouverture de l'exercice	(96)	-	-	-	(96)
Dotations nettes de l'exercice	(9)	-	-	-	(9)
À la clôture de l'exercice	(105)	-	-	-	(105)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	131	254	724	59	1 168
VALEUR NETTE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	126	104	416	223	869

(1) Les titres de placement « comptabilisés selon l'option juste valeur » transférés en actifs financiers courants correspondent à des titres de créances négociables dont l'échéance à fin 2008 était inférieure à un an.

La valeur des titres disponibles à la vente comprend une plus-value latente de 40 millions d'euros à la clôture (191 millions d'euros à l'ouverture).

(en millions d'euros)	2007				
	Prêts et créances	Titres de placement		Instruments dérivés	TOTAL
		« disponibles à la vente »	« comptabilisés selon option juste valeur »		
Valeur brute					
À l'ouverture de l'exercice	216	283	797	165	1 461
Acquisitions et augmentations	21	-	262	-	283
Cessions	-	-	(31)	(2)	(33)
Revalorisations	-	(29)	(1)	(104)	(134)
Transferts en actifs financiers courants ⁽¹⁾	(10)	-	(295)	-	(305)
Conversion et variation de périmètre	-	-	(8)	-	(8)
À la clôture de l'exercice	227	254	724	59	1 264
Provisions					
À l'ouverture de l'exercice	(93)	-	-	-	(93)
Dotations nettes de l'exercice	(3)	-	-	-	(3)
À la clôture de l'exercice	(96)	-	-	-	(96)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	123	283	797	165	1 368
VALEUR NETTE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	131	254	724	59	1 168

(1) Les titres de placement « comptabilisés selon l'option juste valeur » transférés en actifs financiers courants correspondent à des titres de créances négociables dont l'échéance à fin 2007 était inférieure à un an.

La valeur des titres disponibles à la vente comprend une plus-value latente de 191 millions d'euros à la clôture (218 millions d'euros à l'ouverture).

(en millions d'euros)	2006				TOTAL
	Prêts et créances	Titres de placement		Instruments dérivés	
		« disponibles à la vente »	« comptabilisés selon option juste valeur »		
Valeur brute					
À l'ouverture de l'exercice	220	263	1 174	410	2 067
Acquisitions et augmentations	16	-	475	-	491
Cessions	(7)	(30)	(82)	(82)	(201)
Revalorisations	-	50	(8)	(163)	(121)
Transferts en actifs financiers courants ⁽¹⁾	(13)	-	(762)	-	(775)
Conversion et variation de périmètre	-	-	-	-	-
À la clôture de l'exercice	216	283	797	165	1 461
Provisions					
À l'ouverture de l'exercice	(81)	-	-	-	(81)
Dotations nettes de l'exercice	(12)	-	-	-	(12)
À la clôture de l'exercice	(93)	-	-	-	(93)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	139	263	1 174	410	1 986
VALEUR NETTE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	123	283	797	165	1 368

(1) Les titres de placement « comptabilisés selon l'option juste valeur » transférés en actifs financiers courants correspondent à des titres de créances négociables dont l'échéance à fin 2006 était inférieure à un an.

La valeur des titres disponibles à la vente comprend une plus-value latente de 218 millions d'euros à la clôture (172 millions d'euros à l'ouverture).

Note 20 Autres actifs non courants

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Excédents versés sur engagements de retraite (Note 30)	2	3	3
Dépôts de garantie et autres	151	124	94
TOTAL	153	127	97

Note 21 Prêts et créances des activités de financement

Les principes de comptabilisation et d'évaluation sont définis en Note 1.14. B (d).

21.1. Analyse des créances

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Encours net de crédit et autres créances			
Vente à crédit	9 646	10 550	10 694
Location longue durée	4 600	4 031	3 525
Location avec option d'achat	2 591	2 295	2 236
Autres créances	842	760	685
Dépôts de garantie activité location	(59)	(57)	(73)
Total encours net de crédit et autres créances	17 620	17 579	17 067
Encours net de financement de stock aux réseaux de distribution			
Financement aux réseaux	4 427	5 689	5 727
Dépôts de garantie activité de financement de stock aux réseaux	(57)	(83)	(77)
Total encours net de financement de stock aux réseaux de distribution	4 370	5 606	5 650
Comptes ordinaires	188	168	116
Éléments intégrés au coût amorti des prêts et créances sur la « Clientèle finale »	105	103	66
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	212	(63)	(97)
Éliminations	(136)	(170)	(99)
TOTAL	22 359	23 223	22 703

Les créances sur la clientèle finale représentent les crédits accordés aux clients des marques Peugeot et Citroën, par les sociétés de financement, pour l'acquisition de véhicules automobiles.

Les crédits aux réseaux de distribution comprennent les créances des sociétés des marques Peugeot et Citroën sur leurs réseaux de concessionnaires et certains importateurs européens, cédées aux sociétés de financement du groupe, et les crédits accordés par ces dernières aux réseaux, pour financer leur besoin en fonds de roulement.

Les crédits à la clientèle finale comprennent 4 312 millions d'euros de créances de financement automobile titrisées non décomptabilisées au 31 décembre 2008 (3 823 millions d'euros au 31 décembre 2007 et 2 311 millions d'euros au 31 décembre 2006) : le groupe Banque PSA Finance a procédé à plusieurs opérations de titrisation par l'intermédiaire d'un Fonds Commun de Créances (FCC) à compartiments « Auto ABS » créé en juin 2001 et d'un véhicule de loi italienne « Auto ABS S.r.l. »

créé en juillet 2007. Le 30 juillet 2008, la succursale allemande de Banque PSA Finance a cédé 1 milliard d'euros de créances de financement automobile au compartiment 2008-1 du Fonds Commun de Créances Auto ABS. Le compartiment a émis des obligations prioritaires notées AAA/Aaa (970 millions d'euros), des obligations subordonnées notées A/Aa3 (30 millions d'euros) et des parts résiduelles souscrites par la succursale allemande de Banque PSA Finance (10 000 euros).

Les compartiments du FCC et du véhicule de loi italienne constituent des entités ad hoc, consolidées par intégration globale, dans la mesure où les revenus des parts et obligations résiduelles revenant aux filiales de Banque PSA Finance comprennent l'essentiel des risques (principalement le coût du risque) et des avantages (le résultat opérationnel courant des entités ad hoc).

Le montant inscrit au passif en titres émis, correspondant à ces opérations de titrisation, est présenté en Note 33 « Dettes des activités de financement ».

21.2. Créances cédées par la division Automobile

L'encours des créances de la division Automobile cédées aux sociétés de financement dont elle prend en charge le coût de financement, s'élevait à la fin de l'exercice à :

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
	2 347	3 459	3 318

Les coûts de financement correspondant aux créances cédées sont inscrits dans les « Frais Généraux et Commerciaux » des activités industrielles et commerciales pour :

(en millions d'euros)	2008	2007	2006
	(276)	(255)	(182)

21.3. Échéanciers des prêts et créances

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
0 à 3 mois	2 561	2 483	2 419
3 mois à 1 an	5 093	4 620	4 706
1 à 5 ans	9 947	10 587	10 179
+ 5 ans	375	199	173
Total encours brut de crédit et autres créances	17 976	17 889	17 477
Dépôts de garantie activité location	(59)	(57)	(73)
Dépréciations	(297)	(253)	(337)
TOTAL ENCOURS NET DE CRÉDIT ET AUTRES CRÉANCES	17 620	17 579	17 067

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
0 à 3 mois	2 489	2 855	3 562
3 mois à 1 an	1 531	2 851	2 178
1 à 5 ans	410	-	-
+ 5 ans	17	-	-
Total encours brut de financement de stock aux réseaux de distribution	4 447	5 706	5 740
Dépôts de garantie activité location	(58)	(83)	(77)
Dépréciations	(19)	(17)	(13)
TOTAL ENCOURS NET DE FINANCEMENT DE STOCK AUX RÉSEAUX DE DISTRIBUTION	4 370	5 606	5 650

21.4. Provisions pour dépréciation des créances

Encours net de crédit et autres créances

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Créances saines sans impayés	17 016	17 056	16 584
Créances saines avec impayés	452	418	413
Créances douteuses	508	415	480
Total encours brut de crédit et autres créances	17 976	17 889	17 477
Dépôts de garantie	(59)	(57)	(73)
Dépréciations créances saines avec impayés	(43)	(46)	(50)
Dépréciations créances douteuses	(254)	(207)	(287)
Dépréciations	(297)	(253)	(337)
TOTAL ENCOURS NET DE CRÉDIT ET AUTRES CRÉANCES	17 620	17 579	17 067
Dotations aux provisions	(113)	(59)	(90)
Reprises pour utilisation	63	142	67

Encours net de financement de stock aux réseaux de distribution

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Créances saines sans impayés	4 364	5 671	5 706
Créances douteuses	83	35	34
Total encours brut de financement de stock aux réseaux de distribution	4 447	5 706	5 740
Dépôts de garantie	(58)	(83)	(77)
Dépréciations créances douteuses	(19)	(17)	(13)
TOTAL ENCOURS NET DE FINANCEMENT DE STOCK AUX RÉSEAUX DE DISTRIBUTION	4 370	5 606	5 650
Dotations aux provisions	(24)	(13)	(7)
Reprises pour utilisation	21	10	8

Note 22 Titres de placement des activités de financement

Les principes de comptabilisation et d'évaluation sont définis en Note 1.14. B (c2).

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Parts d'OPCVM et titres de créances négociables ⁽¹⁾	450	2 635	2 352
Autres titres de placement	732	675	466
TOTAL	1 182	3 310	2 818

(1) Ce poste constitue une partie de la réserve de liquidité de Banque PSA Finance qui s'élèvent à 1 176 millions d'euros (cf. Note 27.2). Les placements sont réalisés exclusivement à court terme, à hauteur de 250 millions d'euros sur des OPCVM monétaires bénéficiant d'une garantie de capital et de rendement et à hauteur de 200 millions d'euros sur des certificats de dépôts bancaires.

Note 23 Stocks

(en millions d'euros)	31/12/2008			31/12/2007		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Matières premières et approvisionnements	789	(136)	653	853	(137)	716
Produits semi-ouvrés et encours	676	(46)	630	781	(48)	733
Marchandises et véhicules d'occasion	2 016	(314)	1 702	1 614	(146)	1 468
Produits finis et pièces de rechange	4 952	(180)	4 772	4 158	(162)	3 996
TOTAL	8 433	(676)	7 757	7 406	(493)	6 913

(en millions d'euros)	31/12/2006		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Matières premières et approvisionnements	936	(158)	778
Produits semi-ouvrés et encours	793	(47)	746
Marchandises et véhicules d'occasion	1 476	(137)	1 339
Produits finis et pièces de rechange	4 123	(160)	3 963
TOTAL	7 328	(502)	6 826

Le détail de l'évolution du poste est donné en Note 35.

Note 24 Clients des activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Clients et effets en portefeuille	2 153	3 004	3 172
Provisions pour créances douteuses	(152)	(147)	(129)
Position aux bornes des activités industrielles et commerciales	2 001	2 857	3 043
Élimination des opérations avec les activités de financement	(146)	(157)	(193)
TOTAL	1 855	2 700	2 850

Le détail de l'évolution du poste est donné en Note 35.

Les créances sur les concessionnaires de l'activité automobile, cédées aux sociétés de financement du Groupe sont exclues de ce poste et figurent au bilan consolidé à la rubrique « Prêts et créances des activités de financement » (Note 21.2).

Par ailleurs, en décembre 2002, Faurecia a conclu une convention de cession de créances commerciales avec l'une de ses banques, avec un recours limité à un dépôt subordonné, pour une durée d'un

an, renouvelable jusqu'en novembre 2012. L'encours de créances cédées et décomptabilisées s'élève à 88 millions d'euros au 31 décembre 2008 (128 millions d'euros au 31 décembre 2007 et 188 millions d'euros au 31 décembre 2006). Le dépôt subordonné inscrit en diminution de la dette financière de Faurecia s'élève à 22 millions d'euros au 31 décembre 2008 (28 millions d'euros au 31 décembre 2007 et 79 millions d'euros au 31 décembre 2006).

Note 25 Autres débiteurs

25.1. Activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
États et collectivités publiques hors impôts sur les sociétés	1 031	1 034	1 038
Personnel	64	88	103
Fournisseurs débiteurs	159	180	194
Instruments dérivés ⁽¹⁾	249	64	13
Charges constatées d'avance	108	117	82
Débiteurs divers	286	299	289
TOTAL	1 897	1 782	1 719

(1) Ce poste correspond à la juste valeur des instruments acquis par le Groupe pour se prémunir contre les risques de change sur ses créances et dettes d'exploitation réalisées ou planifiées. L'échéancier de ces instruments est indiqué dans la Note 37 « Gestion des risques de marché ».

25.2. Activités de financement

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
États et collectivités publiques hors impôts sur les sociétés	35	26	32
Instruments dérivés ⁽¹⁾	526	246	236
Comptes de régularisation	165	201	87
Débiteurs divers	302	299	262
TOTAL	1 028	772	617

(1) Ce poste correspond à la juste valeur des instruments acquis par le Groupe pour se prémunir essentiellement contre les risques de taux sur les dettes et créances de financement. L'échéancier de ces instruments est indiqué dans la Note 37 « Gestion des risques de marché ».

Note 26 Actifs financiers courants

Les principes de comptabilisation et d'évaluation sont définis en Note 1.14. B (b) pour les prêts et créances, (c1) pour les titres de placement « disponibles à la vente », (c2) pour les titres de placement « comptabilisés selon l'option juste valeur », et en Note 1.14. D pour les instruments dérivés.

(en millions d'euros)	2008				TOTAL
	Prêts et créances	Titres de placement		Instruments dérivés	
« disponibles à la vente »		« comptabilisés selon option juste valeur »			
À l'ouverture de l'exercice	497	-	948	38	1 483
Acquisitions et augmentations	122	-	-	4	126
Cessions	(399)	-	(921)	-	(1 320)
Revalorisations	-	-	(2)	(18)	(20)
Transferts ⁽¹⁾	14	-	224	-	238
Conversion et variation de périmètre	8	-	-	-	8
À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	242	-	249	24	515

(1) Les titres de placement comptabilisés selon l'option juste valeur transférés en actifs financiers courants correspondent à des titres de créances négociables dont l'échéance à fin 2008 était inférieure à un an.

En 2008, la baisse de la valeur des prêts et créances courants est due au remboursement des prêts du GIE PSA Trésorerie pour un montant de 300 millions d'euros. La baisse des titres de placements est due à la cession d'OPCVM pour 652 millions d'euros et à l'amortissement total de titres EMTN (Euro Medium Term Note) pour 270 millions d'euros.

<i>(en millions d'euros)</i>	2007				
	Prêts et créances	Titres de placement		Instruments dérivés	TOTAL
		« disponibles à la vente »	« comptabilisés selon option juste valeur »		
À l'ouverture de l'exercice	171	-	918	43	1 132
Acquisitions et augmentations	397	-	651	-	1 048
Cessions	(79)	-	(912)	-	(991)
Revalorisations	-	-	(4)	(5)	(9)
Transferts ⁽¹⁾	10	-	295	-	305
Conversion et variation de périmètre	(2)	-	-	-	(2)
À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	497	-	948	38	1 483

(1) Les titres de placement comptabilisés selon l'option juste valeur transférés en actifs financiers courants correspondent à des titres de créances négociables dont l'échéance à fin 2007 était inférieure à un an.

<i>(en millions d'euros)</i>	2006				
	Prêts et créances	Titres de placement		Instruments dérivés	TOTAL
		« disponibles à la vente »	« comptabilisés selon option juste valeur »		
À l'ouverture de l'exercice	176	41	971	26	1 214
Acquisitions et augmentations	54	-	300	-	354
Cessions	(69)	(41)	(1 113)	-	(1 223)
Revalorisations	-	-	(2)	17	15
Transferts ⁽¹⁾	10	-	762	-	772
Conversion et variation de périmètre	-	-	-	-	-
À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	171	-	918	43	1 132

(1) Les titres de placement comptabilisés selon l'option juste valeur transférés en actifs financiers courants correspondent à des titres de créances négociables dont l'échéance à fin 2006 était inférieure à un an.

Note 27 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Celle-ci, telle que définie dans la Note 1.14. B (e), comprend :

27.1. Activités industrielles et commerciales

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Parts d'OPCVM et titres de créances négociables	1 135	4 115	5 197
Comptes courants bancaires et caisses	905	1 070	1 142
Total activités industrielles et commerciales	2 040	5 185	6 339
Part déposée auprès des activités de financement	(90)	(149)	(292)
TOTAL	1 950	5 036	6 047

Au 31 décembre 2008, les placements sont composés à hauteur de 356 millions d'euros d'OPCVM monétaires bénéficiant d'une garantie de capital et de rendement, de 147 millions d'euros de certificats de dépôts à court terme et pour 404 millions d'euros de bons monétaires au jour le jour.

27.2. Activités de financement

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Créances sur établissements de crédit ⁽¹⁾	1 271	921	578
Comptes courants des banques centrales et valeurs reçues à l'encaissement	9	22	42
TOTAL	1 280	943	620

(1) Au 31 décembre 2008, ce poste comprend 718 millions d'euros de prêts interbancaires qui constituent une partie des 1 176 millions d'euros de réserve de liquidité de Banque PSA Finance (cf. Note 22).

Note 28 Capitaux propres

28.1. Politique de gestion du capital

La gestion des capitaux propres concerne les capitaux propres tels que définis par les normes IFRS. Elle consiste essentiellement à décider du niveau de capital actuel ou futur ainsi que de la distribution de dividendes.

Les capitaux propres se décomposent en part des minoritaires et part du groupe.

La part des minoritaires est principalement constituée de la part des actionnaires hors-groupe de Faurecia. Elle varie essentiellement en fonction des évolutions des réserves du groupe Faurecia (résultat net et réserves de conversion, notamment) et pourrait évoluer de façon exceptionnelle en cas d'achats, de cessions ou

de toute autre opération volontaire en capital de Peugeot S.A. sur Faurecia. Le pourcentage d'intérêt du groupe dans Faurecia est stable depuis 2001.

Les capitaux propres part du Groupe comprennent le capital social de Peugeot S.A., diminué des titres d'autocontrôle détenus, ainsi que les réserves et résultats accumulés par les différents secteurs d'activité du groupe.

La gestion des capitaux propres vise à sécuriser les ressources permanentes du Groupe et à optimiser le coût du capital. On constate que le niveau de capitaux propres consolidés est proche des capitaux employés :

(en millions d'euros)	2008	2007	2006
Capitaux employés (Note 39.1.)	16 173	13 159	14 131
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	13 277	14 555	14 106

Les capitaux propres de la société mère du Groupe ne sont soumis à aucune contrainte externe (absence d'engagements contractuels dits « covenants financiers »). En revanche, les capitaux propres de sa banque, Banque PSA Finance, doivent respecter les ratios prudentiels imposés par la réglementation bancaire, et ceux de Faurecia rentrent en ligne de compte dans le calcul de ratios financiers minima imposés pour l'utilisation de ses lignes de crédit bancaire. Tous ces ratios sont respectés au 31 décembre 2008.

Au 31 décembre 2008, le capital du Groupe est détenu à hauteur de 30,3 % par le groupe familial Peugeot, correspondant à un droit de vote effectif de 45,5 % et un droit de vote théorique de 44 % en cas de levée de toutes les options d'achats.

Le Groupe mène une politique de rachat de titres d'autocontrôle en vue :

- soit de réduire le capital de la société ;
- soit d'attribuer des actions à des salariés, dirigeants ou mandataires sociaux de la société ou de sociétés ou groupements qui lui sont liés lors de l'exercice d'options d'achat d'actions ;
- soit de remettre des actions dans le cadre d'opérations financières donnant accès au capital.

Afin de couvrir ses besoins au titre des plans d'attribution de stock-options, le Groupe procède à des rachats d'actions durant la période de fixing du cours d'exercice des options. Par ailleurs, des achats sont faits en fonction des opportunités offertes sur les marchés et uniquement lorsque la trésorerie du Groupe le permet. Les rachats effectués en 2007 étaient essentiellement destinés à couvrir les plans d'attribution de stock-options.

28.2. Composition et évolution du capital

Conformément aux autorisations accordées par l'Assemblée Générale du 28 mai 2008, le Directoire de Peugeot S.A. a décidé le 17 juillet 2008 l'annulation de 231 500 actions du capital social.

Le capital au 31 décembre 2008 est fixé à 234 048 798 euros, divisé en actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune. Il est

entièrement libéré. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. Conformément à l'article 11 des statuts, toutes les actions inscrites depuis quatre ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double.

(en euros)	2008	2007	2006
Capital en début d'exercice	234 280 298	234 618 266	234 618 266
Annulations de titres	(231 500)	(337 968)	-
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE	234 048 798	234 280 298	234 618 266

28.3. Options d'achat d'actions par certains salariés

A. Caractéristiques des plans

Le Directoire de Peugeot S.A. a consenti, chaque année depuis 1999, au profit de certains membres du personnel salarié et de certains dirigeants et mandataires sociaux de la société et de ses filiales, des plans d'achat d'actions à prix unitaire convenu. Compte tenu de la division du nominal des actions en 2001, les caractéristiques actuelles de ces plans sont les suivantes :

	Date de décision du Directoire	Date de maturité	Date d'expiration	Nombre de bénéficiaires à l'origine	Prix d'exercice en euros	Nombre d'options accordées
Plan 1999	31/03/1999	31/03/2001	31/03/2007	97	20,83	462 900
Plan 2000	05/10/2000	05/10/2002	04/10/2008	154	35,46	709 200
Plan 2001	20/11/2001	20/11/2004	19/11/2008	147	46,86	798 600
Plan 2002	20/08/2002	20/08/2005	20/08/2009	178	46,28	860 100
Plan 2003	21/08/2003	21/08/2006	20/08/2011	184	39,09	996 500
Plan 2004	24/08/2004	24/08/2007	23/08/2012	182	47,59	1 004 000
Plan 2005	23/08/2005	23/08/2008	22/08/2013	169	52,37	953 000
Plan 2006	23/08/2006	23/08/2009	22/08/2014	92	41,14	983 500
Plan 2007	22/08/2007	22/08/2010	21/08/2015	169	60,43	1 155 000
PLAN 2008	22/08/2008	22/08/2011	19/08/2016	194	33,08	1 345 000

Au 31 décembre 2008, le cours de l'action est de 12,15 euros.

B. Évolution du nombre d'options en cours de validité

Pour l'ensemble de ces plans, l'évolution du nombre d'options (actions de 1 euro) en cours de validité est la suivante :

(en nombre d'options)	2008	2007	2006
Total à l'ouverture de l'exercice	5 866 214	6 078 007	5 274 725
Options distribuées	1 345 000	1 155 000	983 500
Options levées	(23 000)	(1 348 793)	(178 218)
Options radiées	(93 200)	(18 000)	(2 000)
Options non exercées à l'échéance	(567 107)	-	-
TOTAL À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	6 527 907	5 866 214	6 078 007
Dont options pouvant être exercées	3 098 907	2 811 714	3 146 507

Le détail du total à la clôture est le suivant :

<i>(en nombre d'options)</i>	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Plan 1999	-	-	114 930
Plan 2000	-	191 607	463 077
Plan 2001	-	394 200	726 900
Plan 2002	525 300	534 300	849 100
Plan 2003	689 107	712 607	992 500
Plan 2004	963 000	979 000	995 000
Plan 2005	919 000	931 000	953 000
Plan 2006	945 500	968 500	983 500
Plan 2007	1 141 000	1 155 000	-
PLAN 2008	1 345 000	-	-

C. Valorisation moyenne pondérée des options et des actions attachées

<i>(en euros)</i>	2008	
	Prix d'exercice de l'option	Valeur de l'action
Valeur à l'ouverture de l'exercice	48,3	
Options distribuées	33,1	33,3
Options levées	37,3	48,9
Options radiées	47,3	23,0
Options non exercées à l'échéance	43,2	17,6
VALEUR À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	45,7	

D. Valorisation des plans

Conformément aux principes énoncés en Note 1.19, les plans accordés postérieurement au 7 novembre 2002 ont été évalués comme suit :

(en millions d'euros)	Plan 2008	Plan 2007	Plan 2006	Plan 2005	Plan 2004	Plan 2003	TOTAL
Valorisation initiale							
Peugeot S.A.	13	22	9	9	14	12	79
Faurecia	2	4	3	4	5	-	18
TOTAL	15	26	12	13	19	12	97
Charge de l'exercice 2008							
Peugeot S.A.	2	9	3	2	-	-	16
Faurecia	1	1	-	1	1	-	4
TOTAL	3	10	3	3	1	-	20
Hypothèses							
Peugeot S.A.							
Prix de l'action à la date d'attribution (en euros)	33,26	60,70	42,92	51,80	48,70	41,60	
Volatilité	40 %	32 %	27 %	25 %	39 %	39 %	
Taux zéro coupon	4,52 %	4,57 %	3,75 %	2,76 %	3,12 %	3,12 %	
Prix d'exercice (en euros)	33,08	60,43	41,14	52,37	47,59	39,09	
Durée de l'option (en années) ⁽¹⁾	6	6	4	4	4	4	
Taux de dividende	4,51 %	2,30 %	3,15 %	2,75 %	2,75 %	2,75 %	
Juste valeur de l'option (en euros)	9,54	18,65	8,94	8,94	13,82	12,30	
Faurecia							
Prix de l'action à la date d'attribution (en euros)	33,1	56,15	53,15	62,05	58,45		
Volatilité	30 %	30 %	30 %	40 %	40 %		
Taux zéro coupon	3,86 %	4,41 %	3,50 %	2,93 %	3,33 %		
Prix d'exercice (en euros)	33,78	53,19	53,80	63,70	58,18		
Durée de l'option (en années) ⁽¹⁾	4	6	4	4	4		
Taux de dividende	0,00 %	0,00 %	1,50 %	2,00 %	2,00 %		
Juste valeur de l'option (en euros)	12,07	22,78	13,13	20,40	18,61		

(1) La durée de l'option représente la durée moyenne d'exercice constatée. Jusqu'en 2006, la durée moyenne d'exercice était réputée correspondre à la période d'indisponibilité fiscale.

28.4. Titres d'autocontrôle

Dans le cadre des autorisations données par les Assemblées Générales ordinaires, des actions de la société Peugeot S.A. ont été rachetées par le groupe.

La part du capital social détenu a évolué de la façon suivante :

A. Nombre d'actions détenues

(en nombre d'actions)	Autorisations		Réalizations	
		2008	2007	2006
Détentions à l'ouverture		6 097 714	6 534 475	5 612 693
Achat d'actions				
Assemblée Générale ordinaire du 24 mai 2006	23 000 000	-	-	1 100 000
Assemblée Générale ordinaire du 23 mai 2007	16 000 000		1 250 000	-
Assemblée Générale ordinaire du 28 mai 2008	17 000 000	1 345 000		-
Annulation d'actions				
Assemblée Générale extraordinaire du 23 mai 2007	10 % du capital		(337 968)	-
Assemblée Générale extraordinaire du 28 mai 2008	10 % du capital	(231 500)		-
Ventes d'actions				
Levées d'options d'achat		(23 000)	(1 348 793)	(178 218)
DÉTENTIONS À LA CLÔTURE		7 188 214	6 097 714	6 534 475
Couverture des plans d'options en cours (Note 28.3.B)		6 527 907	5 866 214	6 078 007
Couverture des plans d'options futurs		660 307	-	-
Actions destinées à être annulées		-	231 500	456 468

B. Évolution en valeur

(en millions d'euros)	2008	2007	2006
À l'ouverture de l'exercice	(271)	(261)	(220)
Acquisitions de l'exercice	(44)	(76)	(45)
Annulation de titres	11	17	-
Levées d'options d'achat	1	49	4
À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	(303)	(271)	(261)

28.5. Réserves et résultats nets consolidés - Part du groupe

Les différents éléments constituant les réserves consolidées, qui comprennent le résultat de l'exercice, sont les suivants :

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Réserve légale de Peugeot S.A.	28	28	28
Autres réserves et résultats sociaux de Peugeot S.A.	6 583	6 890	6 689
Autres réserves et résultats consolidés	6 601	7 364	7 027
TOTAL	13 212	14 282	13 744

Les autres réserves et résultats sociaux de Peugeot S.A. comprennent :

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Réserves distribuables			
Libres d'impôt sur les sociétés	5 515	5 822	5 621
Après déduction d'un complément d'impôt ⁽¹⁾	1 068	1 068	1 068
TOTAL	6 583	6 890	6 689
Impôt dû sur distribution	169	169	169

(1) Il s'agit de la part de la réserve des plus-values à long terme que le Groupe n'a pas décidé de transférer avant le 31 décembre 2006, et qui reste soumise à l'imposition complémentaire.

28.6. Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires concernent essentiellement les actionnaires de Faurecia ainsi que ceux de certaines de ses filiales.

Note 29 Provisions courantes et non courantes

29.1. Provisions non courantes

A. Détail par nature

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Retraites (Note 30.1)	699	885	1 063
Départs anticipés de certains salariés	55	92	152
Personnel hors retraites	118	120	126
Risques véhicules hors d'usage	17	30	59
Autres	11	5	6
TOTAL	900	1 132	1 406

B. Évolutions

(en millions d'euros)	2008	2007	2006
À l'ouverture de l'exercice	1 132	1 406	1 544
Variations par résultat			
Dotations	125	108	121
Utilisations	(226)	(236)	(227)
Reprises de provisions	(54)	(102)	(37)
	(155)	(230)	(143)
Autres variations			
Écart de conversion	(83)	(42)	7
Variation de périmètre et autres	6	(2)	(2)
TOTAL À LA CLÔTURE	900	1 132	1 406

Les reprises de provisions portent essentiellement sur les retraites et sont liées au dispositif d'adaptation des effectifs (Note 9.4).

29.2. Provisions courantes

A. Détail par nature

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Garantie ⁽¹⁾	939	1 246	1 093
Litiges	107	99	103
Restructuration	419	305	265
Pertes futures sur contrats	26	46	16
Contrats de ventes avec clause de rachat (buy-back)	112	44	26
Autres	477	421	282
TOTAL	2 080	2 161	1 785

(1) La provision pour garantie concerne notamment les ventes de véhicules neufs, dont la durée contractuelle est généralement de deux ans. Elle est comptabilisée à hauteur des appels en garantie prévus ; le remboursement attendu au titre des recours fournisseurs est comptabilisé à l'actif en « débiteurs divers » (Note 25).

B. Évolutions

(en millions d'euros)	2008	2007	2006
À l'ouverture de l'exercice	2 161	1 785	1 635
Variations par résultat			
Dotations	1 470	1 725	1 436
Utilisations	(1 041)	(1 174)	(1 186)
Reprises de provisions	(424)	(149)	(78)
	5	402	172
Autres variations			
Écart de conversion	(88)	(30)	(6)
Variation de périmètre et autres	2	4	(16)
TOTAL À LA CLÔTURE	2 080	2 161	1 785

La baisse constatée des dépenses de garantie a permis, sur la base d'une expérience confirmée, de reprendre en 2008 la provision à hauteur de 403 millions d'euros.

Note 30 Engagements de retraites et assimilés

30.1. Engagements de retraites

A. Description des régimes

Les salariés du Groupe bénéficient dans certains pays de compléments de retraites qui sont versés annuellement aux retraités ou d'indemnités de départ à la retraite qui sont versées en une fois au moment du départ à la retraite. Le Groupe offre ces avantages à travers, soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies. Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de ses cotisations. La charge correspondant aux cotisations versées est prise en compte en résultat sur l'exercice. Pour les régimes à prestations définies, les principaux pays concernés sont la France et le Royaume-Uni.

En France, les régimes à prestations définies, encore en vigueur, concernent les indemnités de départ en retraite prévues par les conventions collectives, le régime de retraites complémentaires des ingénieurs et cadres pour la partie non externalisée en 2002 qui garantit un niveau de retraites, tous régimes confondus égal au maximum à 60 % des derniers salaires (300 actifs et 2 700 allocataires) et le régime de l'ancienne filiale du groupe Chrysler en France (Talbot), régime fermé en 1981 qui couvre 4 000 actifs et 14 900 allocataires à fin 2008.

Les membres des organes de Direction bénéficient également d'un régime de retraite complémentaire, à deux conditions : la première est d'avoir occupé pendant une durée minimum des

fonctions de membre des organes de Direction ; la deuxième est d'achever sa carrière au sein de l'entreprise. Ce régime garantit un niveau de retraite, tous régimes confondus (régimes légaux et complémentaires) fonction de l'ancienneté dans le Groupe et au maximum égal à 50 % du salaire de référence déterminé sur la base des trois meilleures années au cours des cinq dernières années d'activité, avec droit à réversion au profit du conjoint.

Au Royaume-Uni, il existe quatre régimes à prestations définies gérés dans le cadre de « trusts ». Ces régimes sont fermés aux salariés embauchés postérieurement à mai 2002. Ils couvrent au 31 décembre 2008, 24 000 bénéficiaires dont 1 700 actifs, 10 600 anciens salariés et 11 700 allocataires et garantissent un niveau de retraites qui équivaut au maximum à 66 % des derniers salaires.

B. Hypothèses retenues

Les taux utilisés au cours des trois derniers exercices pour l'évaluation des engagements de retraite à la clôture sont les suivants :

	Zone euro	Royaume-Uni
Taux d'actualisation		
2008	5,50 %	6,00 %
2007	5,25 %	5,75 %
2006	4,50 %	5,10 %
Taux d'inflation		
2008	2,00 %	3,00 %
2007	2,00 %	3,10 %
2006	2,00 %	2,80 %
Taux de rendement attendu		
2008	5,25 %	7,00 %
2007	6,00 %	7,00 %
2006	6,00 %	7,00 %

À chaque clôture, le Groupe détermine son taux d'actualisation sur la base des taux les plus représentatifs du rendement des obligations d'entreprises de première catégorie avec une durée équivalente à celle de ses engagements.

Les hypothèses de taux d'augmentation des salaires correspondent, pour chaque pays, à la somme des hypothèses d'inflation et de prévisions d'augmentations individuelles. En France, l'hypothèse retenue est une augmentation de l'inflation plus 1,0 % pour 2009, et de l'inflation plus 0,5 % pour les années suivantes. Au Royaume-Uni, l'hypothèse retenue est une augmentation de l'inflation plus 1,5 %.

Le dispositif de retraite sur-complémentaire dont bénéficient les cadres du groupe Faurecia en France est constitué :

- d'un régime à cotisations définies relatif aux tranches A et B du salaire et dont le taux de cotisation varie en fonction de l'ancienneté du salarié au sein de Faurecia ;
- d'un régime à prestations définies relatif à la tranche C du salaire.

Les droits résultant d'un ancien dispositif à prestations définies ont toutefois été maintenus pour certaines populations (cadres ayant plus de 53 ans et 10 ans d'ancienneté au 31 décembre 2005).

Les hypothèses de mortalité et de rotation du personnel tiennent compte des conditions économiques propres à chaque pays ou société du Groupe.

Sensibilité aux hypothèses : une variation de 0,25 point de l'écart actuariel (taux d'actualisation - taux d'inflation) entraînerait une variation des engagements de 2,4 % sur la France et de 4,2 % sur le Royaume-Uni.

Les taux de rendement attendus sont déterminés en fonction de l'allocation des actifs, de la maturité des engagements couverts et des projections de rendement attendus compte tenu des évolutions passées.

C. Informations sur les actifs financiers

L'allocation des fonds est la suivante :

	31/12/2008		31/12/2007		31/12/2006	
	Actions	Obligations	Actions	Obligations	Actions	Obligations
France	23 %	77 %	34 %	66 %	37 %	63 %
Royaume-Uni	53 %	47 %	55 %	45 %	65 %	35 %

Les rendements réels des fonds sur 2008 ont été de - 10 % sur les fonds français et de - 9,5 % sur les fonds du Royaume-Uni. En France, il s'agit, pour les actions, de portefeuilles de gestion purement indicielle représentative de l'indice DJ Eurostoxx tandis que la gestion obligataire est cantonnée à des risques gouvernementaux de premier plan dans l'Union Européenne.

Au Royaume-Uni, la gestion actions est essentiellement « benchmarkée » sur les principaux indices du Royaume-Uni, d'Europe, des États-Unis et du Japon. La gestion obligataire qui porte sur des obligations en livres sterling sur des risques d'état et d'entreprises est mesurée sur les principaux indices obligataires.

En France, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN n'a pas décidé, à la clôture, des contributions qui pourraient être versées dans les fonds sur l'exercice suivant.

Au Royaume-Uni, le nouveau cadre législatif sur les retraites impose depuis 2008, une révision des modalités de calcul de la contribution patronale annuelle. Le versement du Groupe a été revu en conséquence en 2008 pour le principal régime à prestations définies et sera revu en 2009 pour les trois autres régimes à prestations définies. De ce fait, la contribution au titre de 2008 s'élève à 56,7 millions de livres. Elle est estimée à 95,4 millions de livres au titre de 2009 avant prise en compte des révisions sur les trois autres plans.

D. Réconciliation des postes de bilan et des historiques des données

(en millions d'euros)	31/12/2008				31/12/2007				31/12/2006			
	France	Royaume-Uni	Autres pays	TOTAL	France	Royaume-Uni	Autres pays	TOTAL	France	Royaume-Uni	Autres pays	TOTAL
Valeur actuelle des prestations pour services rendus	(1 563)	(1 212)	(453)	(3 228)	(1 622)	(1 688)	(458)	(3 768)	(1 838)	(1 891)	(503)	(4 232)
Juste valeur des actifs financiers	1 242	943	224	2 409	1 400	1 388	235	3 023	1 509	1 474	229	3 212
Surplus ou (déficit)	(321)	(269)	(229)	(819)	(222)	(300)	(223)	(745)	(329)	(417)	(274)	(1 020)
Écarts actuariels	110	43	(31)	122	(10)	(88)	(39)	(137)	54	(113)	19	(40)
(PROVISIONS) ACTIFS NETS RECONNUS AU BILAN	(211)	(226)	(260)	(697)	(232)	(388)	(262)	(882)	(275)	(530)	(255)	(1 060)
Dont provisions	(213)	(226)	(260)	(699)	(233)	(388)	(264)	(885)	(276)	(530)	(257)	(1 063)
Dont actifs	2	-	-	2	1	-	2	3	1	-	2	3
Part des régimes non fondés	1,3 %	0,0 %	18,0 %	3,2 %	1,0 %	0,0 %	17,8 %	2,6 %	0,0 %	0,0 %	18,1 %	2,2 %

La valeur actuelle des prestations pour services rendus des sociétés françaises comprend les engagements pris vis-à-vis des membres des organes de Direction (définis en Note 42) à hauteur de 34,7 millions d'euros au titre des retraites complémentaires et 1,2 million d'euros au titre des indemnités de départ à la retraite. Le coût des services rendus correspondant à ces deux régimes, pour l'exercice 2008 s'élève à 3,8 millions d'euros.

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 a été votée le 17 décembre 2008. Sa principale mesure concernant les retraites est le recul à l'âge de 70 ans de la possibilité de mettre

à la retraite d'office des salariés par l'employeur, et ce, à compter du 1^{er} janvier 2010. Néanmoins, l'employeur et le salarié pourront convenir d'un commun accord d'une mise à la retraite à partir de 65 ans, sous conditions préalables. Cette nouvelle loi n'a pas d'effet significatif sur l'évaluation des engagements à la clôture.

Pour mémoire, la loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 avait conduit le Groupe à ajuster ses hypothèses concernant le mode de départ en retraite, ce qui avait entraîné une augmentation des engagements de 71 millions d'euros au 31 décembre 2007, assimilée à un écart actuariel.

E. Évolution sur l'exercice

	2008				2007				2006			
	France	Royaume- Uni	Autres pays	TOTAL	France	Royaume- Uni	Autres pays	TOTAL	France	Royaume- Uni	Autres pays	TOTAL
<i>(en millions d'euros)</i>												
Valeur actuelle des prestations pour services rendus												
À l'ouverture de l'exercice	(1 622)	(1 688)	(458)	(3 768)	(1 838)	(1 891)	(503)	(4 232)	(1 821)	(1 785)	(529)	(4 135)
Coût des services rendus	(44)	(16)	(11)	(71)	(49)	(19)	(12)	(80)	(48)	(33)	(17)	(98)
Actualisation de l'année	(85)	(88)	(24)	(197)	(81)	(93)	(23)	(197)	(74)	(90)	(22)	(186)
Prestations servies sur l'exercice	164	106	26	296	155	173	23	351	139	59	22	220
Écarts actuariels												
• en valeur	(5)	69	13	77	127	(18)	52	161	(42)	(18)	40	(20)
• en % des engagements	0,3 %	4,1 %	2,8 %	2,0 %	6,9 %	1,0 %	10,3 %	3,8 %	2,3 %	1,0 %	7,6 %	0,5 %
Écart de conversion	-	405	-	405	-	160	3	163	-	(37)	9	(28)
Variations de périmètre et autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(20)	(20)
Effets des fermetures et modifications de régimes	29	-	1	30	64	-	2	66	8	13	14	35
À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	(1 563)	(1 212)	(453)	(3 228)	(1 622)	(1 688)	(458)	(3 768)	(1 838)	(1 891)	(503)	(4 232)
Couverture des engagements												
À l'ouverture de l'exercice	1 400	1 388	235	3 023	1 509	1 474	229	3 212	1 502	1 319	216	3 037
Rendement attendu des fonds	69	90	10	169	78	102	10	190	85	94	9	188
Écarts actuariels												
• en valeur	(111)	(201)	(19)	(331)	(65)	14	4	(47)	36	13	7	56
• en % des actifs de couverture	7,9 %	14,5 %	8,1 %	10,9 %	4,3 %	0,9 %	1,7 %	1,5 %	2,4 %	1,0 %	3,2 %	1,8 %
Écart de conversion	-	(320)	-	(320)	-	(131)	(3)	(134)	-	29	(8)	21
Dotations employeur	37	56	14	107	28	66	10	104	15	78	15	108
Prestations servies sur l'exercice	(153)	(70)	(15)	(238)	(150)	(137)	(15)	(302)	(129)	(59)	(15)	(203)
Variations de périmètre et autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8	8
Effets des fermetures et modifications de régimes	-	-	(1)	(1)	-	-	-	-	-	-	(3)	(3)
À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	1 242	943	224	2 409	1 400	1 388	235	3 023	1 509	1 474	229	3 212
Éléments différés												
À l'ouverture de l'exercice	(10)	(88)	(39)	(137)	54	(113)	19	(40)	48	(125)	72	(5)
Nouveaux éléments différés	116	132	6	254	(62)	4	(56)	(114)	6	5	(47)	(36)
Amortissements des éléments différés	4	1	2	7	(3)	8	(2)	3	1	10	(3)	8
Conversion et autres variations	-	(4)	-	(4)	-	10	-	10	-	(4)	(3)	(7)
Effets des fermetures et modifications de régimes	-	2	-	2	1	3	-	4	(1)	1	-	-
À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	110	43	(31)	122	(10)	(88)	(39)	(137)	54	(113)	19	(40)

F. Charges comptabilisées

Ces charges sont comptabilisées :

- en « frais généraux et commerciaux » pour le coût des services rendus et les amortissements des éléments différés ;
- en « produits et charges à caractère financier » pour l'actualisation des droits acquis et le rendement attendu des fonds ;
- en « produits et charges opérationnels non courants » pour les effets liés principalement aux restructurations.

Les charges de retraite sont ventilées pour chaque exercice comme suit :

(en millions d'euros)	2008				2007				2006			
	France	Royaume-Uni	Autres pays	Total	France	Royaume-Uni	Autres pays	Total	France	Royaume-Uni	Autres pays	Total
Coût des services rendus	(44)	(16)	(11)	(71)	(49)	(19)	(12)	(80)	(48)	(33)	(17)	(98)
Amortissements des éléments différés	4	1	2	7	(3)	8	(2)	3	1	10	(3)	8
Actualisation des droits acquis	(85)	(88)	(24)	(197)	(81)	(93)	(23)	(197)	(74)	(90)	(22)	(186)
Rendement attendu des fonds	69	90	10	169	78	102	10	190	85	94	9	188
Effets des fermetures et modifications de régimes ⁽¹⁾	29	2	-	31	65	3	2	70	7	14	11	32
TOTAL	(27)	(11)	(23)	(61)	10	1	(25)	(14)	(29)	(5)	(22)	(56)

(1) Effets des fermetures et modifications de régime

Le dispositif d'adaptation qui avait été décidé en mai 2007 avait conduit à reprendre à hauteur de 56 millions d'euros les engagements liés aux personnes partant en départs volontaires pour congés personnels et congés de reclassements. Les nouveaux dispositifs d'adaptation des effectifs concernant l'exercice 2008 (cf. Note 9.4) ont conduit à une reprise des engagements de retraite à hauteur de 12 millions d'euros.

Les plans de restructuration de Faurecia ont conduit à une reprise des provisions pour engagements de retraite à hauteur de 13 millions d'euros.

Par ailleurs, compte tenu des départs réellement constatés, un montant de 24 millions d'euros a été versé aux personnes ayant adhéré au dispositif de 2007 (projet professionnel personnel ou congé de reclassement) afin de compenser financièrement la perte définitive de certains droits à retraite supplémentaire qui avaient été externalisés en 2002 par le versement d'une prime unique à un organisme d'assurance. Devenu sans objet du fait de la perte des droits, un montant identique de 24 millions d'euros a été versé par l'organisme d'assurance dans un contrat destiné à couvrir les indemnités de fin de carrière des salariés du groupe. Au titre du dispositif de 2008, un montant de 6 millions a été comptabilisé.

G. Prestations prévues pour 2009

Les prestations à verser aux intéressés au titre des retraites durant l'année 2009 sont évaluées à 230 millions d'euros.

30.2. Primes liées à l'ancienneté

Le Groupe évalue ses engagements liés aux primes accordées et versées aux salariés sous réserve de certaines conditions d'ancienneté, notamment à l'occasion de la remise des médailles du travail en France. La valeur de ces engagements est calculée

en appliquant la méthode des hypothèses utilisées pour les évaluations des compléments de retraite et indemnités de départ décrites dans la Note 30.1. B ci-dessus. Ces engagements sont entièrement provisionnés dans les comptes consolidés.

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Sociétés françaises	42	43	46
Sociétés étrangères	18	17	16
TOTAL	60	60	62

30.3. Frais médicaux

En complément des engagements de retraite, certaines sociétés du groupe Faurecia, principalement aux États-Unis, ont l'obligation de prendre en charge des frais médicaux concernant leur personnel. Cet engagement entièrement provisionné s'élève à :

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
	27	27	28

Note 31 Passifs financiers courants et non courants des activités industrielles et commerciales

Les principes de comptabilisation et d'évaluation sont définis en Note 1.14. C pour les emprunts et autres passifs financiers hors instruments dérivés, dont les propres principes sont définis en Note 1.14. D.

(en millions d'euros)	Valeur bilan au 31/12/2008		Valeur bilan au 31/12/2007		Valeur bilan au 31/12/2006	
	Coût amorti ou juste valeur		Coût amorti ou juste valeur		Coût amorti ou juste valeur	
	Non courants	Courants	Non courants	Courants	Non courants	Courants
Emprunts obligataires	2 651	-	2 476	-	2 573	-
Fonds de participation des salariés	23	6	32	41	73	41
Emprunts sur locations financement	347	83	314	70	318	48
Autres emprunts d'origine long terme	1 470	183	1 471	82	1 147	283
Autres financements à court terme et découverts bancaires	-	1 392	-	1 737	-	4 024
Instruments dérivés	-	29	1	20	14	4
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS	4 491	1 693	4 294	1 950	4 125	4 400

31.1. Détail des passifs financiers non courants

(en millions d'euros)	Valeur bilan au 31/12/2008		Échéances du nominal		
	Coût amorti ou juste valeur	Nominal	de 1 à 5 ans		> 5 ans
Emprunts obligataires	2 651	2 396	1 797	599	
Fonds de participation des salariés à long terme	23	23	23	-	
Emprunts sur locations financement à long terme	347	347	218	129	
Autres emprunts à long terme	1 470	1 470	1 134	336	
Instruments dérivés ⁽¹⁾	-	-	-	-	
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS NON COURANTS	4 491				

(en millions d'euros)	Valeur bilan au 31/12/2007		Échéances du nominal		
	Coût amorti ou juste valeur	Nominal	de 1 à 5 ans		> 5 ans
Emprunts obligataires	2 476	2 395	1 796	599	
Fonds de participation des salariés à long terme	32	32	32	-	
Emprunts sur locations financement à long terme	314	314	212	102	
Autres emprunts à long terme	1 471	1 474	1 146	328	
Instruments dérivés ⁽¹⁾	1	-	-	-	
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS NON COURANTS	4 294				

(en millions d'euros)	Valeur bilan au 31/12/2006	Nominal	Échéances du nominal	
	Coût amorti ou juste valeur		de 1 à 5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires	2 573	2 393	1 794	599
Fonds de participation des salariés à long terme	73	73	73	-
Emprunts sur locations financement à long terme	318	318	193	125
Autres emprunts à long terme	1 147	1 146	1 087	59
Instruments dérivés ⁽¹⁾	14	-	-	-
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS NON COURANTS	4 125			

(1) Les échéanciers et notionnels sur l'ensemble des instruments dérivés sont donnés en Note 37.

31.2. Caractéristiques des emprunts obligataires et autres emprunts

(en millions d'euros)	Solde au bilan au 31/12/2008		Monnaie d'émission	Échéance	Taux effectif	Taux après couverture
	Non courants	Courants				
GIE PSA Trésorerie						
Emprunt obligataire 2001	1 611	-	EUR	T3/2011	5,98 %	Euribor 6M + 73,9 bp
Emprunt obligataire 2003	740	-	EUR	T3/2033	6,00 %	Euribor 3M + 92,8 bp
Faurecia						
Emprunt obligataire 2005 ⁽²⁾	300	-	EUR	2010	3,63 %	3,63 %
TOTAL	2 651	-				
Peugeot Citroën Automobiles						
Emprunts BEI ⁽¹⁾ - 73 M GBP	-	120	GBP	T2/2009	Libor 3M + 5 bp	Euribor 3M + 11,5 bp
Emprunts BEI ⁽¹⁾ - 125 M EUR	125	1	EUR	T4/2011	Euribor 3M + 9 bp	Euribor 3M + 9 bp
Emprunts BEI ⁽¹⁾ - 250 M EUR	250	1	EUR	T4/2014	Euribor 3M + 10 bp	Euribor 3M + 10 bp
Emprunts FDES ⁽¹⁾ - Zéro coupon	24	-	EUR	T1/2020		
Autres emprunts	26	6				
Peugeot Citroën do Brasil Automoveis	-	22	BRL	T4/2009	TJLP 6,25 % + 350 bp	TJLP 6,25 % + 350bp
Peugeot Citroën Argentine	16	6	ARS	2011	Baibor 90j + 575 bp	Baibor 90j + 575 bp
Peugeot Citroën Espagne	70	5	EUR	2011 à 2023		
Faurecia						
Crédit syndiqué – France ⁽²⁾	585	-	EUR	4T/2013	Euribor 3M + 137 bp	4,62 %
Crédit syndiqué – France ⁽²⁾	321	-	EUR	4T/2011	Euribor 3M + 137 bp	4,62 %
Autres emprunts	51	22	EUR/USD	EUR		
Autres sociétés	2	-				
TOTAL	1 470	183				

(1) BEI : Banque Européenne d'Investissement ; FDES : Fonds de Développement Économique et Social.

(2) Ces contrats contiennent des clauses restrictives notamment en matière de ratios financiers ; ces clauses dont les valeurs sont présentées ci-dessous, sont respectées au 31 décembre 2008 par le groupe Faurecia. Sur la base des dernières prévisions réalisées dans un environnement économique incertain, ces ratios pourraient ne pas être respectés au 30 juin 2009. Le non respect de ces ratios entraînerait l'exigibilité de l'emprunt obligataire 2005 de Faurecia et la possibilité pour les établissements financiers participant au crédit syndiqué d'en demander le remboursement anticipé.

Par ailleurs, Faurecia a l'intention de renégocier ses financements existants avec les établissements financiers.

Nature du ratio	Limite contractuelle	Valeurs au 31/12/2008	
		ratio	montants
Endettement net ajusté*/EBITDA**	3,50 maximum	2,93	1 637/558
EBITDA**/intérêts nets	4,50 minimum	5,8	558/96

Endettement net ajusté* : endettement net consolidé + ajustements relatifs à certains engagements donnés, selon définition du contrat de crédit (hypothèques, dettes cautionnées).

EBITDA** : Résultat Opérationnel Courant, majoré des dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles.

Par ailleurs, toute cession d'actifs représentant plus de 15 % de l'actif net consolidé du groupe Faurecia serait soumise à autorisation des banques du crédit syndiqué.

Les emprunts obligataires à taux fixe émis par le GIE PSA Trésorerie sont swapés en taux variable pour immuniser le Groupe des écarts de valorisation éventuellement liés à la variation des taux d'intérêts, ceci d'autant plus que le produit de ces emprunts se retrouve dans des placements de trésorerie investis en taux variable. Les emprunts non courants BEI étant émis en taux variable, ils ne font donc pas l'objet de couverture.

31.3. Échéancier des emprunts obligataires et autres emprunts

Ce tableau présente, pour les principaux emprunts, les échéances du nominal et des intérêts contractuels non actualisés déterminés en utilisant, pour la première échéance, le taux de la dernière révision connue, et pour les échéances suivantes, le taux en vigueur au 31 décembre 2008. Les flux d'intérêts prennent en compte les couvertures de taux associées à l'emprunt.

(en millions d'euros)	Nominal	0 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	1 à 5 ans	+ 5 ans
GIE PSA Trésorerie						
Emprunt obligataire 2001	1 500	45	-	27	1 610	-
Emprunt obligataire 2003	600	6	6	12	93	1 058
Faurecia						
Emprunt obligataire 2005	300	3	3	5	309	-
Peugeot Citroën Automobiles						
Emprunts BEI ⁽¹⁾ - 73 M GBP	119	2	120	-	-	-
Emprunts BEI ⁽¹⁾ - 125 M EUR	125	2	2	3	137	-
Emprunts BEI ⁽¹⁾ - 250 M EUR	250	2	2	5	297	-
Emprunts FDES ⁽¹⁾ - Zéro coupon	24	-	-	-	-	24
Faurecia						
Crédit syndiqué – France	906	11	9	18	1 003	-
		71	142	70	3 449	1 082

(1) BEI : Banque Européenne d'Investissement ; FDES : Fonds de développement Économique et Social.

31.4. Caractéristiques des autres financements à court terme et découverts bancaires

(en millions d'euros)	Monnaie d'émission	Solde au bilan au 31/12/2008	Solde au bilan au 31/12/2007	Solde au bilan au 31/12/2006
Billets de trésorerie	EUR	147	504	484
Crédits à court terme	N/A	717	513	689
Banques créditrices	N/A	505	678	820
Paiements émis ⁽¹⁾	N/A	23	42	2 031
TOTAL		1 392	1 737	4 024

(1) Il s'agit de paiements en attente de débit des comptes de banque, leur échéance correspondant à un jour bancaire non ouvré. Leur contrepartie est une augmentation de la trésorerie à l'actif.

31.5. Dettes sur locations capitalisées

La valeur actualisée des loyers futurs incluse en autres emprunts, et concernant des contrats de location financement, est la suivante par échéance :

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
2007	-	-	94
2008	-	116	82
2009	142	107	83
2010	131	100	76
2011	78	52	40
2012	26	11	11
Années ultérieures	134	47	32
	511	433	418
Moins frais financiers inclus	(81)	(49)	(52)
VALEUR ACTUALISÉE DES LOYERS FUTURS	430	384	366

Note 32 Autres passifs non courants

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Dettes sur véhicules sous clause de rachat	2 782	2 872	2 743
Autres	11	15	16
TOTAL	2 793	2 887	2 759

Note 33 Dettes des activités de financement

Les principes de comptabilisation et d'évaluation sont définis en Note 1.14.C.

33.1. Dettes par nature

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Titres émis par les FCC dans le cadre des titrisations (Note 21)	4 561	4 088	2 537
Autres emprunts obligataires	413	413	413
Autres dettes constituées par un titre	8 049	12 165	12 996
Dettes envers les établissements de crédit	8 549	7 626	6 895
	21 572	24 292	22 841
Dettes envers la clientèle	292	378	418
	21 864	24 670	23 259
Dettes envers les activités industrielles et commerciales	(118)	(148)	(215)
TOTAL	21 746	24 522	23 044

Le poste « autres dettes constituées par un titre » comprend principalement des EMTN pour 4 534 millions d'euros et des billets de trésorerie pour 3 296 millions d'euros.

33.2. Échéancier

(en millions d'euros)	31/12/2008				
	Titres émis par les FCC	Emprunts obligataires	Autres dettes constituées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit	TOTAL
0 à 3 mois	87	-	3 354	3 564	7 005
3 mois à 1 an	153	-	1 927	2 166	4 246
1 à 5 ans	3 379	413	2 759	2 819	9 370
+ 5 ans	942	-	9	-	951
TOTAL	4 561	413	8 049	8 549	21 572

(en millions d'euros)	31/12/2007				
	Titres émis par les FCC	Emprunts obligataires	Autres dettes constituées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit	TOTAL
0 à 3 mois	203	-	5 896	4 635	10 734
3 mois à 1 an	221	-	2 738	1 385	4 344
1 à 5 ans	1 164	-	3 460	1 606	6 230
+ 5 ans	2 500	413	71	-	2 984
TOTAL	4 088	413	12 165	7 626	24 292

(en millions d'euros)	31/12/2006				
	Titres émis par les FCC	Emprunts obligataires	Autres dettes constituées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit	TOTAL
0 à 3 mois	-	-	4 216	2 472	6 688
3 mois à 1 an	637	-	2 850	1 948	5 435
1 à 5 ans	1 616	-	5 864	2 475	9 955
+ 5 ans	284	413	66	-	763
TOTAL	2 537	413	12 996	6 895	22 841

33.3. Devises de remboursement

Les emprunts obligataires, ainsi que les titres émis par les Fonds Communs de Créances dans le cadre des titrisations, sont remboursables exclusivement en euros. Les autres dettes s'analysent comme suit par devise de remboursement :

(en millions d'euros)	31/12/2008		31/12/2007		31/12/2006	
	Autres dettes constituées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit	Autres dettes constituées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit	Autres dettes constituées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit
EUR	7 095	7 232	11 569	7 554	12 495	6 022
GBP	157	376	204	6	246	385
USD	-	-	-	-	-	-
JPY	733	-	264	-	168	-
BRL	64	552	79	-	40	256
CHF	-	74	-	1	-	47
CZK	-	124	49	3	47	85
Autres	-	191	-	62	-	100
TOTAL	8 049	8 549	12 165	7 626	12 996	6 895

Note 34 Autres créanciers

34.1. Activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
États et collectivités publiques hors impôts sur les sociétés	781	988	934
Personnel	864	1 079	996
Organismes sociaux	500	557	590
Fournisseurs d'immobilisations	296	294	426
Clients créditeurs	402	481	370
Instruments dérivés ⁽¹⁾	233	46	2
Produits constatés d'avance	436	386	335
Créditeurs divers	283	410	422
TOTAL	3 795	4 241	4 075

(1) Ce poste correspond à la juste valeur des instruments acquis par le Groupe pour se prémunir contre les risques de change sur ses créances et dettes d'exploitation réalisées ou planifiées. L'échéancier de ces instruments est indiqué dans la Note 37 « Gestion des risques de marché ».

34.2. Activités de financement

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Personnel et organismes sociaux	56	51	52
Instruments dérivés ⁽¹⁾	420	164	211
Comptes de régularisation	403	330	313
Créditeurs divers	191	187	271
TOTAL	1 070	732	847

(1) Ce poste correspond à la juste valeur des instruments acquis par le Groupe pour se prémunir contre les risques de taux sur les dettes et créances de financement. L'échéancier de ces instruments est indiqué dans la Note 37 « Gestion des risques de marché ».

Note 35 Notes annexes aux tableaux de flux de trésorerie consolidés

35.1. Trésorerie nette présentée aux tableaux de flux

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Trésorerie (Note 27.1)	2 040	5 185	6 339
Paiements émis (Note 31.4)	(23)	(42)	(2 031)
Trésorerie nette des activités industrielles et commerciales	2 017	5 143	4 308
Trésorerie nette des activités de financement (Note 27.2)	1 280	943	620
Élimination des opérations réciproques ⁽¹⁾	(90)	(149)	(292)
TOTAL	3 207	5 937	4 636

(1) L'élimination des opérations réciproques est consécutive à la cession des créances de la division Automobile aux sociétés de financement le dernier jour du mois. L'entrée de trésorerie est reconnue le jour de la cession chez le cédant et le lendemain dans la société de financement.

35.2. Détail des flux liés à l'exploitation

A. Activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	2008	2007	2006
(Augmentation) Diminution des stocks	(1 076)	(116)	(16)
(Augmentation) Diminution des clients	804	153	2
Augmentation (Diminution) des fournisseurs	(2 015)	190	310
Dotations nettes aux provisions courantes	3	409	185
Variation des impôts	(97)	57	25
Autres variations	(543)	227	(82)
	(2 924)	920	424
<i>Flux vers les activités de financement</i>	(123)	(106)	(5)
TOTAL	(3 047)	814	419

B. Activités de financement

(en millions d'euros)	2008	2007	2006
(Augmentation) Diminution des créances de financement des ventes	66	(700)	(464)
(Augmentation) Diminution des placements à court terme	2 196	(579)	(53)
Augmentation (Diminution) des dettes financières	(2 115)	1 612	368
Dotations nettes aux provisions courantes	2	(7)	(12)
Variation des impôts	(28)	(1)	(46)
Autres variations	32	(288)	(27)
	153	37	(234)
Flux vers les activités industrielles et commerciales	139	240	(32)
TOTAL	292	277	(266)

35.3. Détail de la variation des postes de bilan des activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	2008					
	Ouverture	Flux d'exploitation	Changement de périmètre et autres	Écart de conversion	Réévaluation par capitaux propres	Clôture
Stocks	(6 913)	(1 076)	(42)	274	-	(7 757)
Clients	(2 857)	804	8	44	-	(2 001)
Fournisseurs	10 600	(2 015)	-	(157)	-	8 428
Impôts	(11)	(97)	-	(5)	-	(113)
Provisions courantes	2 132	3	2	(84)	-	2 053
Autres débiteurs	(1 782)	(145)	(13)	48	(5)	(1 897)
Autres créanciers	4 241	(268)	(79)	(98)	(1)	3 795
	5 410	(2 794)	(124)	22	(6)	2 508
Flux vers les activités de financement	26	(123)	3	(3)	-	(97)
TOTAL	5 436	(2 917)	(121)	19	(6)	2 411

(en millions d'euros)	2007					
	Ouverture	Flux d'exploitation	Changement de périmètre et autres	Écart de conversion	Réévaluation par capitaux propres	Clôture
Stocks	(6 826)	(116)	(31)	60	-	(6 913)
Clients	(3 043)	153	2	31	-	(2 857)
Fournisseurs	10 481	190	23	(94)	-	10 600
Impôts	(58)	57	(9)	(1)	-	(11)
Provisions courantes	1 747	409	5	(29)	-	2 132
Autres débiteurs	(1 719)	(51)	(9)	6	(9)	(1 782)
Autres créanciers	4 075	155	9	2	-	4 241
	4 657	797	(10)	(25)	(9)	5 410
Flux vers les activités de financement	132	(109)	3	-	-	26
TOTAL	4 789	688	(7)	(25)	(9)	5 436

35.4. Variations des autres actifs et passifs financiers des activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	2008	2007	2006
Augmentation des emprunts	982	414	705
Remboursement des emprunts et conversions d'obligations	(999)	(389)	(238)
(Augmentation) Diminution des actifs financiers non courants	291	(565)	(318)
(Augmentation) Diminution des actifs financiers courants	921	261	855
Augmentation (Diminution) des passifs financiers courants	(266)	(280)	(799)
	929	(559)	205
Flux vers les activités de financement	42	8	(23)
TOTAL	971	(551)	182

Note 36 Instruments financiers

A. Instruments financiers inscrits au bilan

(en millions d'euros)	31/12/2008		Ventilation par catégorie d'instruments				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Titres de participation	61	61	-	61	-	-	-
Autres actifs financiers non courants	869	869	416	104	126	-	223
Prêts et créances des activités de financement	22 359	22 003	-	-	22 359	-	-
Titres de placement des activités de financement	1 182	1 182	1 182	-	-	-	-
Clients des activités industrielles et commerciales	1 855	1 855	-	-	1 855	-	-
Autres débiteurs	2 669	2 669	-	-	2 066	-	603
Actifs financiers courants	515	515	249	-	242	-	24
Équivalents de trésorerie	1 135	1 135	1 135	-	-	-	-
Trésorerie	2 095	2 095	2 095	-	-	-	-
ACTIFS	32 740	32 384	5 077	165	26 648	-	850
Passifs financiers non courants	4 491	3 914	-	-	-	4 491	-
Dettes des activités de financement	21 746	21 755	-	-	-	21 746	-
Fournisseurs d'exploitation et comptes associés	8 417	8 417	-	-	8 417	-	-
Autres créanciers	4 466	4 466	-	-	4 007	-	459
Passifs financiers courants	1 693	1 651	-	-	-	1 664	29
PASSIFS	40 813	40 203	-	-	12 424	27 901	488

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2007		Ventilation par catégorie d'instruments				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Titres de participation	50	50	-	50	-	-	-
Autres actifs financiers non courants	1 168	1 168	724	254	131	-	59
Prêts et créances des activités de financement	23 223	23 022	-	-	23 223	-	-
Titres de placement des activités de financement	3 310	3 310	3 310	-	-	-	-
Clients des activités industrielles et commerciales	2 700	2 700	-	-	2 700	-	-
Autres débiteurs	2 420	2 420	-	-	2 110	-	310
Actifs financiers courants	1 483	1 483	948	-	497	-	38
Équivalents de trésorerie	4 115	4 115	4 115	-	-	-	-
Trésorerie	1 864	1 864	1 864	-	-	-	-
ACTIFS	40 333	40 132	10 961	304	28 661	-	407
Passifs financiers non courants	4 294	4 302	-	-	-	4 293	1
Dettes des activités de financement	24 522	24 465	149	-	-	24 373	-
Fournisseurs d'exploitation et comptes associés	10 571	10 571	-	-	10 571	-	-
Autres créanciers	4 681	4 681	-	-	4 471	-	210
Passifs financiers courants	1 950	1 950	-	-	-	1 930	20
PASSIFS	46 018	45 969	149	-	15 042	30 596	231

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2006		Ventilation par catégorie d'instruments				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Titres de participation	53	53	-	53	-	-	-
Autres actifs financiers non courants	1 368	1 368	797	283	123	-	165
Prêts et créances des activités de financement	22 703	22 529	-	-	22 703	-	-
Titres de placement des activités de financement	2 818	2 818	2 818	-	-	-	-
Clients des activités industrielles et commerciales	2 850	2 850	-	-	2 850	-	-
Autres débiteurs	2 268	2 268	-	-	2 019	-	249
Actifs financiers courants	1 132	1 132	918	-	171	-	43
Équivalents de trésorerie	5 197	5 197	5 197	-	-	-	-
Trésorerie	1 470	1 470	1 470	-	-	-	-
ACTIFS	39 859	39 685	11 200	336	27 866	-	457
Passifs financiers non courants	4 125	4 262	-	-	-	4 111	14
Dettes des activités de financement	23 044	23 056	152	-	-	22 892	-
Fournisseurs d'exploitation et comptes associés	10 456	10 456	-	-	10 456	-	-
Autres créanciers	4 661	4 661	-	-	4 448	-	213
Passifs financiers courants	4 400	4 400	-	-	-	4 396	4
PASSIFS	46 686	46 835	152	-	14 904	31 399	231

Une évaluation de la juste valeur des instruments financiers du Groupe est effectuée dans la mesure où les données des marchés financiers permettent une estimation pertinente de leur valeur vénale dans une optique non liquidative. La juste valeur d'instruments financiers négociés sur un marché actif est donc basée sur les prix de marché à la date de clôture. Les prix de marché utilisés pour les actifs financiers détenus par le Groupe sont les cours acheteurs en vigueur sur le marché à la date d'évaluation.

Les principales méthodes d'évaluation à la juste valeur retenues sont les suivantes :

Les éléments comptabilisés à la juste valeur par résultat ainsi que les instruments dérivés de couverture, sont évalués par application d'une technique de valorisation faisant référence à des taux cotés sur le marché interbancaire (Euribor...) et à des cours de change fixés quotidiennement par la Banque Centrale Européenne. Tous les instruments financiers de cette catégorie sont des actifs et passifs financiers désignés comme tels dès l'origine, selon les critères définis en Note 1.14.

Les titres de participation et les titres de placement sont, conformément à la norme IAS 39, comptabilisés à leur juste valeur dans le bilan (voir Note 1.14. B (a) et (c)).

La juste valeur des titres de participation correspond au coût d'acquisition, en l'absence d'un marché actif. Les titres de placement classés en « disponibles à la vente » sont évalués selon les cours de Bourse de clôture s'agissant d'actions cotées sur marchés actifs.

Les prêts et créances de financement sont évalués au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE). De manière générale, ils font l'objet de couverture du risque de taux. L'application de la comptabilité de couverture entraîne la réévaluation à la juste valeur de la partie couverte des encours. La marge liée aux encours de crédit est donc exclue de la réévaluation ainsi opérée. La juste valeur présentée ci-dessus est estimée en actualisant les flux futurs au taux auquel des prêts similaires ont été octroyés à la date de clôture.

Les dettes des activités industrielles et commerciales et les dettes des activités de financement sont essentiellement comptabilisées au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE). Dans ce cas, les passifs financiers couverts par des swaps de taux d'intérêt font l'objet d'une comptabilité de couverture. Ils sont réévalués à la juste valeur pour la part liée à l'évolution des taux d'intérêt. La juste valeur présentée ci-dessus est estimée en intégrant la valeur du risque de crédit du Groupe. Exceptionnellement, des passifs financiers sont comptabilisés selon l'option juste valeur.

Cette option de comptabilisation à la juste valeur d'une dette en résultat a été exercée afin d'éviter qu'évoluent de manière dissymétrique les justes valeurs de cette dette d'une part, et les dérivés couvrant économiquement cette dette d'autre part. La variation de valeur liée au risque de crédit comptabilisée sur l'exercice n'est pas significative.

La juste valeur des créances et des dettes fournisseurs des activités industrielles et commerciales est assimilée à leur valeur au bilan, compte tenu des échéances très courtes de paiement de ces créances.

B. Effet en résultat des instruments financiers

	2008	Ventilation par catégorie d'instruments				
	Effet en résultat	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
<i>(en millions d'euros)</i>						
Activités industrielles et commerciales						
Total produit d'intérêts	13	-	-	13	-	-
Total charge d'intérêts	(310)	-	-	-	(310)	-
Réévaluation	96	233	-	-	(16)	(121)
Résultat de cession et dividendes	14	-	14	-	-	-
Dépréciation nette	(9)	-	-	(9)	-	-
Total activités industrielles et commerciales	(196)	233	14	4	(326)	(121)
Activités de financement						
Total produit d'intérêts	1 736	-	-	1 736	-	-
Total charge d'intérêts	(1 121)	-	-	-	(1 121)	-
Réévaluation	157	102	-	276	(52)	(169)
Dépréciation nette	(98)	-	-	(98)	-	-
Total activités de financement	674	102	-	1 914	(1 173)	(169)
GAINS NETS OU (PERTES NETTES)	478	335	14	1 918	(1 499)	(290)

	2007	Ventilation par catégorie d'instruments				
	Effet en résultat	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
<i>(en millions d'euros)</i>						
Activités industrielles et commerciales						
Total produit d'intérêts	10	-	-	10	-	-
Total charge d'intérêts	(287)	-	-	-	(287)	-
Réévaluation	257	276	-	-	5	(24)
Résultat de cession et dividendes	17	-	17	-	-	-
Dépréciation nette	(3)	-	-	(3)	-	-
Total activités industrielles et commerciales	(6)	276	17	7	(282)	(24)
Activités de financement						
Total produit d'intérêts	1 617	-	-	1 617	-	-
Total charge d'intérêts	(978)	-	-	-	(978)	-
Réévaluation	176	127	-	34	(12)	27
Dépréciation nette	(51)	-	-	(51)	-	-
Total activités de financement	764	127	-	1 600	(990)	27
GAINS NETS OU (PERTES NETTES)	758	403	17	1 607	(1 272)	3

	2006	Ventilation par catégorie d'instruments				
	Effet en résultat	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
<i>(en millions d'euros)</i>						
Activités industrielles et commerciales						
Total produit d'intérêts	11	-	-	11	-	-
Total charge d'intérêts	(232)	-	-	-	(232)	-
Réévaluation	115	165	-	-	3	(53)
Résultat de cession et dividendes	24	-	24	-	-	-
Dépréciation nette	(15)	-	-	(15)	-	-
Total activités industrielles et commerciales	(97)	165	24	(4)	(229)	(53)
Activités de financement						
Total produit d'intérêts	1 462	-	-	1 462	-	-
Total charge d'intérêts	(757)	-	-	-	(757)	-
Réévaluation	94	72	-	(78)	68	32
Dépréciation nette	(41)	-	-	(41)	-	-
Total activités de financement	758	72	-	1 343	(689)	32
GAINS NETS OU (PERTES NETTES)	661	237	24	1 339	(918)	(21)

Pour les activités de financement, l'ensemble des résultats dégagés par les actifs et passifs financiers définis par IAS 39 est comptabilisé en résultat opérationnel courant.

Note 37 Gestion des risques de marché

37.1. Politique de gestion des risques

Dans le cadre de ses activités, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN est exposé à des risques de change et à des risques de taux ainsi qu'à d'autres risques de marché liés notamment aux variations des prix des matières premières et aux variations des marchés actions. Le Groupe est également exposé aux risques de contrepartie et de liquidité.

A. Risque de change

Gestion du risque de change des activités industrielles et commerciales

Les sociétés industrielles et commerciales gèrent leurs positions de change sur les transactions en devises, avec pour objectif de couvrir les risques de fluctuation des parités monétaires. La gestion du risque de change de la division Automobile est centralisée pour l'essentiel au sein de PSA International S.A. (PSAI) sous la responsabilité de la Direction Générale. Dans le cadre de sa gestion, PSAI ne souscrit que des produits standards régis par les conventions internationales (ISDA).

Cette gestion consiste principalement, pour la division Automobile, à couvrir toutes les expositions au risque de change dès l'enregistrement des factures libellées en devises. La durée d'exposition entre l'émission de la facture et le règlement est systématiquement couverte avec des contrats à terme ferme.

Au sein du Groupe, la gestion du risque de change est basée sur un principe de facturation des entités de production aux entités de commercialisation dans la monnaie locale de ces dernières (sauf cas exceptionnel ou la réglementation ne le permet pas). Ces facturations inter-sociétés font également l'objet, de manière systématique, de couvertures de change à terme via la filiale spécialisée PSAI.

Le Groupe n'effectue pas d'opérations de couverture de change ferme sur ses transactions futures en devises. Des couvertures de change optionnelles sur transactions futures de la division

Automobile sont mises en place ponctuellement par PSAI en concertation avec la Direction Financière du Groupe. Elles consistent, dans la majorité des cas, à acheter des options qui jouent le rôle d'assurance. Le paiement de la prime représente le risque maximum.

Dans ce cadre, PSAI a mis en place des couvertures sous forme d'achat d'options pour des opérations futures en livres sterling et en yens. Les options de change en livres sterling couvrent des ventes de véhicules prévues sur le marché britannique pour le premier semestre 2008. Les options d'achat de yens assurent un taux de change maximum sur les achats de voitures pour 2007, 2008 et jusqu'en septembre 2009 dans le cadre de la coopération avec Mitsubishi. Ces couvertures sur transactions futures hautement probables sont qualifiées de couverture de flux futurs au sens IAS 39.

Le Groupe n'a pas de couverture d'investissement net à l'étranger.

Dans le cadre de son activité propre, PSAI effectue dans des limites strictes et contrôlées, des transactions hors couverture sur des produits de change. Ces opérations, qui sont les seules de cette nature réalisées par les sociétés du groupe PSA PEUGEOT CITROËN ont des effets peu significatifs sur le résultat consolidé du Groupe.

Le principe de cadrage de ce risque est d'appliquer au portefeuille existant des évolutions simulées des conditions de marché (en niveau de spot et en niveau de volatilité). Les paramètres d'évolution retenus dépendent des volatilités historiques à dix jours ouvrés constatées sur l'année écoulée. Ces paramètres sont mis à jour ou confirmés au moins deux fois par an ou en cas d'évolution forte des marchés. Le stress testing défavorable effectué sur le portefeuille existant au 31 décembre 2008 a conclu à un impact non significatif sur le résultat du Groupe.

Les hypothèses de variation des devises concernées prises pour effectuer ce test sont les suivantes :

	USD	YEN	CZK	SKK	GBP
Hypothèses de variation par rapport à l'euro	5,0 %	10,0 %	5,5 %	5,5 %	4,0 %

Faurecia couvre de façon centralisée le risque de change de ses filiales, lié à leurs opérations commerciales, au moyen principalement d'opérations à terme ou optionnelles ainsi que de financement en devises. Faurecia couvre ses positions commerciales au moyen, soit d'instruments dérivés, soit par la mise en place d'un prêt libellé dans la même devise que celle d'exposition de la filiale. Les transactions futures sont couvertes

sur la base des flux prévisionnels établis lors de la préparation des budgets et validés par la Direction. Les instruments dérivés contractés au titre de ces transactions futures sont qualifiés de *cash-flow hedge*. Les filiales hors de la zone euro bénéficient de prêts intragroupe dans leur monnaie de fonctionnement. Ces prêts étant refinancés en euros, le risque de change est couvert au moyen de swaps.

La position nette des activités industrielles et commerciales dans les principales devises étrangères est la suivante :

(en millions d'euros)	31/12/2008						
	GBP	YEN	USD	PLN	CHF	RUB	Autres
Total actifs	93	24	432	59	15	215	192
Total passifs	(228)	(40)	(255)	(84)	-	-	(106)
POSITION NETTE AVANT GESTION	(135)	(16)	177	(25)	15	215	86
Instruments financiers dérivés	129	16	(171)	54	(15)	(215)	(92)
POSITION NETTE APRÈS GESTION	(6)	-	6	29	-	-	(6)

(en millions d'euros)	31/12/2007						
	GBP	YEN	USD	PLN	CHF	RUB	Autres
Total actifs	262	33	220	21	23	-	317
Total passifs	(582)	(58)	(270)	(80)	-	-	(179)
POSITION NETTE AVANT GESTION	(320)	(25)	(50)	(59)	23	-	138
Instruments financiers dérivés	311	25	40	52	(23)	-	(191)
POSITION NETTE APRÈS GESTION	(9)	-	(10)	(7)	-	-	(53)

(en millions d'euros)	31/12/2006						
	GBP	YEN	USD	PLN	CHF	RUB	Autres
Total actifs	163	57	196	131	27	-	479
Total passifs	(523)	(28)	(178)	-	-	-	(108)
POSITION NETTE AVANT GESTION	(360)	29	18	131	27	-	371
Instruments financiers dérivés	357	(29)	(26)	(97)	(27)	-	(367)
POSITION NETTE APRÈS GESTION	(3)	-	(8)	34	-	-	4

Sensibilité aux variations des principales devises :

Compte tenu de la politique de couverture systématique des créances et dettes libellées en devises sur les activités industrielles et commerciales, la sensibilité du résultat du Groupe

au 31 décembre 2008 à une variation de devise est relativement limitée. Les capitaux propres du Groupe au 31 décembre 2008 sont quant à eux essentiellement sensibles à une variation du yen et du zloty polonais.

(en millions d'euros)	GBP	YEN	USD	PLN	CHF	RUB	Autres
Hypothèses de variation par rapport à l'euro	4,0 %	10,0 %	5,0 %	10,0 %	3,0 %	12,0 %	N/A
Impact sur le résultat avant impôt	-	-	-	(3)	-	-	3
Impact sur les capitaux propres	-	(11)	(3)	11	-	-	7

Gestion du risque de change des activités de financement

La politique suivie n'autorise pas de position de change opérationnelle. Entité par entité, les passifs sont adossés sur les actifs dans les mêmes devises par utilisation, lorsqu'il y a lieu, d'instruments financiers appropriés. Les couvertures sont réalisées à l'aide d'instruments fermes de change (*cross currency swap*, *swap de devises*, *change à terme*).

Le Groupe n'a pas de couverture d'investissement net à l'étranger.

La position nette des activités de financement dans les principales devises étrangères est la suivante :

(en millions d'euros)	31/12/2008					
	GBP	YEN	USD	PLN	CHF	Autres
Total actifs	1 200	3	-	164	277	70
Total passifs	(163)	(735)	-	-	(7)	(1)
POSITION NETTE AVANT GESTION	1 037	(732)	-	164	270	69
Instruments financiers dérivés	(1 037)	732	-	(164)	(270)	(69)
POSITION NETTE APRÈS GESTION	-	-	-	-	-	-

(en millions d'euros)	31/12/2007					
	GBP	YEN	USD	PLN	CHF	Autres
Total actifs	1 608	-	-	143	233	200
Total passifs	(638)	(264)	-	-	-	(111)
POSITION NETTE AVANT GESTION	970	(264)	-	143	233	89
Instruments financiers dérivés	(970)	264	-	(143)	(233)	(89)
POSITION NETTE APRÈS GESTION	-	-	-	-	-	-

(en millions d'euros)	31/12/2006					
	GBP	YEN	USD	PLN	CHF	Autres
Total actifs	1 683	-	-	110	267	153
Total passifs	(496)	(168)	(19)	-	-	(114)
POSITION NETTE AVANT GESTION	1 187	(168)	(19)	110	267	39
Instruments financiers dérivés	(1 187)	168	19	(110)	(267)	(39)
POSITION NETTE APRÈS GESTION	-	-	-	-	-	-

Compte tenu de la politique de couverture, le résultat et les capitaux propres du Groupe ne seraient pas impactés de manière significative par une variation de devises sur les activités de financement.

B. Risque de taux

Gestion du risque de taux des activités industrielles et commerciales

Les créances et dettes commerciales sont à court terme et leur valeur n'est pas affectée par le niveau des taux intérêts.

Les excédents et besoins de trésorerie des activités industrielles et commerciales, hors équipement automobile, sont pour l'essentiel centralisés auprès du GIE PSA Trésorerie qui place les excédents nets sur les marchés financiers. Ces placements sont indexés sur des taux variables.

L'endettement brut des sociétés industrielles et commerciales, hors Équipement automobile, correspond principalement à des

ressources longues qui ont été à l'origine consenties pour partie à taux fixe, pour partie à taux révisable. Cet endettement est, par utilisation d'instruments dérivés, transformé à taux variable pour s'adosser aux excédents de trésorerie.

Faurecia gère de façon centralisée la couverture du risque de taux. Cette gestion est mise en œuvre par la Direction du Financement et de la Trésorerie de Faurecia, sous la responsabilité de la Direction Générale. Les décisions de gestion sont prises au sein d'un comité de gestion des risques de marché qui se réunit mensuellement. Les principales composantes de la dette de Faurecia étant à taux variable, la politique de couverture mise en œuvre a pour objectif de limiter l'effet de la variation des taux courts sur le résultat du Groupe. Cette couverture se fait essentiellement au moyen d'options de taux plafond (CAP) et d'autres structures optionnelles, en euros et en dollars et de façon plus limitée au moyen de swaps. Ces couvertures mises en place permettent de couvrir l'essentiel des intérêts d'emprunts payables entre janvier 2009 et décembre 2010 ainsi qu'une partie de ceux payables en 2011.

La position nette de risque de taux pour les activités industrielles et commerciales est la suivante :

(en millions d'euros)	31/12/2008			
	Du jour le jour à 1 an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	TOTAL
Total actifs	2 789	133	94	3 016
Total passifs	(3 124)	(1 961)	(764)	(5 849)
POSITION NETTE AVANT GESTION	(335)	(1 828)	(670)	(2 833)
Instruments financiers dérivés	(2 351)	1 611	740	-
POSITION NETTE APRÈS GESTION	(2 686)	(217)	70	(2 833)

(en millions d'euros)	31/12/2007			
	Du jour le jour à 1 an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	TOTAL
Total actifs	7 169	125	85	7 379
Total passifs	(3 320)	(2 014)	(646)	(5 980)
POSITION NETTE AVANT GESTION	3 849	(1 889)	(561)	1 399
Instruments financiers dérivés	(2 176)	1 554	622	-
POSITION NETTE APRÈS GESTION	1 673	(335)	61	1 399

(en millions d'euros)	31/12/2006			
	Du jour le jour à 1 an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	TOTAL
Total actifs	7 914	100	75	8 089
Total passifs	(5 276)	(2 282)	(755)	(8 313)
POSITION NETTE AVANT GESTION	2 638	(2 182)	(680)	(224)
Instruments financiers dérivés	(2 517)	1 834	683	-
POSITION NETTE APRÈS GESTION	121	(348)	3	(224)

Les tests de sensibilité mis en œuvre, en prenant pour hypothèse une hausse ou une baisse de 1 % du niveau moyen des taux montrent que l'effet positif ou négatif sur le résultat avant impôt peut être estimé à 24 millions d'euros au 31 décembre 2008 (2,6 millions d'euros sur 2007).

Les dettes à taux fixes supérieures à un an correspondent essentiellement à l'emprunt obligataire de Faurecia à échéance 2010.

Gestion du risque de taux des activités de financement

Banque PSA Finance qui consent aux clients de l'activité automobile du Groupe des prêts à taux fixe, se refinance essentiellement avec des ressources indexées à taux révisable. La politique de Banque PSA Finance vise à neutraliser l'effet de variation des taux d'intérêts par l'utilisation d'instruments financiers appropriés permettant d'assurer l'adéquation de la structure de taux à l'actif et au passif.

La mise en œuvre de cette politique est suivie par le comité de refinancement de Banque PSA Finance et animée par la trésorerie centrale du Groupe. Des limites de risques accompagnent la

stratégie volontariste de couverture du risque de taux des encours de crédit : une limite de 3 % d'encours non couverts par pays et par tranches semestrielles de maturité du portefeuille est permise afin de tenir compte de la difficulté à ajuster exactement les flux d'encours à couvrir avec des dérivés.

En ce qui concerne l'actif, la couverture des encours de crédits amortissables à taux fixes est assurée par la mise en place, dès leur accord, de swaps de taux d'intérêt opérés sur le marché financier ou, dans les pays où les instruments de taux ne sont pas liquides, par des ressources de financement tirées à taux fixe ; dans la pratique, les swaps sont effectués à la fin de chaque période décennale. Les crédits aux réseaux de concessionnaires sont accordés par référence à des taux court terme et la réserve de liquidité est elle-même également investie en référence à ces mêmes taux. Ainsi, cette stratégie de couverture de juste valeur permet à la partie sensible au risque de taux de tous les actifs de la banque d'être rémunérés sur la base de taux court terme.

En ce qui concerne le passif, tout nouvel emprunt sensible au risque de taux est également couvert par la mise en place de dérivés adaptés, ainsi les ressources financières de la banque sont elles aussi indexées sur une structure de taux révisables à trois mois.

Par ailleurs, jusqu'au troisième trimestre 2008, afin de garantir un coût de refinancement dans la limite d'un plafond fixé à l'avance pour les nouveaux encours de crédit à la « clientèle finale »

accordés en euros, Banque PSA Finance avait mis en place des options de swaps de taux d'intérêt. Au 31 décembre 2008, ces dernières sont arrivées à échéance.

La position nette de risque de taux pour les sociétés de financement est la suivante :

(en millions d'euros)	31/12/2008			
	Du jour le jour à 1 an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	TOTAL
Total actifs	14 457	10 329		24 786
Total passifs	(19 815)	(1 752)	(55)	(21 622)
POSITION NETTE AVANT GESTION	(5 358)	8 577	(55)	3 164
Instruments financiers dérivés	5 380	(5 435)	55	-
POSITION NETTE APRÈS GESTION	22	3 142	-	3 164

(en millions d'euros)	31/12/2007			
	Du jour le jour à 1 an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	TOTAL
Total actifs	17 809	9 929	-	27 738
Total passifs	(23 120)	(1 154)	(62)	(24 336)
POSITION NETTE AVANT GESTION	(5 311)	8 775	(62)	3 402
Instruments financiers dérivés	5 788	(5 850)	62	-
POSITION NETTE APRÈS GESTION	477	2 925	-	3 402

(en millions d'euros)	31/12/2006			
	Du jour le jour à 1 an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	TOTAL
Total actifs	16 749	9 597	-	26 346
Total passifs	(19 264)	(2 350)	(1 316)	(22 930)
POSITION NETTE AVANT GESTION	(2 515)	7 247	(1 316)	3 416
Instruments financiers dérivés	2 981	(4 297)	1 316	-
POSITION NETTE APRÈS GESTION	466	2 950	-	3 416

Les tests de sensibilité mis en œuvre, en prenant pour hypothèse une hausse ou une baisse de 1 % du niveau moyen des taux montrent que l'effet positif ou négatif sur le résultat avant impôt peut être estimé à 0,3 million d'euros au 31 décembre 2008 (1,6 million d'euros sur l'évaluation 2007).

La position nette après gestion dont les échéances sont comprises entre un et cinq ans, correspond aux actifs nets couverts par les fonds propres du groupe Banque PSA Finance.

C. Risque actions

Le risque actions est le risque de prix lié à une variation défavorable du prix des titres de capital détenus.

Compte tenu de la situation des marchés actions et de la difficulté à identifier une hypothèse de variation raisonnable pour le calcul de la sensibilité, le Groupe indique des sensibilités selon les mêmes hypothèses qu'en 2007.

(en millions d'euros)	31/12/2008	
	Titres de placement « disponibles à la vente »	Titres de placement « comptabilisés selon l'option juste valeur »
Position Bilan	104	37
Sensibilité au résultat	-	(7)
Sensibilité en capitaux propres	(21)	N/A
Hypothèse de variation défavorable	20 %	20 %

(en millions d'euros)	31/12/2007	
	Titres de placement « disponibles à la vente »	Titres de placement « comptabilisés selon l'option juste valeur »
Position Bilan	254	59
Sensibilité au résultat	-	(12)
Sensibilité en capitaux propres	(51)	N/A
Hypothèse de variation défavorable	20 %	20 %

(en millions d'euros)	31/12/2006	
	Titres de placement « disponibles à la vente »	Titres de placement « comptabilisés selon l'option juste valeur »
Position Bilan	283	61
Sensibilité au résultat	-	(6)
Sensibilité en capitaux propres	(28)	N/A
Hypothèse de variation défavorable	10 %	10 %

D. Risque matières premières

Les coûts de production de la division Automobile et de Faurecia sont exposés aux variations de prix de certaines matières premières, soit par leurs achats directs, soit indirectement par l'impact de ces variations sur les coûts de leurs fournisseurs. Ces matières premières sont, soit des produits industriels négociés de gré à gré, tels que l'acier ou les matières plastiques, soit des produits cotés directement sur des marchés organisés, tels que l'aluminium, le cuivre, le plomb ou les métaux précieux, auquel cas les prix de transaction des matières ou des composants achetés sont fixés par référence directe aux cours cotés sur ces marchés.

En 2008, le Groupe a couvert une partie de son risque matières premières (sur les métaux) de l'année 2008 à l'aide d'instruments financiers tels que des achats d'options et des swaps. Ces couvertures sont liées à des opérations physiques d'achat pour les besoins de la production, le Groupe ne prenant aucune position spéculative sur les matières premières.

Sur l'exercice 2008, les opérations de couverture de matières premières ont concerné des achats de plomb, de platine et

d'aluminium. Elles ont été qualifiées de couverture de flux futurs au sens d'IAS 39.

Ces couvertures de risque matières ont été évaluées directement pour - 23 millions d'euros par les capitaux propres au cours de la période. Lors de la réalisation des achats de matières couverts, la part efficace de ces couvertures a été constatée en résultat opérationnel courant à hauteur de - 17 millions d'euros, sans impacter le coût d'entrée des stocks de matières premières. Compte tenu de la baisse des volumes prévus, un montant de - 6 millions d'euros a été comptabilisé en produits et charges à caractère financier au titre de la perte d'efficacité des couvertures initialement souscrites.

Au 31 décembre 2008, le Groupe ne dispose plus d'instruments de couverture du risque matières pour gérer son exposition à terme aux variations de prix des matières premières.

E. Risque de contrepartie

Le Groupe accorde une attention particulière à la sécurité des paiements des biens et services qu'il délivre à ses clients. Les relations avec les concessionnaires des marques Peugeot et

Citroën sont gérées dans le cadre de l'organisation de financement des ventes décrite ci-dessous. Les paiements des autres clients du Groupe font l'objet de mécanismes de sécurisation avec des contreparties de premier plan validées en comité de trésorerie. Par ailleurs, les règlements intragroupe font l'objet de manière appropriée de couverture du risque politique chaque fois que nécessaire.

Les autres risques de contrepartie portent sur les placements de trésorerie et les opérations de produits dérivés de change ou de taux. Pour ces deux types d'opérations, ces risques sont encadrés dans un dispositif de limites par types d'instruments et selon la qualité de la contrepartie, en ne retenant que des partenaires financiers de premier plan. Les opérations de produits dérivés sont négociées dans des accords cadres ISDA ou FBF et font, pour les contreparties les plus actives, l'objet de procédures d'appels de marge ajustés toutes les semaines.

Les placements de trésorerie sont soit engagés directement sur des titres de créances de contreparties validées, soit dans des OPCVM accompagnés d'une garantie bancaire en capital et performance. Les placements en titres de créances négociables portent essentiellement sur des titres émis par des établissements financiers, et dans une moindre mesure par des entreprises non financières.

F. Risque de liquidité

Gestion du risque de liquidité des activités industrielles et commerciales

Au 31 décembre 2008, les sociétés industrielles et commerciales génèrent un endettement net de 2 906 millions d'euros (cf. Note 38). Les passifs financiers non courants représentent l'essentiel de cet endettement net et comprennent des emprunts obligataires pour 2 651 millions d'euros et d'autres emprunts long terme pour 1 470 millions d'euros pour lesquels le remboursement du nominal se situe au-delà de 2009. L'échéancier des intérêts contractuels est détaillé en Note 31.3. Seul l'emprunt obligataire et les crédits syndiqués de Faurecia sont soumis au respect de clauses restrictives décrites en Note 31.2.

Par ailleurs, Peugeot S.A. et le GIE PSA Trésorerie disposent d'une ligne de crédit confirmée non tirée au 31 décembre 2008, à échéance 2011. Cette ligne de crédit n'est soumise à aucune condition de tirage particulière.

Compte tenu de l'environnement économique actuel, le Groupe anticipe des besoins de refinancement significatifs pour 2009 pour l'ensemble de ses activités industrielles et commerciales.

Différentes possibilités sont d'ores et déjà à l'étude avec des chances raisonnables de réalisation, parmi lesquelles :

- ouverture de nouveaux crédits bancaires syndiqués à moyen terme ;
- obtention d'un soutien financier de l'état sous forme d'emprunt à long terme.

Gestion du risque de liquidité des activités de financement

Banque PSA Finance s'appuie sur une structure de capital adéquate, accompagnée par la mise en réserve d'une partie significative de ses résultats, qui se traduit par de solides ratios de solvabilité confortés par la qualité des actifs de la banque.

Son financement est assuré avec une diversification aussi large que possible des sources de liquidité, une adéquation entre les échéances des ressources de financement et celles de ses encours de crédit, ainsi qu'une couverture complète des expositions aux risques de change et de taux. Une sécurité de liquidité complémentaire est assurée par la recherche d'une réserve permanente de liquidités et par des lignes de crédit confirmées syndiquées non tirées (cf. Note 38.2).

Banque PSA Finance dispose également de lignes de crédit confirmées non tirées au 31 décembre 2008, dont les échéances s'échelonnent jusqu'en 2014 (cf. Note 38.2). Sur ces bases, Banque PSA Finance est assurée de pouvoir faire face à l'encours de ses échéances sur 2009.

Pour financer sa nouvelle production, Banque PSA Finance dispose de différentes solutions dont la probabilité de mise en œuvre n'apparaît pas remise en cause par le contexte financier actuel :

- renouvellement des lignes de crédit bancaire venant à échéance ;
- programmes de titrisation sur les créances détail de certains pays, notamment dans le cadre des appels d'offres de banques centrales ;
- recours éventuel au marché de capitaux longs.

37.2. Instruments de couverture des activités industrielles et commerciales

Une description des différents types de couverture et leur comptabilisation sont décrites dans la Note 1.14. D (b).

A. Information sur les notionnels couverts et sur la valeur des instruments de couverture

	31/12/2008					
	Valeur au bilan		Notionnel	Échéances		
	Actif	Passif		< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
<i>(en millions d'euros)</i>						
Risque de change						
Couverture de juste valeur :						
- Contrats de change à terme	2	-	38	38	-	-
- Options de change	3	-	39	39	-	-
- Swaps de devises	5	-	540	540	-	-
Couverture de flux futurs :						
- Options de change	17	-	433	433	-	-
Trading ⁽¹⁾	235	(236)	1 102	1 062	40	-
Total	262	(236)	2 152	2 112	40	-
Risque de Taux						
Couverture de juste valeur :						
- Swaps de taux	223	-	2 100		1 500	600
Couverture de flux futurs						
- Swaps de taux	-	(12)	2 837	1 415	1 422	-
Trading ⁽²⁾	15	(16)	2 393	1 175	1 218	-
Total	238	(28)	7 330	2 590	4 140	600
TOTAL COUVERTURES DE JUSTE VALEUR	233	-	2 717	617	1 500	600
TOTAL COUVERTURES DE FLUX FUTURS	17	(12)	3 270	1 848	1 422	-

(1) Trading : instruments dérivés non qualifiés de couverture au sens d'IAS 39. Conformément à IAS 21 les dettes et créances libellées en devises devant être systématiquement réévaluées au taux de clôture avec effet en résultat, le Groupe a choisi de ne pas mettre en place de documentation de couverture qui aboutirait au même résultat.

(2) Trading : instruments dérivés non qualifiés de couverture au sens d'IAS 39. Correspond à la juste valeur des instruments financiers de couverture économique des dettes ou titres de placement.

	31/12/2007					
	Valeur au bilan		Notionnel	Échéances		
	Actif	Passif		< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
<i>(en millions d'euros)</i>						
Risque de change						
Couverture de juste valeur :						
- Contrats de change à terme	-	-	14	14	-	-
- Options de change	-	-	-	-	-	-
- Swaps de devises	5	(1)	534	415	119	-
Couverture de flux futurs :						
- Options de change	18	-	832	590	242	-
Trading ⁽¹⁾	46	(52)	1 448	1 387	61	-
Total	69	(53)	2 828	2 406	422	-
Risque de Taux						
Couverture de juste valeur :						
- Swaps de taux	58	-	2 100	-	1 500	600
Trading ⁽²⁾	35	(14)	6 897	3 288	3 609	-
Total	93	(14)	8 997	3 288	5 109	600
TOTAL COUVERTURES DE JUSTE VALEUR	63	(1)	2 648	429	1 619	600
TOTAL COUVERTURES DE FLUX FUTURS	18	-	832	590	242	-

(1) Trading : instruments dérivés non qualifiés de couverture au sens d'IAS 39. Conformément à IAS 21 les dettes et créances libellées en devises devant être systématiquement réévaluées au taux de clôture avec effet en résultat, le Groupe a choisi de ne pas mettre en place de documentation de couverture qui aboutirait au même résultat.

(2) Trading : instruments dérivés non qualifiés de couverture au sens d'IAS 39. Correspond à la juste valeur des instruments financiers de couverture économique des dettes ou titres de placement.

	31/12/2006					
	Valeur au bilan		Notionnel	Échéances		
				< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
(en millions d'euros)	Actif	Passif				
Risque de change						
Couverture de juste valeur :						
- Contrats de change à terme	1	-	45	45	-	-
- Options de change	-	-	154	154	-	-
- Swaps de devises	2	(1)	469	350	119	-
Couverture de flux futurs :						
- Options de change	6	-	2 423	2 159	264	-
Trading ⁽¹⁾	6	(2)	1 180	1 087	93	-
Total	15	(3)	4 271	3 795	476	-
Risque de Taux						
Couverture de juste valeur :						
- Swaps de taux	164	(4)	2 610	300	1 710	600
Trading ⁽²⁾	42	(13)	10 427	6 991	3 436	-
Total	206	(17)	13 037	7 291	5 146	600
TOTAL COUVERTURES DE JUSTE VALEUR	167	(5)	3 278	849	1 829	600
TOTAL COUVERTURES DE FLUX FUTURS	6	-	2 423	2 159	264	-

(1) Trading : instruments dérivés non qualifiés de couverture au sens d'IAS 39. Conformément à IAS 21 les dettes et créances libellées en devises devant être systématiquement réévaluées au taux de clôture avec effet en résultat, le Groupe a choisi de ne pas mettre en place de documentation de couverture qui aboutirait au même résultat.

(2) Trading : instruments dérivés non qualifiés de couverture au sens d'IAS 39. Correspond à la juste valeur des instruments financiers de couverture économique des dettes ou titres de placement.

B. Informations sur les impacts résultat et capitaux propres des instruments de couverture

Impact des couvertures de flux futurs sur risques de change

(en millions d'euros)	2008	2007	2006
Juste valeur à l'ouverture	17	6	16
Variation part efficace en capitaux propres	1	2	3
Variation part inefficace en résultat	(35)	(6)	(46)
Achats d'options	41	15	33
Sortie suite à exercice ou cession	(7)	-	-
JUSTE VALEUR À LA CLÔTURE	17	17	6
Reprise de valeur intrinsèque en résultat pour exercice et cessions	86	2	-
Reprise de valeur intrinsèque en résultat pour déqualification	5	7	-
Impact avant impôt sur résultat	56	3	(46)
Impact avant impôt sur capitaux propres	(6)	4	3

Les couvertures de flux futurs des sociétés industrielles et commerciales (hors Faurecia) sont les options de change en yens et en livres sterling décrites en Note 37.1. A.

Les variations de valeur temps et de la part inefficace de la valeur intrinsèque sont enregistrées en « Produits et charges à caractère financier » (Note 12). La part efficace de la couverture est recyclée en résultat opérationnel courant lors de la réalisation du chiffre d'affaires.

La variation de valeur intrinsèque des instruments de change qualifiés de couverture en IFRS porté en capitaux propres s'élève pour Faurecia à - 11 millions d'euros.

Impact des couvertures de flux futurs sur risques de taux

(en millions d'euros)	2008	2007	2006
Juste valeur à l'ouverture	22	26	13
Variation part efficace en capitaux propres	(12)	-	-
Variation part inefficace en résultat	(3)	-	8
Variation de valeur des instruments non qualifiés de couverture	(21)	(9)	-
Achats d'options	2	5	5
Sortie suite à exercice ou cession	-	-	-
JUSTE VALEUR À LA CLÔTURE	(12)	22	26
Reprise de valeur intrinsèque en résultat pour exercice	(3)	-	-
Variation de valeur des instruments non qualifiés de couverture	(21)	(9)	-
Impact avant impôt sur résultat	(24)	(9)	8
Impact avant impôt sur capitaux propres	(12)	-	-

À compter du 1^{er} janvier 2008 pour une part et du 1^{er} juillet 2008 pour une autre part, des instruments dérivés de Faurecia ont pu, pour la première fois, être qualifiés de couverture selon les règles définies par la norme IAS 39. Les autres instruments dérivés achetés par Faurecia, bien qu'ils correspondent économiquement à une couverture du risque de taux sur l'endettement financier, ne sont pas qualifiés de couverture au sens de la norme IAS 39.

La couverture de taux en *cash-flow hedge* concerne exclusivement Faurecia.

La variation de valeur intrinsèque des instruments de taux qualifiés de couverture en IFRS porté en capitaux propres s'élève pour Faurecia à - 12 millions d'euros.

Impact des couvertures de juste valeur

(en millions d'euros)	2008	2007	2006
Réévaluation en résultat des emprunts couverts	(174)	99	147
Réévaluation en résultat des couvertures sur emprunts	167	(99)	(145)
IMPACT NET SUR RÉSULTAT	(7)	-	2

Le résultat des couvertures sur emprunts présenté en Note 11 enregistre également le résultat des couvertures non traitées en comptabilité de couverture selon les règles définies par IAS 39.

37.3. Instruments de couverture des activités de financement

Les différents types de couverture et leur comptabilisation sont décrits dans la Note 1.14 D (b).

A. Information sur les notionnels couverts et sur la valeur des instruments de couverture

Pour une lecture plus facile des états financiers, les notionnels de sens contraire ont été nettés. Une information est cependant donnée en bas de page.

	31/12/2008			Échéances		
	Valeur au bilan		Notionnel	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
	Actif	Passif				
<i>(en millions d'euros)</i>						
Risque de change						
Couverture de juste valeur :						
- Swaps de devises	329	(1)	2 372	2 318	54	-
Risque de taux						
Couverture de juste valeur :						
- Swaps de couverture des emprunts	11	-	1 176	475	701	-
- Swaps de couverture des EMTN/BMTN	12	(3)	1 587	712	866	9
- Swaps de couverture des obligations ⁽¹⁾	130	(130)	-	-	-	-
- Swaps de couverture des certificats de dépôt	2	-	508	508	-	-
- Swaps de couverture des autres dettes représentées par un titre	1	-	46	-	-	46
- Swaps de couverture de l'encours détail	2	(209)	12 886	5 882	7 004	-
- Produits à recevoir/(charges à payer) sur swaps de couverture	39	(77)	-	-	-	-
TOTAL	526	(420)	18 575	9 895	8 625	55
Total couvertures de juste valeur	526	(420)	18 575	9 895	8 625	55
Total couvertures de flux futurs	-	-	-	-	-	-

(1) Ce poste inclut des swaps de couverture fermés au niveau consolidé pour un montant de 4 251 millions d'euros.

Il n'y a pas de swaps en position ouverte isolée. Des swaps d'un montant de 310 millions d'euros se neutralisent au sein d'un portefeuille homogène et comprennent essentiellement des swaps symétriques mis en place lors des premières opérations de titrisation.

	31/12/2007					
	Valeur au bilan		Notionnel	Échéances		
	Actif	Passif		< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
<i>(en millions d'euros)</i>						
Risque de change						
Couverture de juste valeur :						
- Swaps de devises	45	-	2 393	2 156	237	-
Risque de taux						
Couverture de juste valeur :						
- Swaps de couverture des emprunts	-	(1)	701	623	25	53
- Swaps de couverture des EMTN/BMTN	1	(29)	2 437	1 466	962	9
- Swaps de couverture des obligations ⁽²⁾	42	(42)	-	-	-	-
- Swaps de couverture des certificats de dépôt	-	-	-	-	-	-
- Swaps de couverture des autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
- Swaps de couverture de l'encours détail	79	(5)	13 215	6 228	6 987	-
- Produits à recevoir/(charges à payer) sur swaps de couverture	27	(35)	-	-	-	-
Couverture de flux futurs :						
- Options de swaps	7	-	2 522	2 522	-	-
Trading ⁽¹⁾	44	(52)	602	450	152	-
TOTAL	245	(164)	21 870	13 445	8 363	62
Total couvertures de juste valeur	194	(112)	18 746	10 473	8 211	62
Total couvertures de flux futurs	7	-	2 522	2 522	-	-

(1) Trading : instruments dérivés non qualifiés de couverture au sens d'IAS 39. Correspond à la juste valeur des instruments financiers à terme de couverture économique des dettes ou des titres de placement évalués selon l'option juste valeur.

Le poste inclut des swaps se neutralisant au sein de portefeuilles homogènes pour un montant de notionnel s'élevant à 1 475 millions d'euros et comprenant essentiellement des swaps symétriques mis en place lors des premières opérations de titrisation. Il inclut également des swaps de sens contraire qui assurent la couverture économique de dette représentée par un titre pour un montant net de 152 millions d'euros.

(2) Le poste inclut deux swaps de sens contraire d'un montant de 3 350 millions d'euros.

	31/12/2006					
	Valeur au bilan		Notionnel	Échéances		
				< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
(en millions d'euros)	Actif	Passif				
Risque de change						
Couverture de juste valeur :						
- Swaps de devises	4	(31)	2 422	2 004	418	-
Risque de taux						
Couverture de juste valeur :						
- Swaps de couverture des emprunts	-	(3)	2 654	2 577	20	57
- Swaps de couverture des EMTN/BMTN	1	(38)	3 111	808	2 294	9
- Swaps de couverture des obligations ⁽²⁾	3	(3)	-	-	-	-
- Swaps de couverture des certificats de dépôt	-	-	-	-	-	-
- Swaps de couverture des autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
- Swaps de couverture de l'encours détail	107	-	13 063	6 300	6 763	-
- Produits à recevoir/(charges à payer) sur swaps de couverture	69	(84)	-	-	-	-
Couverture de flux futurs :						
- Options de swaps	21	-	5 163	5 163	-	-
Trading ⁽¹⁾	31	(52)	3 204	2 589	615	-
TOTAL	236	(211)	29 617	19 441	10 110	66
Total couvertures de juste valeur	184	(159)	21 250	11 689	9 495	66
Total couvertures de flux futurs	21	-	5 163	5 163	-	-

(1) Trading : instruments dérivés non qualifiés de couverture au sens d'IAS 39. Correspond à la juste valeur des instruments financiers à terme de couverture économique des dettes ou des titres de placement évalués selon l'option juste valeur. Le poste inclut des swaps se neutralisant au sein de portefeuilles homogènes pour un montant de notionnel s'élevant à 1 287 millions d'euros et comprenant essentiellement des swaps symétriques mis en place lors des premières opérations de titrisation. Il inclut également des swaps de sens contraire qui assurent la couverture économique de dettes représentées par un titre pour un montant net de 152 millions d'euros.

(2) Le poste inclut deux swaps de sens contraire d'un montant de 1 250 millions d'euros.

B. Informations sur les impacts résultat et capitaux propres des instruments de couverture

Impact des couvertures de flux futurs

(en millions d'euros)	2008	2007	2006
Juste valeur à l'ouverture	7	21	11
Variation part efficace en capitaux propres	12	30	50
Variation part inefficace en résultat	(8)	(9)	(20)
Achats d'options	2	6	24
Sortie suite exercice ou cession	(13)	(41)	(44)
JUSTE VALEUR À LA CLÔTURE	-	7	21
Reprise de valeur intrinsèque en résultat pour exercice	33	27	10
Reprise de valeur intrinsèque en résultat pour déqualification	-	-	-
Impact avant impôt sur résultat	25	18	(10)
Impact avant impôt sur capitaux propres	12	30	50

Au 31 décembre 2008, il n'y a plus de swaptions ouvertes, ces dernières étant arrivées à échéance.

Impact des couvertures de juste valeur

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006	Variation de juste valeur	Inefficacité en résultat
Écart de réévaluation des encours					
- Vente à crédit	142	(43)	(65)		
- Location avec option d'achat	30	(7)	(11)		
- Location longue durée	41	(13)	(21)		
Total valorisation nette	213	(63)	(97)	276	
Instruments dérivés de couverture de l'encours détail					
- à l'actif	2	79	107		
- au passif	(209)	(5)	-		
Total valorisation nette	(207)	74	107	(281)	
INEFFICACITÉ EN STOCK	6	11	10		(5)
Écart de réévaluation des emprunts couverts					
Valorisation nette	(12)	1	3		
Total valorisation nette	(12)	1	3	(13)	
Instruments dérivés de couverture des emprunts					
- à l'actif	11	-	-		
- au passif	-	(1)	(3)		
Total valorisation nette	11	(1)	(3)	12	
INEFFICACITÉ EN STOCK	(1)	-	-		(1)
Écart de réévaluation des EMTN/BMTN couverts					
Valorisation nette	(10)	26	37		
Total valorisation nette	(10)	26	37	(36)	
Instruments dérivés de couverture des EMTN/BMTN					
- à l'actif	12	1	1		
- au passif	(3)	(29)	(38)		
Total valorisation nette	9	(28)	(37)	37	
INEFFICACITÉ EN STOCK	(1)	(2)	-		1
Écart de réévaluation des obligations couvertes					
Valorisation nette	-	-	-		
Total valorisation nette	-	-	-	-	
Instruments dérivés de couverture des obligations					
- à l'actif	130	42	3		
- au passif	(130)	(42)	(3)		
Total valorisation nette	-	-	-	-	
INEFFICACITÉ EN STOCK	-	-	-		-
Écart de réévaluation des certificats de dépôt					
Valorisation nette	(2)	-	-		
Total valorisation nette	(2)	-	-	(2)	
Instruments dérivés de couverture des certificats de dépôt					
- à l'actif	2	-	-		
- au passif	-	-	-		
Total valorisation nette	2	-	-	2	
INEFFICACITÉ EN STOCK	-	-	-		-

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006	Variation de juste valeur	Inefficacité en résultat
Écart de réévaluation des autres dettes représentées par des titres couverts					
Valorisation nette	(1)	1	-		
Total valorisation nette	(1)	1	-	(2)	
Instruments dérivés de couverture des autres dettes représentées par des titres					
- à l'actif	1	-			
- au passif	-	(1)			
Total valorisation nette	1	(1)	-	2	
INEFFICACITÉ EN STOCK	-	-	-		-

Note 38 Position financière nette des activités industrielles et commerciales

38.1. Détail

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Position aux bornes des sociétés industrielles et commerciales			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 040	5 185	6 339
Autres actifs financiers non courants	848	1 121	1 321
Actifs financiers courants	515	1 483	1 132
Passifs financiers non courants	(4 491)	(4 294)	(4 125)
Passifs financiers courants	(1 818)	(2 091)	(4 551)
(ENDETTEMENT NET) POSITION FINANCIÈRE NETTE AUX BORNES DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES	(2 906)	1 404	116
Dont position hors Groupe	(2 896)	1 396	(25)
Dont position vis-à-vis des sociétés de financement	(10)	8	141

38.2. Lignes de crédit

Le groupe PSA PEUGEOT CITROËN bénéficie, dans le cadre des lignes de crédits renouvelables dont les échéances s'échelonnent jusqu'en 2014, de possibilités d'emprunts dans les limites suivantes :

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Peugeot S.A. et GIE PSA Trésorerie ⁽¹⁾	2 400	2 400	2 400
Faurecia ⁽²⁾	1 170	1 600	1 600
Groupe Banque PSA Finance ⁽³⁾	6 000	6 000	6 000
LIGNES DE CRÉDITS CONFIRMÉES	9 570	10 000	10 000

(1) A échéance mars 2011.

(2) En deux tranches d'égal montant, à échéances novembre 2011 et novembre 2013.

(3) En trois tranches d'égal montant, à échéances juillet 2010, juin 2012 et juin 2014.

Peugeot S.A., le GIE PSA Trésorerie et le groupe Banque PSA Finance n'utilisent pas ces possibilités d'emprunt.

Seule Faurecia utilise les siennes à hauteur de :

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
UTILISATIONS DE FAURECIA	906	800	700

Ce contrat contient des clauses restrictives notamment en matière de ratios financiers (Note 31.2) ; ces clauses sont respectées au 31 décembre 2008. Sur la base des dernières prévisions réalisées dans un environnement économique incertain, ces ratios pourraient ne pas être respectés au 30 juin 2009. Le non respect de ces ratios entraînerait l'exigibilité de l'emprunt obligataire 2005

de Faurecia et la possibilité pour les établissements financiers participant au crédit syndiqué d'en demander le remboursement anticipé.

Par ailleurs, Faurecia a l'intention de renégocier ses financements existants avec les établissements financiers.

Note 39 Rentabilité des capitaux employés

39.1. Capitaux employés

Les capitaux employés correspondent aux moyens que l'entreprise met en œuvre pour ses activités opérationnelles. Leur définition diffère entre les activités industrielles et commerciales et les activités de financement.

Sont considérés comme capitaux employés :

- l'ensemble des actifs non financiers, nets des passifs non financiers, des sociétés industrielles et commerciales, tels qu'ils figurent au bilan consolidé du Groupe ;
- l'actif net des activités de financement.

Les capitaux employés s'établissent en conséquence comme suit :

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Écarts d'acquisition	1 237	1 488	1 488
Immobilisations incorporelles	4 061	3 885	3 947
Immobilisations corporelles	14 064	14 652	15 221
Titres mis en équivalence	732	725	687
Titres de participation	48	47	53
Autres actifs non courants	152	126	96
Actifs d'impôts différés	468	428	499
Stocks	7 757	6 913	6 826
Clients des activités industrielles et commerciales	2 001	2 857	3 043
Créances d'impôts courants	189	169	210
Autres débiteurs	1 897	1 782	1 719
Autres passifs non courants	(2 793)	(2 886)	(2 759)
Provisions non courantes	(876)	(1 109)	(1 383)
Passifs d'impôts différés	(1 321)	(1 689)	(1 854)
Provisions courantes	(2 053)	(2 132)	(1 747)
Fournisseurs d'exploitation et effets à payer	(8 428)	(10 600)	(10 481)
Passifs d'impôts courants	(76)	(158)	(152)
Autres créanciers	(3 795)	(4 241)	(4 075)
Actif net des activités de financement	2 919	2 894	2 652
Réciprocités	(10)	8	141
TOTAL	16 173	13 159	14 131

39.2. Résultat économique

Le résultat économique est constitué du résultat net avant prise en compte :

- des charges de financement ;
- des produits sur prêts, titres de placement et trésorerie ;
- des plus et moins-values nettes de titres de placement ;
- des impôts correspondants aux éléments ci-dessus.

Un taux d'impôt égal au taux effectif du Groupe pour chaque opération est appliqué pour déterminer le résultat économique net d'impôts à rapporter aux capitaux employés.

Le résultat économique s'établit en conséquence comme suit :

(en millions d'euros)	2008	2007	2006
Résultat net consolidé	(500)	826	70
Produits sur prêts, titres de placement et trésorerie	(247)	(283)	(178)
Charges de financement	343	306	234
Plus-value nette sur cessions de titres de placement	-	-	(26)
Impôts sur produits et charges financiers	6	28	9
RÉSULTAT ÉCONOMIQUE, NET D'IMPÔTS	(398)	877	109

39.3. Rentabilité des capitaux employés

La rentabilité instantanée des capitaux employés, rapport du résultat économique au total des capitaux employés à la clôture de l'exercice s'établit en conséquence comme suit :

	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
	(2,5 %)	6,7 %	0,8 %

Note 40 Engagements donnés hors bilan et passifs éventuels

40.1. Opérations spécifiques

Les engagements de retraite non inscrits au bilan correspondent aux écarts actuariels différés (Note 30.1. E) en conformité avec la méthode du corridor (Note 1.19.).

40.2. Autres opérations

Pour les opérations courantes, Le Groupe est engagé à la clôture de l'exercice pour les montants suivants :

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Activités industrielles et commerciales			
Commandes fermes pour l'acquisition d'actifs immobilisés	1 203	1 291	1 245
Commandes d'études et assimilés	6	8	9
Engagements de location non résiliables	854	868	878
	2 063	2 167	2 132
Activités de financement			
Engagements de financement en faveur de la clientèle	1 356	1 337	1 306
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle et d'établissement de crédit ⁽¹⁾	722	75	111
	2 078	1 412	1 417
Avals, cautions et garanties donnés	281	536	580
Actifs nantis, gagés ou hypothéqués	148	184	251

(1) L'augmentation des engagements est principalement due aux créances données en garantie à la société de Financement de l'Économie Française (SFEF), dans le cadre de la loi de finances rectificative n° 2008-1061 du 16 octobre 2008 pour le financement de l'économie.

Le Groupe est engagé dans des litiges survenus dans le cadre normal de ses activités. Le Groupe considère, sur la base des informations disponibles à ce jour, qu'il est peu probable que ces litiges entraînent une sortie de ressource sans contrepartie.

Pour accélérer son développement et réduire ses coûts, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN bénéficie de coopérations mises en œuvre avec d'autres constructeurs et portant sur le développement en commun d'organes mécaniques ou de véhicules. Ces accords permettent le partage des dépenses projet, apportant des économies d'échelles bénéfiques en termes de compétitivité.

Afin que la coopération soit équilibrée, les partenaires s'engagent sur un minimum d'enlèvement des productions concernées, et le non-respect de cet engagement entraîne le paiement de pénalités afin de compenser les frais de production restant à la charge du partenaire. Le cas échéant, les conséquences défavorables de

ces engagements sont traduites dans les comptes consolidés dès que la mise en jeu de telles clauses apparaît probable, sous forme de dépréciation d'actifs et, si nécessaire, de provisions pour charges.

En mai 2008, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN, associé à Mitsubishi Motors Corporation (MMC) qui participe au projet à hauteur de 30 %, a annoncé la construction en Russie d'une nouvelle usine d'une capacité de production annuelle initialement prévue de 160 000 véhicules. La construction a commencé en juin 2008 sur le site de Kaluga situé à 180 km au sud-ouest de Moscou, le démarrage de production étant prévu en 2011. Cependant, les évolutions récentes des marchés automobiles ont conduit les deux partenaires à engager des discussions pour convenir des adaptations souhaitables en termes de dimensionnement de l'investissement et de calendrier de réalisation.

40.3. Détail des actifs nantis, gagés ou hypothéqués

ÉCHÉANCIER

(en millions d'euros)	Date d'échéance	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Immobilisations corporelles	Indéfinie	12	15	17
Immobilisations financières				
	2006	-	-	-
	2007	-	-	56
	2008	-	32	49
	2009	32	49	84
	2010	11	11	11
	2011	33	29	34
	> 2011	60	48	-
		136	169	234
	Total	148	184	251
TOTAL DU BILAN		61 720	68 975	69 094
	Pourcentage	0,2 %	0,3 %	0,4 %

Note 41 Transactions avec les parties liées

41.1. Entreprises associées

Il s'agit des entreprises détenues entre 20 % et 50 % sur lesquelles PSA PEUGEOT CITROËN exerce une influence notable et consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Ce sont en majorité des sociétés industrielles et commerciales qui ont

pour objet de produire soit des pièces et équipements destinés à la construction automobile soit des véhicules complets.

Les transactions avec les entreprises associées se font sur une base de prix de marché.

Les dettes et créances vis-à-vis des sociétés mises en équivalence sont les suivantes :

(en millions d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Prêts – part à plus d'un an	9	9	9
Prêts – part à moins d'un an	-	-	-
Créances d'exploitation	257	367	304
Dettes d'exploitation	(944)	(1 376)	(1 159)
Crédits à court terme	(49)	(16)	(114)

Les transactions d'achats et ventes réalisées par le Groupe avec les sociétés mises en équivalence sont les suivantes :

(en millions d'euros)	2008	2007	2006
Achats	(4 927)	(5 122)	(4 609)
Ventes	869	993	990

Après prise en compte des reclassements exposés en Note 2, les achats et ventes vis-à-vis des parties liées ont été réduits de 798 millions d'euros sur 2007 et de 700 millions d'euros sur 2006.

41.2. Parties liées ayant une influence notable sur le Groupe

Il n'existe pas d'opération significative conclue avec un membre des organes de direction ou un actionnaire détenant plus de 5 % du capital de Peugeot S.A.

Note 42 Rémunération des dirigeants

(en millions d'euros)	2008	2007	2006
Montants des rémunérations allouées			
- aux organes de direction	9,3	10,7	6,4
- aux membres du Conseil de Surveillance	0,9	0,8	0,8
TOTAL DES RÉMUNÉRATIONS ALLOUÉES	10,2	11,5	7,2
Charge résultant de l'évaluation des options d'achat d'actions (Note 1.20)	7,3	5,7	5,5
TOTAL	17,5	17,2	12,7

Depuis le 6 février 2007, la direction du Groupe est assurée par le Directoire. Les membres du Directoire, avec les autres membres de la direction générale et les dirigeants rattachés directement au président du Directoire, constituent le Comité de Direction élargi. Les dirigeants du Groupe ainsi définis constituent les organes de direction du Groupe. Précédemment, les organes de direction du Groupe comprenaient le Directoire, le comité exécutif et l'état-major.

Les rémunérations ci-dessus s'entendent hors charges sociales. Pour leur partie variable, les rémunérations du Directoire sont soumises à l'approbation du Conseil de Surveillance du 10 février 2009.

Les bonus relatifs à l'année 2008 et à l'année 2007 sont compris dans les montants indiqués ci-dessus. Ils ont été provisionnés respectivement sur les exercices 2008 et 2007. Ont également été provisionnés sur 2007 les bonus relatifs à l'année 2006 dont le paiement avait été conditionné à l'atteinte d'un niveau minimum de résultat en 2007 et qui s'élèvent à 1,1 million d'euros.

Les options d'achat d'actions de la société Peugeot S.A. attribuées dans l'exercice et lors des plans consentis depuis 1999 sont présentées ci-dessous. Les options d'achat d'actions détenues à la clôture par les membres des organes de direction, sont de :

(en nombre d'options)	2008	2007	2006
Options d'achat d'actions attribuées dans l'exercice	715 000	621 000	510 000
Options d'achat d'actions détenues à la clôture	2 258 000	1 664 760	2 609 000

Les membres des organes de direction du Groupe bénéficient du régime de retraite supplémentaire décrit en Note 30.1. A et 30.1. D.

Par ailleurs, les membres des organes de direction n'ont bénéficié d'aucun avantage à long terme en dehors du régime de retraite supplémentaire évoqué ci-dessus, ni de paiements directs en action, ni d'indemnités de fin de contrat en tant que dirigeant.

Note 43 Événement postérieur à la clôture

Il n'est survenu, depuis le 31 décembre 2008 et jusqu'au 5 février 2009, date d'arrêté des comptes par le Directoire, aucun événement susceptible d'influer de manière significative sur les décisions économiques prises sur la base des présents états financiers. Il est néanmoins souligné que le Conseil de Surveillance du Groupe du 10 février 2009, qui contrôlera ces états financiers, sera appelé

à se prononcer sur l'octroi par PSA Peugeot Citroën au groupe Faurecia d'une garantie de bonne fin de l'augmentation de capital de 450 millions d'euros que sa filiale envisage de décider dans son principe lors de son Conseil d'Administration du 9 février 2009. Peugeot S.A. a l'intention de suivre cette augmentation de capital à hauteur de son niveau de participation actuel.

Note 44 Honoraires des Commissaires aux Comptes

(en millions d'euros)	PricewaterhouseCoopers		Mazars		Ernst & Young (Faurecia)	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007
Audit						
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés						
- Émetteur	0,4	0,4	0,1	0,1	-	-
- Filiales intégrées globalement	7,1	7,2	2,1	1,8	3,0	2,8
Autres diligences et prestations directement liées à la mission de Commissaire aux Comptes						
- Émetteur	-	-	-	-	-	-
- Filiales intégrées globalement	0,6	0,1	-	-	-	-
Sous total	8,1	7,7	2,2	1,9	3,0	2,8
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement						
Juridiques, fiscales, sociales	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-	-	-
	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
TOTAL	8,1	7,7	2,2	1,9	3,0	2,8
Dont Faurecia	1,7	2,0	-	-	3,0	2,8
Hors Faurecia	6,4	5,7	2,2	1,9	-	-

Les auditeurs du groupe PSA PEUGEOT CITROËN sont PricewaterhouseCoopers et Mazars. Le groupe Faurecia dispose de ses propres auditeurs, qui sont PricewaterhouseCoopers et Ernst & Young.

Note 45 Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2008

Sociétés	I/E	% consolidé
HOLDING ET AUTRES ACTIVITÉS		
Peugeot S.A. Paris – France	I	-
Grande Armée Participations Paris – France	I	100
PSA International S.A. Genève – Suisse	I	100
G.I.E. PSA Trésorerie Paris – France	I	100
Financière Pergolèse Paris – France	I	100
D.J. 06 Paris – France	I	100
Société Anonyme de Réassurance Luxembourgeoise – Saral Luxembourg – Luxembourg	I	100
Peugeot Motocycles Mandeure – France	I	100
Peugeot Motocycles Italia S.p.A. Milan – Italie	I	100
Peugeot Motocycles Deutschland GmbH Morfelden – Allemagne	I	100
Jinan Quigqi Peugeot Motorcycles Jinan – Chine	E	50
AUTOMOBILE		
Peugeot Citroën Automobiles S.A. Velizy-Villacoublay – France	I	100
Peugeot Citroën Sochaux S.N.C. Sochaux – France	I	100
Peugeot Citroën Mulhouse S.N.C. Sausheim – France	I	100
Peugeot Citroën Aulnay S.N.C. Aulnay-Sous-Bois – France	I	100
Peugeot Citroën Rennes S.N.C. Chartres-de-Bretagne – France	I	100
Peugeot Citroën Poissy S.N.C. Poissy – France	I	100
Peugeot Citroën Mécanique du Nord-Ouest S.N.C. Paris – France	I	100
Peugeot Citroën Mécanique du Grand Est S.N.C. Paris – France	I	100
Société Mécanique Automobile de l'Est Tremery – France	I	100
Mécanique et Environnement Hérimoncourt – France	I	100
Process Conception Ingénierie S.A. Meudon – France	I	100
PCI do Brasil Ltda Rio de Janeiro – Brésil	I	100
Société de Construction d'Équipements de Mécanisations et de Machines – SCEMM Saint-Étienne – France	I	100
Société Européenne de Véhicules Légers du Nord – Sevelnord Paris – France	E	50

I : Intégration globale - E : Mise en équivalence

Sociétés	I/E	% consolidé
Societa Europea Veicoli Leggeri – Sevel S.p.A. Atessa – Italie	E	50
S.N.C. PC.PR Paris – France	I	100
G.I.E. PSA PEUGEOT CITROËN Paris – France	I	100
Gisevel Paris – France	E	50
Sevelind Paris – France	E	50
Française de Mécanique Douvrin – France	E	50
Société de Transmissions Automatiques Barlin – France	E	20
Peugeot Citroën Automoviles España S.A. Pontevedra – Espagne	I	100
Peugeot Citroën Logistic Deutschland GmbH Sarrebrück – Allemagne	I	100
Peugeot Citroën Automobiles UK Coventry – Royaume-Uni	I	100
Peugeot Citroën Automoveis Mangualde – Portugal	I	98
Toyota Peugeot Citroën Automobiles Czech s.r.o. Kolin – République Tchèque	E	50
PCA Logistika CZ Kolin – République Tchèque	I	100
PCA Slovakia s.r.o. Trnava – Slovaquie	I	100
Peugeot Citroën Trnava s.r.o. Trnava – Slovaquie	I	100
Peugeot Citroën Do Brasil Automoveis Ltda Rio de Janeiro – Brésil	I	100
Peugeot Citroën Comercial Exportadora Rio de Janeiro – Brésil	I	100
Peugeot Citroën Argentina S.A. Buenos Aires – Argentine	I	100
Cociar S.A. Buenos Aires – Argentine	I	100
Aupe S.A. Buenos Aires – Argentine	I	100
Cisa Buenos Aires – Argentine	I	100
Dongfeng Peugeot Citroën Automobiles CY Ltd Wuhan – Chine	E	50
Wuhan Shelong Hongtai Automotive KO Ltd Wuhan – Chine	E	10
PCA Automotive China Chine	I	100
Automobiles Peugeot Paris – France	I	100
Peugeot Motor Company Plc Coventry – Royaume-Uni	I	100
Société Commerciale Automobile Paris – France	I	100
Société Industrielle Automobile de Champagne – Ardennes Cormontreuil – France	I	100
Peugeot Moteur et Systèmes Paris – France	I	100

I : Intégration globale - E : Mise en équivalence

Sociétés	I/E	% consolidé
Société Industrielle Automobile de Provence Marseille – France	I	100
Grands Garages du Limousin Limoges – France	I	100
Peugeot Saint-Denis Automobiles Saint-Denis – France	I	100
Peugeot Media Production France	I	100
Peugeot Belgique Luxembourg S.A. Nivelles – Belgique	I	100
S.A. Peugeot Distribution Service N.V. Schaerbeek – Belgique	I	100
Peugeot Nederland N.V. Utrecht – Pays-Bas	I	100
Peugeot Deutschland GmbH Sarrebrück – Allemagne	I	100
Peugeot Bayern GmbH Munich – Allemagne	I	100
Peugeot Berlin Brandenburg GmbH Berlin – Allemagne	I	100
Peugeot Niederrhein GmbH Dusseldorf – Allemagne	I	100
Peugeot Main/Taunus GmbH Francfort – Allemagne	I	100
Peugeot Sudbaden GmbH Sarrebrück – Allemagne	I	100
Peugeot Hanse GmbH Hambourg – Allemagne	I	100
Peugeot Nordhessen GmbH Lohfendel – Allemagne	I	100
Peugeot Hannover GmbH Hanovre – Allemagne	I	100
Peugeot Rheinland GmbH Cologne – Allemagne	I	100
Peugeot Rein-Neckar GmbH Rein-Neckar – Allemagne	I	100
Peugeot Saartal GmbH Sarrebrück – Allemagne	I	100
Peugeot Sachsen GmbH Dresde – Allemagne	I	100
Peugeot Schwaben GmbH Stuttgart – Allemagne	I	100
Peugeot Weser-Ems GmbH Brême – Allemagne	I	100
Peugeot Mainz Wiesbaden GmbH Wiesbaden – Allemagne	I	100
Peugeot Automobili Italia S.p.A. Milan – Italie	I	100
Peugeot Milan Milan – Italie	I	100
Peugeot Gianicolo S.p.A. Rome – Italie	I	100
Robins & Day Ltd Coventry – Royaume-Uni	I	100
Boomcite Ltd Coventry – Royaume-Uni	I	100
Aston Line Motors Ltd Coventry – Royaume-Uni	I	100

I : Intégration globale - E : Mise en équivalence

Sociétés	I/E	% consolidé
Melvin Motors (Bishopbriggs) Ltd Coventry – Royaume-Uni	I	100
Warwick Wright Motors Chiswick Ltd Coventry – Royaume-Uni	I	100
Rootes Ltd Coventry – Royaume-Uni	I	100
Peugeot España S.A. Madrid – Espagne	I	100
Hispanomocion S.A. Madrid – Espagne	I	100
Peugeot Portugal Automoveis S.A. Lisbonne – Portugal	I	100
Peugeot Portugal Automoveis Distribuição Lisbonne – Portugal	I	99
Peugeot (Suisse) S.A. Berne – Suisse	I	100
Lowen Garage AG Berne – Suisse	I	97
Peugeot Austria GmbH Vienne – Autriche	I	100
Peugeot Autohaus GmbH Vienne – Autriche	I	100
Peugeot Citroën Rus Moscou – Russie	I	100
Peugeot Polska S.p.z.o.o. Varsovie – Pologne	I	100
Peugeot Ceska Republica s.r.o. Prague – République Tchèque	I	100
Peugeot Slovakia s.r.o. Bratislava – Slovaquie	I	100
Peugeot Hungaria Kft Budapest – Hongrie	I	100
Peugeot Slovenija d.o.o. P.z.d.a. Ljubljana – Slovénie	I	100
Peugeot Hrvatska d.o.o. Zagreb – Croatie	I	100
Peugeot Otomotiv Pazarlama AS – Popas Istanbul – Turquie	I	100
Tekoto Motorlu Tasitlar Istanbul Istanbul – Turquie	I	100
Tekoto Motorlu Tasitlar Ankara Ankara – Turquie	I	100
Tekoto Motorlu Tasitlar Bursa Bursa – Turquie	I	100
Peugeot Algérie S.p.A. Alger – Algérie	I	100
Stafim Tunis – Tunisie	E	34
Stafim – Gros Tunis – Tunisie	E	34
Peugeot Chile Santiago du Chili – Chili	I	97
Automotores Franco Chilena S.A. Santiago du Chili – Chili	I	100
Peugeot Mexico S.A. de CV Mexico – Mexique	I	100
Servicios Auto. Franco Mexicana Mexico – Mexique	I	100

I : Intégration globale - E : Mise en équivalence

Sociétés	I/E	% consolidé
Peugeot Citroën Japan KK Co Ltd Tokyo – Japon	I	100
Peugeot Tokyo Tokyo – Japon	I	100
Peugeot Motors South Africa Ltd Johannesburg – Afrique du Sud	I	100
Automobiles Citroën Paris – France	I	100
Société Commerciale Citroën Paris – France	I	100
Citroën Champ de Mars Paris – France	I	100
Citroën Dunkerque Paris – France	I	100
Citer Paris – France	I	98
Société Nouvelle Armand Escalier Antibes – France	I	100
Centrauto Sarcelles – France	I	100
Prince S.A. Aulnay-Sous-Bois – France	I	100
Citroën Argenteuil Bois-Colombes – France	I	100
Citroën Orléans Olivet-La-Source – France	I	100
Cie Picarde de Logistique Automobile Beauvais – France	I	98
Citroën Belux S.A. – N.V. Bruxelles – Belgique	I	100
Citroën Nederland B.V. Amsterdam – Pays-Bas	I	100
Citroën Deutschland AG Cologne – Allemagne	I	100
Citroën Frankfurt GmbH Francfort – Allemagne	I	100
Citroën Commerce GmbH Cologne – Allemagne	I	100
Citroën Italia S.p.A. Milan – Italie	I	100
Citroën U.K.Ltd Coventry – Royaume-Uni	I	100
Citroën Sverige AB Vallingby – Suède	I	100
Citroën Danmark A/S Copenhague – Danemark	I	100
Citroën Norge A/S Skaarer – Norvège	I	100
Citroën (Suisse) S.A. Genève – Suisse	I	100
Citroën Osterreich GmbH Vienne – Autriche	I	100
Automoveis Citroën S.A. Lisbonne – Portugal	I	100
Automoviles Citroën España Madrid – Espagne	I	100
Comercial Citroën S.A. Madrid – Espagne	I	97

I : Intégration globale - E : Mise en équivalence

Sociétés	I/E	% consolidé
Autotransporte Turistico Espanol S.A. (Atesa) Madrid – Espagne	I	99
Garaje Eloy Granollers S.A. Granollers – Espagne	I	99
Motor Talavera Talavera – Espagne	I	100
Rafael Ferriol S.A. Alboraya – Espagne	I	99
Citroën Hungaria Kft Budapest – Hongrie	I	100
Citroën Polska S.p.z.o.o. Varsovie – Pologne	I	100
Citroën Slovenija d.o.o. Komer – Slovénie	I	100
Citroën – Hrvatska d.o.o. Zagreb – Croatie	I	100
Citroën Slovakia s.r.o. Bratislava – Slovaquie	I	100
Citroën Ceska Republica s.r.o. Prague – République Tchèque	I	100
Citroën Romania s.r.l. Bucarest – Roumanie	I	100
Citroën Do Brasil São Paulo – Brésil	I	51
ÉQUIPEMENT AUTOMOBILE		
Faurecia Boulogne-Billancourt – France	I	71
Faurecia Investments Boulogne-Billancourt – France	I	71
Financière Faurecia Boulogne-Billancourt – France	I	71
Société Foncière pour l'Équipement Automobile SFEA Boulogne-Billancourt – France	I	71
Faurecia Sièges d'Automobile SAS Boulogne-Billancourt – France	I	71
Faurecia Systèmes d'Échappement Boulogne-Billancourt – France	I	71
Bleriot Investissements Boulogne-Billancourt – France	I	71
Faurecia Services Groupe Boulogne-Billancourt – France	I	71
Faurecia Global Purchasing Boulogne-Billancourt – France	I	71
Faurecia Cooling System Boulogne-Billancourt – France	I	71
Siemar Sandouville – France	I	71
Faurecia Industries Boulogne-Billancourt – France	I	71
Trecia Etupes – France	I	71
Siebret Redon – France	I	71
Sielest Pulversheim – France	I	71
Siedoubs Montbeliard – France	I	71

I : Intégration globale - E : Mise en équivalence

Sociétés	I/E	% consolidé
Siendor Lieu Saint Amand – France	I	71
Sieval Boulogne-Billancourt – France	I	71
Sieto Somain – France	I	71
Société de Textile de l'Ostrevant Sotexo Somain – France	I	71
Ecsa – Études et Construction de Sièges pour l'Automobile Crevin – France	I	71
EAK – Composants pour l'Automobile S.A.S Valentigney – France	I	36
EAK – Composants pour l'Automobile SNC Valentigney – France	I	36
Faurecia Automotive Holdings Nanterre – France	I	71
Faurecia Bloc Avant Nanterre – France	I	71
Faurecia Intérieur Industrie SNC Nanterre – France	I	71
Faurecia Exhaust International Nanterre – France	I	71
Faurecia Automotive Industrie SNC Nanterre – France	I	71
Automotive Sandouville Nanterre – France	I	71
Cockpit Automotive Systems Douai Douai – France	E	36
SAS Automotive France Nanterre – France	E	36
Ste Automobile du Cuir de Vesoul Vesoul – France	I	71
Société Internationale de Participations S.I.P. Bruxelles – Belgique	I	71
Faurecia Industrie N.V. Gent – Belgique	I	71
SAS Automotive N.V. Gent – Belgique	I	71
Faurecia Ast Luxembourg S.A. Eselborn – Luxembourg	I	71
Faurecia Autositze GmbH & Co KG Stadthagen – Allemagne	I	71
Faurecia Kunststoffe Automobilsysteme GmbH Ingolstadt – Allemagne	I	71
Faurecia Abgastechnik GmbH Furth – Allemagne	I	71
Leistritz Abgastechnik Stollberg GmbH Pfaffenhain – Allemagne	I	71
Faurecia Automotive GmbH Frankfort – Allemagne	I	71
Faurecia Innenraum Systeme GmbH Hagenbach – Allemagne	I	71
Industriepark Sassenburg GmbH Sassenburg – Allemagne	I	71
Sas Autosystemtechnik GmbH & Co KG Karlsruhe – Allemagne	E	36
Sas Autosystemtechnik Verwaltung GmbH Karlsruhe – Allemagne	E	36

I : Intégration globale - E : Mise en équivalence

Sociétés	I/E	% consolidé
Faurecia Netherlands Holding B.V. Roermond – Pays-Bas	I	71
Faurecia Automotive Seating B.V. Roermond – Pays-Bas	I	71
Faurecia Exhaust Systems AB Torsas – Suède	I	71
Faurecia Interior Systems Sweden AB Torsas – Suède	I	71
United Parts Exhaust Systems AB Torsas – Suède	I	71
Faurecia Asientos Para Automovil España S.A. Madrid – Espagne	I	71
Asientos de Castilla Leon S.A. Madrid – Espagne	I	71
Asientos de Galicia SL Vigo – Espagne	I	71
Asientos Del Norte S.A. Vitoria – Espagne	I	71
Industrias Cousin Frères SL Burlada – Espagne	I	36
Tecnoconfort Pampelune – Espagne	I	36
Faurecia Sistemas de Escape España S.A. Vigo – Espagne	I	71
Faurecia Automotive España SL Madrid – Espagne	I	71
Faurecia Interior Systems España S.A. Valence – Espagne	I	71
Faurecia Interior Systems Salc España SL Valence – Espagne	I	71
Cartera E Inversiones Enrich S.A. Madrid – Espagne	I	71
Componentes de Vehiculos de Galicia Porrino – Espagne	E	36
Copo Iberica Vigo – Espagne	E	36
Sas Autosystemtechnik S.A. Pampelune – Espagne	E	36
Valencia Modulos de Puerta SL Valence – Espagne	I	71
Faurecia Assentos de Automovel Limitada Saint Jean de Madere – Portugal	I	71
Faurecia Sistemas de Escape Portugal Lda Concelho de Braganca – Portugal	I	71
Sasal Saint Jean de Madère – Portugal	I	71
Vanpro Assentos Lda Palmela – Portugal	E	36
Faurecia Sistemas de Interior Portugal Componentes Para Automovel S.A. Palmela – Portugal	I	71
Sas Autosystemtechnik de Portugal Unipessoal Ltda Palmela – Portugal	E	36
Eda – Estofagem de Assentos Lda Palmela – Portugal	I	71
Faurecia Automotiv Seating UK Ltd Coventry – Royaume-Uni	I	71

I : Intégration globale - E : Mise en équivalence

Sociétés	I/E	% consolidé
Faurecia Midlands Ltd Coventry – Royaume-Uni	I	71
Sai Automotive Fradley Ltd Fradley – Royaume-Uni	I	71
SAI Automotive Washington Ltd Washington – Royaume-Uni	I	71
SAS Automotive Ltd Oxfordshire – Royaume-Uni	I	71
Faurecia Fotele Samachodowe S.p.z.o.o. Grojec – Pologne	I	71
Faurecia Walbrzych S.p.z.o.o. Walbrzych – Pologne	I	71
Faurecia Gorzow S.p.z.o.o. Gorzow – Pologne	I	71
Faurecia Legnica S.p.z.o.o. Legnica – Pologne	I	71
Faurecia Systemy Kierownicze S.p.z.o.o. Walbrzych – Pologne	I	71
Faurecia Seating Talmaciu s.r.o. Roumanie	I	71
Euro Auto Plastik Mioveni – Roumanie	I	71
Faurecia Technoplast Automotive Nijni Novgorod – Russie	I	43
Arced d.o.o. Novo Mesto – Slovénie	E	36
Faurecia Interior Systems Bratislava s.r.o. Bratislava – Slovaquie	I	71
Faurecia Slovakia s.r.o. Bratislava – Slovaquie	I	71
Faurecia Leather Kosice s.r.o. Bratislava – Slovaquie	I	71
SAS Automotive s.r.o. Bratislava – Slovaquie	I	36
Faurecia Magyarország Kipufogo – Rendszer Kft Vasvar – Hongrie	I	71
Faurecia Exhaust Systems s.r.o. Bakov – République Tchèque	I	71
Faurecia Lecotex AS Tabor – République Tchèque	I	71
Faurecia Interior Systems Bohemia s.r.o. Mlada Boleslav – République Tchèque	I	71
Sas Autosystemtechnik s.r.o. Mlada Boleslav – République Tchèque	E	36
Faurecia Components Pisek Mlada Boleslav – République Tchèque	I	71
Faurecia Automotive Czech Republic Mlada Boleslav – République Tchèque	I	71
Faurecia Équipement Automobile Maroc Kenitra – Maroc	I	71
Teknik Malzeme Ticaret Ve Sanayi A.S. Bursa – Turquie	E	36
Faurecia Polifleks Otomotiv Sanayi Ve Ticaret A.S. Istanbul – Turquie	I	71
Société Tunisienne D'équipements Automobiles Ben Arous – Tunisie	I	71
Faurecia Azin Pars Kianabane Bronze – Iran	I	71

I : Intégration globale - E : Mise en équivalence

Sociétés	I/E	% consolidé
A I Manufacturers		
Port Elizabeth – Afrique du Sud	I	71
Faurecia Automotive Seating Canada Ltd		
Mississauga – Canada	I	71
Faurecia Canada Investment Company		
Montreal – Canada	I	71
Faurecia Usa Holdings Inc.		
Wilmington – États-Unis d'Amérique	I	71
Faurecia Automotive Seating Inc.		
Troy – États-Unis d'Amérique	I	71
Faurecia Exhaust Systems Inc.		
Wilmington – États-Unis d'Amérique	I	71
Faurecia Interior Systems USA Detroit Inc.		
Detroit – États-Unis d'Amérique	I	71
SAS Automotive USA Inc.		
Michigan – États-Unis d'Amérique	E	36
Faurecia Automotive do Brasil Ltda		
Quatro-Barras – Brésil	I	71
Faurecia Sistemas de Escapamento do Brasil Ltda		
São Paulo – Brésil	I	71
SAS Automotive do Brasil Ltda		
São Jose Dos Pinhais Pr – Brésil	E	36
Faurecia Sistemas de Escape Argentina S.A.		
Buenos Aires – Argentine	I	71
Faurecia Argentina		
Buenos Aires – Argentine	I	71
SAS Automotriz Argentina S.A.		
Buenos Aires – Argentine	E	36
Faurecia Duroplast Mexico S.A. de CV		
Puebla – Mexique	E	36
Servicios Corporativos de Personal Especializado S.A.De Cv		
Puebla – Mexique	I	36
Faurecia Interior Systems Mexico S.A. de CV		
Mexico – Mexique	I	71
Faurecia Exhaust Mexicana S.A. de CV		
Mexico – Mexique	I	71
Exhaust Services Mexicana S.A. de CV		
Mexico – Mexique	I	71
SAS Auto Systems S.A. de CV		
Mexico – Mexique	E	36
SAS Auto Systems & Services		
Mexico – Mexique	E	36
Faurecia Japon KK		
Tokyo – Japon	I	71
Faurecia Nhk Co Ltd		
Tokyo – Japon	E	36
Faurecia Nhk Kyushu Ltd		
Tokyo – Japon	E	36
Cfxas – Changchun Faurecia Xuyang Automotive Seating Co Ltd		
Changchun – Chine	I	43
Faurecia (Shanghai) Automotive Systems		
Chine	I	71
Scheesc – Shanghai Honghu Ecia Exhaust Systems Company Ltd		
Sanghai – Chine	I	36
Faurecia Tongda Exhaust System (Wuhan) Co Ltd		
Wuhan – Chine	I	36
Faurecia Exhaust Systems Changchun		
Changchun – Chine	I	36

I : Intégration globale - E : Mise en équivalence

Sociétés	I/E	% consolidé
Faurecia (Wuxi) Seating Components Co Ltd Wuxi – Chine	I	71
Faurecia Gsk (Wuhan) Automotive Seating Co Ltd Wuhan – Chine	I	36
Faurecia (Changchun) Automotive Systems Co Ltd Changchun – Chine	I	71
Faurecia (Shanghai) Management Cy Ltd Shanghai – Chine	I	71
Faurecia Shanghai Business Consulting Cy Shanghai – Chine	I	71
Faurecia Exhaust Systems Qingdao Shanghai – Chine	I	71
Faurecia (Wuhu) Exhaust Systems Wuhu – Chine	I	71
Daeki Faurecia Corp Shiheung City – Corée	I	71
Kwang Jing Faurecia Shiheung City – Corée	E	36
Fesk – Faurecia Exhaust System Korea Shiheung City – Corée	I	71
Faurecia Trim Korea Shiheung City – Corée	I	71
Faurecia Automotive Seating India Private Ltd Bangalore – Inde	I	71
Peugeot Exhaust Systems Rayong Bangkok – Thaïlande	I	71
Faurecia Exhaust Systems South Africa (Pty) Ltd Johannesburg – Afrique du Sud	I	71
Faurecia Interior Systems South Africa (Pty) Ltd Port Elisabeth – Afrique du Sud	I	71
SAS Automotive R.S.A. (Pty) Ltd Port Elisabeth – Afrique du Sud	E	36
TRANSPORT ET LOGISTIQUE		
Gefco Courbevoie – France	I	100
Gefco Benelux S.A. Ath – Belgique	I	100
Gefco Deutschland GmbH Morfelden – Allemagne	I	100
Gefco Suisse S.A. Fahy – Suisse	I	99
Gefco Osterreich GmbH Vienne – Autriche	I	100
Gefco Italia S.p.A. Milan – Italie	I	100
Gefco U.K. Ltd Londres – Royaume-Uni	I	100
Gefco España S.A. Madrid – Espagne	I	100
Gefco Portugal Transitarios Ltd Lisbonne – Portugal	I	100
LLC Gefco (Cis) Moscou – Russie	I	100
Gefco Polska S.p.z.o.o. Varsovie – Pologne	I	100
Gefco Ceska Republica s.r.o. Prague – République Tchèque	I	100

I : Intégration globale - E : Mise en équivalence

Sociétés	I/E	% consolidé
Gefco Slovakia s.r.o. Bratislava – Slovaquie	I	100
Gefco Romania Bucarest – Roumanie	I	100
Gefco Hongrie Budapest – Hongrie	I	100
Gefco Prevoznistvo In Logistica Koper – Slovénie	I	100
Algai Moscou – Russie	I	51
Gefco Tasimacilik Ve Lojistik AS Istanbul – Turquie	I	100
Gefco Tunisie Tunis – Tunisie	E	50
Gefco Maroc Casablanca – Maroc	I	100
Gefco Participações Ltda Rio de Janeiro – Brésil	I	100
Gefco Do Brasil Ltda Rio de Janeiro – Brésil	I	100
Gefco Argentina S.A. Buenos Aires – Argentine	I	100
Gefco Dtw Logistics Co. Ltd Beijing – Chine	E	50
Gefco Hong Kong Hong Kong – Chine	I	100
FINANCEMENT		
Banque PSA Finance Paris – France	I	100
Société Financière de Banque – Sofib Levallois-Perret – France	I	100
Sofira – Société de Financement Des Réseaux Automobiles Levallois-Perret – France	I	100
Société Nouvelle de Développement Automobile – SNDA Paris – France	I	100
Sas Financière Greffhule Paris – France	I	100
Compagnie Générale de Crédit Aux Particuliers – Crédipar Levallois-Perret – France	I	100
Gie Foncier Crédipar Levallois-Perret – France	I	100
Dicoma Gestion Levallois-Perret – France	I	100
Compagnie Pour La Location de Véhicules – CLV Levallois-Perret – France	I	100
PSA Finance Belux Bruxelles – Belgique	I	100
PSA Finance SCS Luxembourg – Luxembourg	I	100
PSA Finance Nederland B.V. Rotterdam – Pays-Bas	I	100
PSA Financial Holding B.V. Rotterdam – Pays-Bas	I	100
Peugeot Finance International N.V. Rotterdam – Pays-Bas	I	100
FCC Auto Abs – Compartiment 2004.01 Francfort – Allemagne	I	100

I : Intégration globale - E : Mise en équivalence

Sociétés	I/E	% consolidé
FCC Auto Abs – Compartiment Locatif 2006.01 Francfort – Allemagne	I	100
FCC Auto Abs – Compartiment 2007.01 Francfort – Allemagne	I	100
FCC Auto Abs – Compartiment 2008.01 Paris – France	I	100
PSA Factor Italia S.p.A. Milan – Italie	I	100
PSA Renting Italia S.p.A. Milan – Italie	I	100
Spv Auto Italy 2007 Milan – Italie	I	100
PSA Wholesale Ltd Londres – Royaume-Uni	I	100
PSA Finance Plc Londres – Royaume-Uni	I	50
Vernon Wholesale Investments Co. Ltd Londres – Royaume-Uni	I	100
PSA Finance Suisse S.A. Ostermudigen – Suisse	I	100
PSA Gestão Comercio e Aluger de Veiculos Lisbonne – Portugal	I	97
PSA Finance Polska Varsovie – Pologne	I	100
PSA Finance Hungaria Rt Budapest – Hongrie	I	100
PSA Finance Ceska Republika s.r.o. Prague – République Tchèque	I	100
PSA Finance Slovakia s.r.o. Bratislava – Slovaquie	I	100
BPF Financiranje d.o.o. Ljubljana – Slovénie	I	100
BPF Algérie Alger – Algérie	I	100
BPF Pazarlama A.H.A.S. Istanbul – Turquie	I	100
Banco PSA Finance Brasil S.A. São Paulo – Brésil	I	100
PSA Finance Arrendamiento Comercial São Paulo – Brésil	I	100
PSA Finance Argentina S.A. Buenos Aires – Argentine	I	50
BPF Mexico S.A. de CV Mexico – Mexique	I	100
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile Finance Company Wuhan – Chine <i>Dont 12,5 % Via Dongfeng Peugeot Citroën Automobile</i>	E	37,5

I : Intégration globale - E : Mise en équivalence

- 1_ **Détail d'une jante**
de la Citroën C4 By Loeb
- 2_ **Détail intérieur**
du Citroën Hygnos HYbrid4
- 3_ **Détail de la calandre**
de la Peugeot 407
- 4_ **Détail du feu arrière**
du Peugeot Prologue



PSA PEUGEOT CITROËN

PEUGEOT S.A.

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 234 048 798 euros.

Siège social : 75, avenue de la Grande-Armée – 75116 Paris – France

R.C.S. Paris B 552 100 554 – Siret 552 100 554 00021

Tél.: + 33 (0)1 40 66 55 11 – Fax : + 33 (0)1 40 66 54 14

www.psa-peugeot-citroen.com – www.developpement-durable.psa.fr